



# Relations

*Pour qui veut une société juste*

NUMÉRO 745

DÉCEMBRE 2010

## Vivre à crédit



Le quotidien  
dans les griffes  
de la finance

La fabrique du  
consommateur endetté

L'endettement  
forme la jeunesse

Dette de l'État vs  
dette des ménages

Et notre créance  
envers les plus pauvres?

Repenser nos  
modes de vie

L'œil ouvert de Lhasa  
Louise Warren

5,50 \$



ARTISTE INVITÉ :  
SHRÚ

# Relations

NUMÉRO 745, DÉCEMBRE 2010

<b>ACTUALITÉS</b>	4
<b>HORIZONS</b> Théologie et lutte pour la justice José Ignacio González Faus, s.j.	9
<b>LE CARNET</b> DE BRIGITTE HAENTJENS Une télévision sans art	10
<b>JE SUIS DE CE MONDE</b> CHRONIQUE LITTÉRAIRE L'œil ouvert de Lhasa Louise Warren	30
<b>AILLEURS</b> La Hongrie: néolibéralisme et discours identitaire Attila Jakab	32
<b>REGARD</b> Le Devoir, une institution dans la Cité Martin Pâquet	34
<b>CONTROVERSE</b> Les alliances entre ONG et entreprises: une menace pour l'action étatique? Mathieu Larocque et Marie-France Turcotte Roméo Bouchard	36 37
<b>EN BREF</b>	38
<b>MULTIMÉDIAS</b>	39
<b>LIVRES</b>	40

Couverture: Shrü, *Voilà*, 2010, dessin numérique

## DOSSIER

### VIVRE À CRÉDIT

La société de consommation actuelle ne connaît pas de limite. À l'approche des Fêtes, ce dossier traitera du lien étroit entre la consommation et l'endettement, qui croît à une vitesse accélérée depuis que le crédit joue le rôle d'un pilier du capitalisme financiarisé. Quelle est la nature du crédit offert entre autres aux jeunes et aux personnes démunies? Comment s'est-il transformé en « produit » sous l'impulsion de stratégies publicitaires raffinées? De quelles manières peut-on sortir de ce modèle de consommation de masse – qui laisse une trace écologique irréversible?

<b>Vivre à crédit</b> Amélie Descheneau-Guay	11
<b>Le quotidien dans les griffes de la finance</b> François L'Italien	13
<b>La fabrique du consommateur endetté</b> Maxime Ouellet	16
<b>L'endettement forme la jeunesse</b> Julia Posca	18
<b>Dette de l'État vs dette des ménages</b> Sylvie Morel	20
<b>Et notre créance envers les plus pauvres?</b> Vivian Labrie	22
<b>Regard sur les associations de consommateurs</b> Jean-François Vinet	24
<b>Repenser nos modes de vie</b> Dominique Boisvert	26

### ARTISTE INVITÉ

Depuis l'enfance, **Christian Robert de Massy** dessine des animaux et des nuages... obsessions qui l'ont poussé à étudier à la fois l'écologie et les arts plastiques. Aujourd'hui, il dessine pour qui lui demande: architectes, revues, éditeurs, dans un style le plus souvent réaliste et détaillé. Il œuvre aussi pour le cinéma, à la conception de décors et d'ambiances. En 2008, il a illustré un livre de Richard Desjardins, *Aliénor* (chez Lux), et travaille maintenant à l'illustration d'un ouvrage de l'anthropologue Serge Bouchard à paraître en 2011 aux mêmes éditions. Depuis plusieurs années, il s'acharne aussi sur une bande dessinée – pleine d'animaux – qui devrait voir le jour, avec un peu de chance, avant la fin du siècle prochain! En tant que dessinateur, on le connaît sous cet étrange nom: **Shrü**.

## FONDÉE EN 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis près de 70 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les plus démunis. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques et religieux de notre époque.

**DIRECTRICE**  
Élisabeth Garant  
**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Jean-Claude Ravet  
**RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE**  
Catherine Caron  
**SECRÉTAIRE DE RÉDACTION**  
Amélie Descheneau-Guay  
**PROMOTION/PUBLICITÉ**  
Jean-Alexandre D'Etcheverry  
**TRADUCTION**  
Agusti Nicolau, Jean-Claude Ravet  
**DIRECTION ARTISTIQUE**  
Mathilde Hébert  
**ILLUSTRATIONS**  
Goldstyn, Sophie Lanctôt

**RÉVISION/CORRECTION**  
Éric Massé  
**COMITÉ DE RÉDACTION**  
Gregory Baum, Gilles Bibeau, Gilles Bourque, Ève-Lyne Couturier, Louise Dionne, Céline Dubé, Guy Dufresne, Jean-François Fillion, Mouloud Idir, Nicole Laurin, Sylvain Lavoie, Guy Paiement, Rolande Pinard, Jacques Racine, Louis Rousseau  
**COLLABORATEURS**  
André Beauchamp, Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert, Marc Chabot, Bernard Émond, Brigitte Haentjens, Vivian Labrie, Carolyn Sharp, Louise Warren

**IMPRESSION HLN**  
sur du papier recyclé contenant  
100 % de fibres post-consommation.

**DISTRIBUTION LMPI / HDS Canada**  
*Relations* est membre de la SODEP  
<www.sodep.qc.ca>

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Repère*, *EBSCO* et dans l'*Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe.

**ABONNEMENTS** Ginette Thibault  
8 numéros (un an): 35 \$ (t. i.)  
Deux ans: 65 \$ (taxes incluses)  
À l'étranger: 55 \$ Étudiant: 25 \$  
Abonnement de soutien: 100 \$ (un an)  
TPS: R119003952 TVQ: 1006003784

Dépôt légal. Bibliothèque et Archives nationales du Québec.  
ISSN 0034-3781

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.

**Canada**  
Envoi de Poste-publication  
Enregistrement n° 09261

**BUREAUX**  
25, rue Jarry Ouest  
Montréal (Québec) H2P 1S6  
tél.: 514-387-2541  
téléf.: 514-387-0206  
relations@cjf.qc.ca  
www.revuerelations.qc.ca

## Vous avez dit État laïc?

**L'**imbroglio est grand quand il est question de la place du religieux dans l'espace public. L'État est laïc, cela signifie pour les uns que le religieux devrait être exclu de tout espace étatique, et même de l'espace public pour être relégué purement et simplement dans l'espace privé. Pour d'autres, le fait que l'État soit laïc n'implique pas que les personnes qui le représentent ne puissent porter sur elles des signes religieux, ou tout au moins dans le cas de celles n'assumant que des fonctions de services et non d'autorité.

C'est un débat qui divise la population, la gauche y comprise. Mais ceux qui veulent que la laïcité de l'État soit inscrite noir sur blanc dans une déclaration d'ordre politique – rendant ainsi explicite ce qui n'est actuellement qu'implicite – indiquent cependant une voie à prendre qui permettrait, en grande partie, d'apaiser un débat qui se déroule bien souvent sur

La laïcité devrait être une valeur cardinale de notre société. Elle est au cœur du projet démocratique. Nous sommes en démocratie dans la contingence des affaires humaines et dans l'espace symbolique d'hommes et de femmes tous égaux du simple fait d'être des êtres humains qui sont aussi des êtres de parole. Aucun absolu, aucune vérité éternelle n'y a sa place à demeure. Là se jouent la liberté, l'égalité et la responsabilité qui nous incombent en tant qu'habitants de la parcelle du monde qui nous est impartie. Et c'est dans cette parole partagée que se construit la Cité où nous sommes tous conviés à devenir ce que nous voulons être ensemble.

Cet espace politique laïc est fondamental, et doit être défendu et renforcé, particulièrement en ces temps où il est assailli de toutes parts par les forces du marché et ses diktats qui font figure de dogmes. Comme il est un sacrilège, en d'autres lieux, pour les intégristes et leurs pouvoirs pastoraux aspirant plutôt à des pâturages pour troupeaux broutant religieusement la vérité édictée – à moins de vouloir goûter à la houlette pesante du bon pasteur!

Mais que l'État et l'espace politique soient laïcs, cela ne signifie en rien qu'il faille que ceux qui s'y meuvent en citoyens se dépouillent de leur croyance ni des signes qui pourraient en témoigner – sauf pour les fonctionnaires de l'État ayant pour fonction de gérer les conflits et ce, pour des raisons évidentes. Le contraire relève à la fois d'une méprise et d'un mépris.

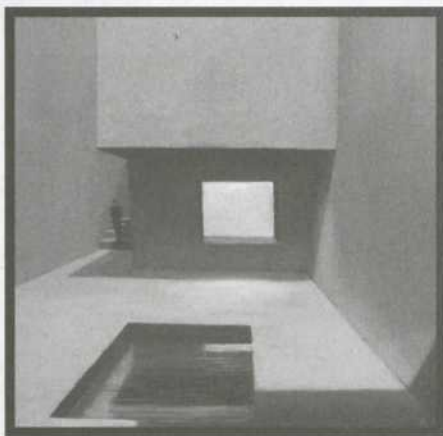
La méprise vient de la confusion entre ces lieux à forte symbolique laïque et ceux qui les occupent. Ceux-ci n'ont pas à étouffer leurs convictions, leurs valeurs, leurs croyances, religieuses ou pas. Le simple fait d'être dans ces lieux invalide toute prétention à la Vérité. C'est aussi vrai pour les fonctionnaires de l'État, sauf à considérer qu'une conviction est incapable

d'être au service d'une compétence. Ni l'espace public, ni l'espace politique et étatique ne sont composés de citoyens désincarnés, sans attaches, dépouillés de toute histoire et d'identité, dépourvus d'une vision du monde, d'une conception de la vie et de l'humanité – au contraire, ils sont enracinés dans la diversité des appartenances à travers lesquelles se conjugue le bien commun.

Le mépris, quant à lui, s'adresse à la religion en tant que telle. Certes, nous avons encore en tête les paroles hautaines professées *ex cathedra* par certains prélats de l'Église catholique, comme si Dieu dictait la marche à suivre et sommait les citoyens de s'agenouiller dans l'espace public. Cette tentation cléricale autoritaire titille encore certains nostalgiques. Mais c'est là le lot d'une infime minorité au Québec. Or, le mépris n'est pas dirigé contre elle; il englobe tous les croyants considérés comme adeptes de l'irrationalité, de l'obscurantisme si ce n'est de la violence de la religion. Et, à ce titre, ils doivent se dépouiller de tous leurs insignes honteux.

Ce jugement péremptoire sur la misère de la religion évacue la dimension symbolique et spirituelle de l'existence dont elle témoigne à sa manière, passe outre à l'humanisation qu'elle peut servir, à ses actions silencieuses, aussi désintéressées qu'héroïques contre l'injustice, la tyrannie et le mal. D'aucuns diront que ce mépris procède d'une mémoire blessée. Mais cette blessure, si tant est qu'elle est encore ouverte, il est grand temps de la panser. Pour laisser place à la solidarité de tous ceux et celles, croyants et non-croyants – ou «autrement croyants» comme aimait à le dire Michel de Certeau – qui luttent pour faire de ce monde une habitation humaine.

**JEAN-CLAUDE RAVET**



Shrù, *Chambre avec vue*, 2010, dessin numérique

fond d'insécurité. Le politique ne doit pas se défilier pour ne laisser place qu'à des considérations juridiques. Reste à savoir quel serait le meilleur médium pour le faire: le préambule de la Charte des droits et libertés du Québec, une charte de la laïcité, ou même une Constitution du Québec, ou encore une déclaration gouvernementale? Cette question est à suivre.



## L'itinérance : une responsabilité collective

Les II<sup>e</sup> États généraux sur la question ont permis d'insister sur le contexte économique, politique, culturel et social qui est un déterminant majeur de l'itinérance.

**AMÉLIE DESCHENEAU-GUAY**

L'auteure est secrétaire  
de rédaction à  
*Relations*

Chaque année, au Québec, des dizaines de milliers de personnes se retrouvent sans abri. Si certaines causes de l'itinérance relèvent du parcours unique de chacun (maladie mentale, toxicomanie, alcoolisme, etc.), d'autres sont liées à des facteurs structurels sur lesquels, collectivement, nous avons prise (emplois sous-payés, augmentation des loyers liée à la spéculation immobilière, décroissance du logement social, judiciarisation des sans-abri, etc.).

C'est pour rappeler aux gouvernements l'urgence de la situation que plus de 350 personnes ont participé aux II<sup>e</sup> États généraux de l'itinérance organisés par le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ), au début de l'automne, à Montréal. En 2005, les premiers États généraux sur la question avaient débouché sur la demande d'une politique en itinérance. S'en est suivi, en 2008, une commission parlementaire qui avait suscité beaucoup d'espoirs (voir l'article de Pierre Gaudreau, « Une politique en itinérance s'impose », *Relations*, n° 730, février 2009). Le gouvernement du Québec se dotait, en décembre 2009, d'un Plan d'action interministériel en itinérance, jugé toutefois insuffisant par les organismes. Ceux-ci attendent également du gouvernement fédéral qu'il annonce les orientations de sa Stratégie de partenariats de lutte à l'itinérance pour 2011-2014. Ce programme investit 20 millions de dol-

lars chaque année dans les groupes québécois qui viennent en aide aux sans-abri. Or, cette somme ne représente que le tiers des besoins réels d'un milieu débordé.

L'un des constats majeurs de la rencontre est que le spectre de l'itinérance s'élargit : les sans-abri ne sont plus seulement des hommes québécois « de souche » ; de plus en plus de femmes, de jeunes, de personnes âgées (dont d'anciens combattants) et d'Autochtones s'ajoutent au portrait des « sans domicile fixe ». Les organismes remarquent également une hausse de la consommation de drogues, du jeu compulsif et de la violence, cocktail qui en amène plusieurs à effectuer de nombreux allers-retours entre les hôtels bon marché, les maisons de chambres, l'urgence, les hôpitaux psychiatriques, les centres temporaires de désintoxication, les parcs et la rue elle-même. Ce phénomène de transit semble caractériser l'itinérance en 2010 et ce, autant à Montréal que dans les régions du Québec. Selon les organismes, un point commun réunit tous ces gens : une pauvreté extrême, une rupture avec le monde et la société, en somme, une profonde détresse humaine.

Le gouvernement, de son côté, exige des chiffres de la part des organismes, qui ont l'impression de justifier constamment leur travail d'accueil et d'aide. Selon plusieurs intervenants, la solution ne réside pas tant dans un dénombrement quantitatif des itiné-

rants que dans un portrait qualitatif dépassant la simple « gestion de lits ». En effet, les experts se perdent parfois dans une typologie sans fin des formes d'itinérance (chronique, ponctuelle, en situation de, en risque de, etc.), qualifiée par un des intervenants de « syndrome des sous-catégories délirantes ». Certes, les grandes enquêtes sophistiquées peuvent être utiles, mais elles ne doivent pas perdre de vue les causes structurelles du phénomène, de même que certaines réalités (par exemple, plusieurs itinérants errent d'une adresse à l'autre et possèdent donc plusieurs adresses) afin de dresser un portrait de la situation utile pour l'ensemble de la société québécoise.

Une des questions cruciales soulevées lors de ces II<sup>e</sup> États généraux est celle de la volonté politique. Si l'on parvient à dresser un vrai portrait de l'itinérance au Québec, le gouvernement et la population sont-ils prêts à entendre les « vrais chiffres », dont celui portant sur le nombre de jeunes itinérants issus des centres jeunesse québécois? La question reste entière.

La Déclaration de l'événement, au titre révélateur *Pour que tout le monde s'en mêle*, rappelle à cet égard que l'itinérance constitue une responsabilité collective. Une politique en itinérance doit être globale et inclure tous les paliers gouvernementaux. Elle doit mettre de l'avant le fait que le contexte économique, politique, culturel et social est un déterminant majeur de l'itinérance. Le gouvernement, en prenant ses responsabilités, devra ainsi orienter son action vers la mise en place de mesures fiscales visant un partage équitable de la richesse, et le renforcement des mesures de régulation du marché de l'immobilier. ●



## Big Brother moins l'État?

Un regard sur des expériences menées à l'étranger permet de mieux envisager la création de l'Agence du revenu du Québec, qui vise à soumettre l'une des fonctions vitales de l'État à la logique du privé.

**ÈVE-LYNE COUTURIER**

Dans son budget 2010, le gouvernement Charest a annoncé l'abolition du ministère du Revenu et la création de l'Agence du revenu du Québec. Pendant l'été, des doutes ont été soulevés, notamment à travers une campagne du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), quant au danger de voir un service aussi essentiel et délicat que la perception des revenus de l'État être administré hors de la fonction publique, sous la gouverne d'un conseil d'administration composé d'une majorité de représentants issus du secteur privé. Ailleurs dans le monde, l'expérience a été tentée avec des succès mitigés tant en ce qui a trait aux coûts, qu'à l'imputabilité et l'impartialité des pratiques.

Le gouvernement justifie ce changement majeur par le besoin d'avoir une plus grande « flexibilité » dans

l'embauche du personnel ainsi que dans la mise en place de systèmes informatiques de pointe. On nous promet que le budget sera respecté scrupuleusement et que, au final, les économies qui jailliront de cette restructuration impossible à mener dans la fonction publique permettront d'améliorer les finances de l'État. Des dépassements de coûts et d'échéanciers sont pourtant plus qu'envisageables. Citons l'exemple de l'Australie, où la mise en place d'une banque de données fiscales s'avère plus complexe et coûteuse que prévu ou, ici même au Québec, celui de l'informatisation des dossiers médicaux qui coûtera près de deux fois plus cher qu'estimé.

Cette nouvelle agence a pour mission de s'autofinancer à même les recouvrements qu'elle fera. De plus, le projet de loi précise qu'à moins d'indications contraires données par le ministre, les « surplus » seront conservés par l'Agence. Les salaires conti-

dront par ailleurs une part de primes au rendement. Nous assisterons ainsi à une gestion de type privé d'un organisme public.

L'un des modèles cités en exemple par le gouvernement est celui de Singapour. Ce pays, dont la réputation en matière de transparence et de démocratie est faible, a délégué la perception de ses revenus à un organisme externe qui ne reçoit que 1 % de ses budgets de l'État. Or, en recherchant la rentabilité, l'essentiel des efforts est mis sur la perception de sommes relativement petites. De fait, on peut envisager, comme l'a suggéré l'entreprise informatique CGI pour le Québec, qu'on évite de consacrer trop d'efforts au recouvrement de grosses créances puisqu'il s'agit fort probablement de dettes appartenant à des personnes ou entreprises qui ont une équipe juridique chevronnée à leur service. Suivant une logique de stricte recherche du profit – plutôt que des objectifs d'administration de la justice fiscale –, quelle énergie mettra-t-on pour poursuivre les grands fraudeurs? Pourra-t-on s'acheter le « droit » de faire de l'évasion fiscale? Cela reste à voir.

L'État de la Pennsylvanie a opté pour ce type d'agence autofinancée qui vise en particulier les petits frau-

L'auteure est chercheuse à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)



L'auteur est membre  
d'Alternatives

deurs. La campagne de publicité qui en a résulté donne le ton: alors qu'on y voit une image satellite se rapprocher d'une maison, une voix de femme annonce à Tom, un contribuable, qu'il doit rembourser les quelque 4000 \$ qu'il doit à l'État en lui rappelant que l'Agence sait qui il est. L'annonce se clôt sur un slogan évocateur – *Find us before we find you* – et montre bien qu'une fois que le seul but est la rentabilité, nul besoin de réserve: la peur et la menace à peine voilées peuvent être utilisées envers des gens qui ne sont plus des citoyens pour l'Agence, mais uniquement de mauvais payeurs.

Au-delà des problèmes à court ou moyen terme occasionnés par le changement de statut, de mission et de gestion de l'organisme responsable de percevoir les revenus de l'État, c'est la transformation des principes mêmes de celui-ci qui se poursuit. D'acteur politique qui porte un projet social, l'État devient un acteur «rationnel» qui gère les ressources communes en vue d'en maximiser les retombées. L'intérêt commun passe alors sur la banquette arrière.

Ce glissement ne se limite pas à la création de l'Agence du revenu. La logique derrière les partenariats public-privé (PPP), la gouvernance dans les universités ou la tarification des services publics est la même. Une distance s'installe entre l'imputabilité politique et l'action gouvernementale: ce n'est pas le gouvernement qui fait exploser les coûts d'une construction, c'est son «partenaire privé»; ce n'est pas le gouvernement qui augmente les frais afférents, c'est le recteur de l'université, etc. Enfin, ce ne sera pas le gouvernement non plus qui jouera à Big Brother pour aller chercher quelques centaines de dollars chez des coiffeuses de sous-sol pendant que les gros fraudeurs se feront bronzer sur les plages de leurs paradis fiscaux... ce sera l'Agence du revenu du Québec. ●

## Désastre au Pakistan

Les récentes inondations ont des causes humaines. Il n'en demeure pas moins urgent de débloquer l'aide humanitaire qui reste encore très faible.

**FEROZ MEHDI**

Les inondations qui ont suivi les pluies torrentielles au Pakistan, en juillet et août derniers, sont les plus importantes dans la région du bassin de l'Indus depuis 1929. Plus de 20 millions de personnes ont été gravement affectées, dont 4 millions de sinistrés. Les récoltes – près du cinquième de la production agricole –, la nourriture et les semences entreposées, ainsi que des millions d'animaux d'élevage ont été perdus. Sans parler de la destruction des réseaux électrique et routier et d'autres infrastructures. Les maladies et la famine qui s'installent risquent de faire des milliers de victimes. Les dommages s'élèvent à plus de 20 milliards de dollars, soit 12% du produit intérieur brut du pays.

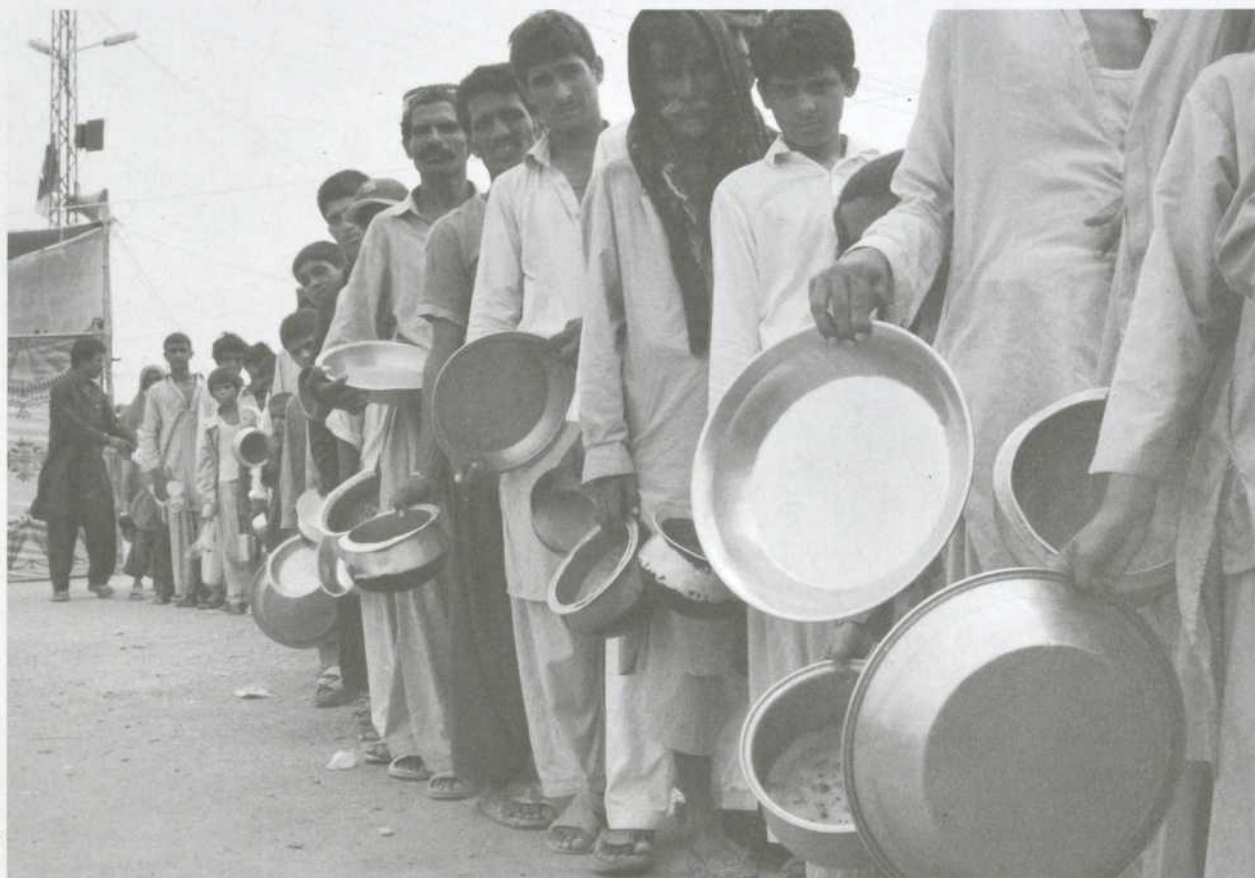
L'ampleur du désastre s'explique par des raisons humaines. Si la violence de telles calamités naturelles est hors de contrôle, il en va autrement de leurs conséquences qui peuvent être contenues à un certain degré. Le peu de préoccupations de l'État pour le bien commun et une politique de développement défaillante traitant la nature comme une simple ressource à exploiter – et non comme un écosystème essentiel à la vie humaine – ont aggravé grandement la situation.

Un de ces facteurs aggravants a été le déboisement sauvage du bassin hydrographique de l'Indus, qui a non seulement contribué au changement climatique, mais a aussi réduit la capacité de l'environnement naturel d'absorber des pluies torrentielles.

La négligence des services publics d'irrigation dans l'entretien des canaux et des digues a été une autre raison de la magnitude du désastre, car l'irrigation n'a pu se faire correctement. Étant donné la quantité de boue charriée par les cours d'eau venant de l'Himalaya, les digues ne suffisent pas à contenir la montée du lit des rivières, il en faudrait davantage. Cela a fait en sorte que l'excès d'eau n'a pu être drainé par les rivières déjà à leur comble et qu'il s'est répandu dans les basses terres le long des rivages. En principe, celles-ci auraient pu servir d'éponges naturelles durant les inondations, mais la construction sauvage d'habitations – due à l'absence de réglementation et d'encadrement public – et la présence d'un réseau routier mal conçu dans cette zone ont empêché le drainage naturel des eaux.

Si l'aide militaire est considérable au Pakistan – le pays étant un allié privilégié ou, pour mieux dire, un État client des États-Unis depuis longtemps –, le peu d'aide humanitaire de la part de la communauté internationale est consternant. Deux milliards de dollars ont été promis, mais une très faible partie de cette somme a été versée jusqu'à présent. Et maintenant, le gouvernement étatsunien plaide pour un «retour à la réalité». Le 20 septembre, l'envoyé spécial des États-Unis, Richard Holbrooke, disait: «En ces temps de pénurie à l'échelle mondiale, l'effort de reconstruction ne peut plus être entièrement financé par les autres pays.»

Une telle attitude est inquiétante, car le manque de solidarité internationale peut avoir comme effet de renfor-



Survivants des inondations attendant l'aide alimentaire. Photo : AP/Pervez Masih

cer le mouvement fondamentaliste et l'armée. Le gouvernement démocratiquement élu, déjà fragile, a été encore plus fragilisé par son incapacité à faire face à la situation. Le fait qu'une partie de la société pakistanaise soit favorable au retour d'un régime militaire est préoccupant. Depuis sa création, en 1947, le Pakistan passe régulièrement d'un gouvernement civil à un gouvernement militaire, ce qui entrave chaque

fois le développement et le renforcement des institutions démocratiques. Ce cercle vicieux doit être brisé et les structures démocratiques doivent être consolidées. Comme l'a écrit le journaliste et analyste politique Ahmed Rashid (sur le blogue du *New York Review of Books*) : « En ces temps d'agitation, alors que l'extrémisme taliban est en croissance et le gouvernement civil chambranlé, les inondations

pourraient conduire à la plus grave crise sécuritaire que le pays – et la région – ait connue. Si la communauté internationale n'offre pas une aide d'urgence et un soutien humanitaire plus grands, le pays risque de se transformer en ce qui n'était, jusqu'à présent, qu'une menace – une possibilité lointaine –, c'est-à-dire un État en faillite avec des armes nucléaires. » ●

**PRESSE-TOI À GAUCHE!**

À lire chaque semaine  
le web-journal de la  
gauche québécoise  
en marche

[www.pressegauche.org](http://www.pressegauche.org)



## Un pionnier d'une islamologie subversive

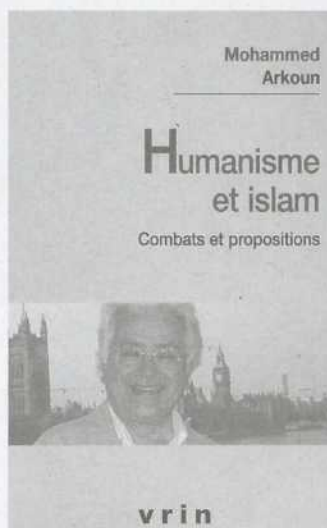
Passeur entre les peuples, les cultures et les fois, Mohammed Arkoun est décédé le 14 septembre à Paris, où il vivait depuis plus de 50 ans.

**CHRISTIAN DELORME**

L'auteur, prêtre catholique du diocèse de Lyon, est très actif dans le dialogue islamo-chrétien

Pour Mohammed Arkoun, tout a commencé en février 1928, à Taourirt-Mimoun, un petit village de la Grande Kabylie. C'est là qu'il est né, au sein d'une famille pauvre, en un temps où l'accès à l'éducation n'était pas facile pour les enfants de paysans algériens. Très vite, il a subi des discriminations dues au fait que, Berbère dans l'Algérie colonisée, il ne parlait ni l'arabe ni le français. Grâce à un oncle et aux Pères blancs qui avaient remarqué sa soif d'apprendre et sa vivacité d'esprit, il a pu entreprendre des études secondaires à Oran. Elles lui ont permis de poursuivre des études de littérature arabe à l'Université d'Alger, qu'il a complétées par des études de droit, de philosophie et de géographie.

L'intervention de Louis Massignon, grande figure de l'islamologie et du dialogue islamo-chrétien, lui a ensuite permis d'être admis à l'agrégation en langue et littérature arabes à la Sorbonne. C'est dans la capitale française qu'il a préparé sa thèse consacrée au philosophe perse Miskawayh, un penseur humaniste des X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles. S'en est suivie une brillante carrière universitaire, en France et à l'étranger. Professeur d'histoire de la pensée arabe à l'Université Paris-Vincennes, il est nommé directeur du Département d'arabe et d'histoire de la pensée islamique à la Sorbonne Nouvelle, en 1980. Il a aussi dirigé la revue *Arabica*, qui acquerra une grande notoriété grâce à lui. À partir de 1993, il devient



professeur émérite. Il peut ainsi continuer à offrir son enseignement en tant que professeur invité dans plusieurs universités européennes et américaines, tout en donnant des conférences dans le monde entier.

Mohammed Arkoun a inventé «l'islamologie appliquée». Toute sa démarche a été de repenser l'islam en tant que système culturel et religieux, de mettre à jour l'impensé dans l'islam, de combattre l'ignorance entretenue et de dénoncer l'instrumentalisation de la religion par ceux qui en font un outil de pouvoir et de domination des peuples. Constatant que les religions ont joué un rôle prépondérant dans le développement et le contrôle épistémologique des cultures, il considérait qu'elles devaient être soumises à une analyse critique faisant usage de toutes les sciences humaines aujourd'hui disponibles. Mohammed Arkoun a ainsi mené une œuvre de déconstruction, de «démystification», de démythologisation, de démythologisation de tout ce qui a été sacralisé

depuis des siècles. Ce faisant, il a pris le contre-pied de l'esprit apologétique qui domine le discours des musulmans sur leur culture et sur leur religion. Son approche se déclinait en trois étapes résumées en trois verbes : transgresser, déplacer, dépasser. Transgresser les savoirs légués par toutes les orthodoxies. Déplacer les questionnements anciens vers des espaces d'intelligibilité plus englobants et plus pertinents. Dépasser les cadres et les outils de pensée scolastiques.

Mohammed Arkoun insistait particulièrement sur la distinction qu'il convient de faire entre «le fait coranique», qui est le moment de l'énonciation de la parole coranique à travers le prophète Muhammad durant vingt-deux ans, et «le fait islamique», qui est la fixation par écrit de cette parole en un corpus officiel clos. L'universitaire appelait à prendre en compte trois étapes distinctes : le «moment» prophétique (celui que l'on appelle, en islam, «la révélation»), la codification du discours prophétique dans le Livre et son interprétation par des communautés situées historiquement. Sa lecture du Coran et du Hadith (recueil des actes et paroles du prophète Muhammad), tout comme son approche du phénomène islamique dans toutes ses dimensions et expressions, prenaient en compte les points de vue historiques, sociologiques et anthropologiques.

Mohammed Arkoun appelait de tous ses vœux «une raison émergente» qui tiendrait compte à la fois des clôtures dogmatiques des religions et des impasses de la modernité. Sa critique de la raison islamique voulait ouvrir de nouvelles routes à l'intelligence. «Intellectuel révolté», comme il se définissait, il était d'abord un homme de la fraternité universelle. ●



# Théologie et lutte pour la justice

**JOSÉ IGNACIO GONZÁLEZ FAUS, S.J.**

Pour les premières générations de chrétiens, la pleine et totale humanité de Jésus constituait le fondement de sa pleine divinité et le principe de la solidarité et de notre liberté.

Si on croit que Dieu n'a pas pleinement assumé la misère humaine («notre propre chair»), cela conduit à un christianisme indifférent aux misérables de la Terre. C'est ce qu'écrivait déjà Ignace d'Antioche au début du II<sup>e</sup> siècle, dans sa *Lettre aux chrétiens de Smyrne*: «[Ceux qui croient de cette manière] ne s'occupent ni de la solidarité, ni de l'orphelin, ni de l'opprimé, ni du prisonnier, ni de l'affamé, ni de l'assoiffé» (VI, 1). En cela, «ils sont opposés au sentir de Dieu lui-même». La *Première lettre de Jean*, dans la Bible, dit à peu près la même chose.

C'était cela la première signification de la foi en l'Incarnation. Plus tard, avec l'inculturation progressive du christianisme dans le monde grec, cette question du sens a cédé la place à une autre interrogation davantage conforme à la pensée grecque: comment affirmer que quelqu'un puisse être à la fois pleinement humain et pleinement divin? Cette préoccupation est légitime d'un point de vue rationnel, mais elle devrait être secondaire. Dans une perspective biblique, en effet, la question du *pourquoi* prime sur la question du *comment*. Autrement dit, le sens est plus important que le fonctionnement.

Ainsi, l'inculturation dans la manière de penser propre aux Grecs a hypothéqué le christianisme de la façon suivante: la priorité accordée au *comment* s'est traduite dans la théologie dogmatique par deux omissions importantes. La première est bien exprimée dans une phrase de Tertullien, un Père de l'Église du III<sup>e</sup> siècle, reprise par le concile Vatican II dans le document qui traite précisément de la tâche de l'Église dans le monde: «par son Incarnation, le Fils de Dieu s'est en quelque sorte uni lui-même à tous les

La théologie de la libération enseigne que Dieu n'entre pas en relation avec nous en tant que pouvoir, mais à travers la fragilité de l'amour – qui ne possède d'autre pouvoir que le don de soi. C'est là le fondement de notre dignité et de notre liberté.

hommes» (*L'Église dans le monde de ce temps*, 22, 2). Il s'agit d'une idée très présente chez les Pères de l'Église qui ne craignaient pas de comparer Jésus à la matrice par laquelle la semence de Dieu entre dans l'humanité et par où naît le nouvel être humain.

La deuxième omission concerne l'anéantissement (la kénose) de Dieu dans son union avec Jésus. Comme il est dit dans la *Lettre aux Philippiens* de saint Paul (2, 6-11): Dieu en se faisant homme «n'a pas revendiqué son droit» d'être comme Dieu, mais il s'est dépouillé de sa condition divine. Il y a renoncé, «prenant la condition d'esclave, devenant semblable aux hommes et reconnu à son aspect comme un homme».

Le fait que Dieu ait assumé toute la misère humaine est le fondement de la solidarité chrétienne et de la lutte pour

la justice. La théologie de la libération nous montre bien que la centralité des pauvres est un thème non seulement éthique et politique, mais aussi christologique. Elle enseigne que Dieu n'entre pas en relation avec nous en tant que pouvoir, mais à travers la fragilité de l'amour – qui ne possède d'autre pouvoir que le don de soi. C'est là le fondement de notre dignité et de notre liberté.

Cela implique pour nous chrétiens que la liberté et la solidarité sont les deux véritables piliers d'une nouvelle manière, plus authentique, d'être hommes et femmes, et vers laquelle nous devrions tendre. Une liberté qui n'est pas une liberté en vue de l'amour ne pouvait que dégénérer, tôt ou tard, dans ce libéralisme économique qui confond la liberté avec l'égoïsme et n'est rendu possible que par les guerres et la violence. En revanche, une solidarité sans liberté ne peut que se transformer en autoritarisme (qui n'est jamais que le lot d'une élite) qui falsifie tout ce qui est humain. N'est bon vraiment que ce qui jaillit de la liberté et non pas de l'imposition.

Il faut reconnaître qu'au cours des derniers siècles du christianisme, cette christologie a été passablement altérée. Une Église qui ne s'efforce pas de mettre en pratique la solidarité et ne respecte pas profondément la liberté donnera toujours une image falsifiée de Dieu – le concile Vatican II y a d'ailleurs reconnu une des causes principales de l'athéisme moderne. ●

L'auteur, théologien, est membre du centre jésuite Cristianisme i Justícia à Barcelone



## UNE TÉLÉVISION SANS ART

Il y a quelques semaines, j'ai lu en diagonale une profusion d'articles qui traitaient de la soirée des Gémeaux – qui vise à récompenser les « meilleures » émissions télévisuelles. Ce qui m'a frappée, c'est l'enthousiasme général à commenter la bonne santé de notre télévision. On soulignait en particulier l'excellence des séries dramatiques. On se félicitait de faire, au Québec, de la « si bonne télé ».

Je suis prête à admettre que, parmi les nombreuses séries, il y en a de très bonnes. J'ai en tête, par exemple, la télésérie *Aveux* que j'ai visionnée en rafale sur mon ordinateur. J'en ai trouvé l'écriture et la réalisation excellentes. Mais il y en a aussi de très mauvaises, même si personne ne le mentionne. Ces séries sont fabriquées au Québec et font travailler des auteurs, des acteurs et des artisans d'ici. C'est un bon point, dont peut moins se vanter la télévision canadienne-anglaise. Mais cela signifie-t-il, comme le prétend la rumeur publique, que nous avons une bonne télévision?

Il y a beaucoup d'émissions de cuisine et de jeux à la télévision. Y en a-t-il seulement une qui parle d'art? Qui évoque et commente des démarches artistiques, qui suit le travail des artistes de la scène ou des arts visuels, voire des architectes? Qui traite de l'histoire des arts, voire de politique culturelle? Le silence qui entoure l'art est particulièrement fracassant au petit écran. Certes, on parle un peu des arts de la scène – si peu – lors de deux émissions hebdomadaires, mais c'est selon un angle dit « critique ». Et s'il y a quelques *making of*, c'est surtout, me semble-t-il, autour du cirque et de la variété.

On ne traite presque nulle part à la télévision de littérature, d'art visuel, de théâtre, de danse – sauf de danses sociales. Encore moins d'architecture et d'urbanisme. La chaîne appelée prétentieusement ARTV diffuse quant à elle énormément d'entrevues avec des humoristes, mais ne semble pas se soucier, sauf exceptionnellement, d'approfondir certaines démarches originales. En fait, ses émissions s'attachent aux personnalités, et l'angle privilégié est biographique et divertissant.

Dans la société contemporaine, sous prétexte de démocratiser l'art, on en supprime les aspects les plus exigeants. On fait semblant d'ouvrir des portes pour donner de « faux » spectacles, pour faire croire que l'art est d'accès aisé. On confond contenu et emballage, en quelque sorte. Nos décideurs jugent-ils que le public qui regarde la télévision est trop « cave » pour comprendre une émission artistique? Juge-t-on que le discours sur l'art est trop élitiste ou qu'il ne peut, potentiellement, rassembler assez d'audience pour satisfaire les publicitaires? N'est-ce pas le rôle des chaînes publiques d'initier les spectateurs à autre chose qu'à la culture populaire et de masse? Pourquoi devrait-on être condamnés à une télévision qui cherche le plus petit dénominateur commun?

On a parfois le sentiment, face à l'écran, d'être enfermé dans un discours pratico-pratique, bon enfant et insipide, qui nous abêtit et empêche de faire de nous de meilleurs humains. L'absence d'art dans nos vies, en plus de nous rendre plus idiots, plus conformistes, plus violents et plus individualistes, supprime aussi une grande voie d'accès à la beauté. Sans beauté, sans contact ni désir de beauté, que deviendrons-nous?

Il est pourtant prouvé que l'accès à l'art nous permet de mieux comprendre les systèmes dans lesquels nous vivons, de développer un esprit critique et la solidarité. C'est d'ailleurs pourquoi les sociétés totalitaires censurent systématiquement la vie artistique.

Est-il possible que cette télévision qui ne remplit pas son rôle soit concoctée cyniquement pour faire de nous de plus grands consommateurs, ainsi que l'a déjà avoué candidement le président de TF1, en France, Patrick Le Lay: « Il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation [...] de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages publicitaires »?

Se pourrait-il que les patrons des chaînes soient eux-mêmes incultes et cyniques? Que nous nous laissions faire comme des moutons, nous comportant exactement comme on voudrait que nous fassions? Que l'absence de discours sur l'art à la télévision reflète la société de droite dans laquelle nous baignons, une société réactionnaire qui prône le capitalisme sauvage, multiplie les inégalités et s'oppose au progrès social? Se pourrait-il qu'il soit déjà trop tard, et qu'au lieu de penser que, si ça continue, nous allons droit dans le mur, il faille plutôt se résoudre à accepter d'être déjà dans le mur?

J'ai bien peur que ce mur soit fort laid. ●

## Vivre à crédit

AMÉLIE DESCHENEAU-GUAY

Se replonger dans un classique de la littérature québécoise permet de réaliser à quel point l'endettement était courant dans le passé. L'écrivain Claude-Henri Grignon, lors d'une conférence portant sur le personnage de son œuvre maîtresse, *Un homme et son péché*, avançait que les « usuriers » tels Séraphin Poudrier, qui vécut en 1890, « pullul[aient] en terre canadienne, dans les bois reculés de la colonisation [...] ». Cette même crapule tenait d'ailleurs « tout le monde dans sa main : monsieur le maire, monsieur le docteur, monsieur le député [...] Peu d'hommes mangeant et ayant besoin d'un gîte ne lui devaient de l'argent ».

L'endettement de subsistance (pour manger, se soigner, se loger, etc.) n'est pas récent, que l'on pense au temps de la colonie ici même, aux décennies précédant l'assurance maladie – entrée en vigueur il n'y a que 40 ans, le 1<sup>er</sup> novembre 1970 – ou aux grandes périodes européennes de disette. La nouveauté du phénomène de l'endettement réside peut-être dans le fait qu'il se soit généralisé et qu'il est de plus en plus considéré comme « normal ». En effet, la généralisation et la normalisation des pratiques d'endettement en tant que *mode de vie*, comme le montre François L'Italien dans ce dossier, se déploie dans un contexte tout autre que celui où sévissaient des

usuriers comme Séraphin Poudrier, celui de la société de consommation de masse.

À partir des années 1950, de plus en plus de gens ont pu se procurer certains biens qui leur étaient auparavant inaccessibles. Leur salaire leur permettait généralement de couvrir leurs dépenses et de rembourser leurs dettes d'études ou de santé. Or, soixante ans plus tard, nous vivons dans une société de consommation qui ne connaît plus de limites à la suite de la libéralisation massive du crédit, pas même l'endettement endémique qu'elle engendre. Au Canada, le niveau d'endettement des ménages connaît une croissance exponentielle; depuis 1990, il a augmenté six fois plus vite que leurs revenus et



Shrü, *Accumulation*, 2010, dessin numérique

« [Séraphin] faisait signer à de pauvres malheureux les pires engagements qu'ait jamais imaginés la plus infâme canaille. »

CLAUDE-HENRI GRIGNON,  
UN HOMME ET SON PÉCHÉ, 1933

la dette totale des ménages équivalait, en 2009, à 145 % de leurs revenus (L'Institut Vanier de la famille, 2010). La multiplication des cartes de crédit révèle la gravité de ce phénomène; chaque Canadien en posséderait 2,6 en moyenne.

L'endettement par le crédit à la consommation tel qu'on le connaît aujourd'hui a été soutenu par des recherches en marketing et en publicité de plus en plus poussées (voir l'article de Maxime Ouellet). Il s'appuie également sur l'un des ressorts majeurs de sa croissance: l'inclusion des plus pauvres dans le régime d'endettement. Ce que les banquiers appellent la «diversification de l'offre» consiste en fait à diversifier les produits de crédit pour plusieurs types de clientèles, dont les personnes qui ont un faible revenu n'atteignant parfois guère plus de 7000 \$ annuellement (voir l'article de Vivian Labrie). Il est vrai que pour les banques, mieux vaut un débiteur qui ne rembourse que le montant minimum de son solde et paie des intérêts à des taux indécents. Les plus démunis de la société sont donc une manne pour les créanciers – Séraphin l'avait d'ailleurs compris en prêtant son argent aux pauvres moyennant des taux d'intérêt exorbitants. Les usuriers de notre temps ne sont pas différents, la crise des *subprimes* l'a d'ailleurs bien montré en ce qui concerne les prêts hypothécaires. Et les compagnies savent que chaque fois qu'elles émettent une carte de crédit, il y a 4 chances sur 100 que le détenteur soit incapable de payer ses dettes. Mais elles ne s'en préoccupent pas, puisque ce 4 % de pertes est minime par rapport aux centaines de milliards que leurs clients paieront, en particulier cette masse de travailleurs à bas salaire qui doit recourir au crédit pour survivre.

Ce dossier sur l'endettement dans la société de consommation s'inscrit dans la continuité des analyses réalisées dans «L'ogre de la finance» (juin 2009) et «Des voies pour réinventer l'économie» (juin 2010). Il constituera, nous l'espérons, une pierre de plus à l'édifice pour inciter le gouvernement à reprendre son rôle de régulateur dans la mise en place de limites au système économique financiarisé. Celui-ci repose sur deux formes *invisibles* de l'argent: d'une part, la croissance exponentielle des placements des plus riches (mais aussi des salariés en général) et, d'autre part, celle du crédit à la consommation à la fois chez les plus riches et les plus pauvres. Autrement dit, les plus riches placent leur épargne et s'endettent pour consommer, et les

plus pauvres s'endettent sans capacité d'épargner. Cela ne peut plus durer. Les formes de revenus liés à la vigueur de l'économie réelle doivent être revalorisées, en décourageant les pratiques commerciales favorisant l'endettement des ménages et en réglementant la publicité qui y contribue.

Mais plus encore, la libéralisation outrancière du crédit – qui sert essentiellement à consommer des marchandises (qu'il faut produire en amont) – est incompatible avec la finitude de notre Terre et le caractère limité de ses ressources. En ce sens, nous croyons que l'alternative la plus crédible au régime de consommation et d'endettement est de sortir du système économique actuel. Dominique Boisvert nous rappelle dans ce dossier que notre manière d'organiser les échanges n'est pas la seule possible; «les sociétés humaines ont fonctionné pendant des millénaires dans un rapport à la production, à la consommation et à l'argent complètement différent du nôtre». À nous d'y puiser des éléments d'inspiration, tout en gardant le cap sur ce que nous voulons collectivement devenir. ●

## Le quotidien dans les griffes de la finance

La dynamique financière s'insère dans la vie quotidienne, notamment par le crédit à la consommation qui génère un endettement sans cesse croissant.

FRANÇOIS L'ITALIEN

Nous vivons encore sur le sol fissuré par la crise financière de 2008. En l'absence de contre-pouvoirs assez forts, les États occidentaux se sont lancés depuis dans le financement des pertes colossales des plus grandes banques. Ils ont du coup repoussé le moment d'une refondation politique d'un ordre économique international viable. Pour l'instant, les mesures palliatives, les plans de soutien et les programmes de relance mis en place par les pouvoirs publics pour permettre à «leurs» économies de se stabiliser n'ont servi, au mieux, qu'à éviter le pire, soit que le capitalisme mondial sombre à nouveau

dans une grande dépression. Les profits des banques ayant recommencé leur ascension – les cinq plus grandes banques au Canada ont engrangé des profits de 4,8 milliards de dollars au troisième trimestre de 2010 –, il s'en trouve maintenant pour exiger le maintien du statu quo politique et vanter l'incroyable «résilience» du libéralisme économique. Après tout, affirment les défenseurs du laisser-faire, cette crise n'était qu'un fâcheux accident provoqué par une série de facteurs conjoncturels défavorables.

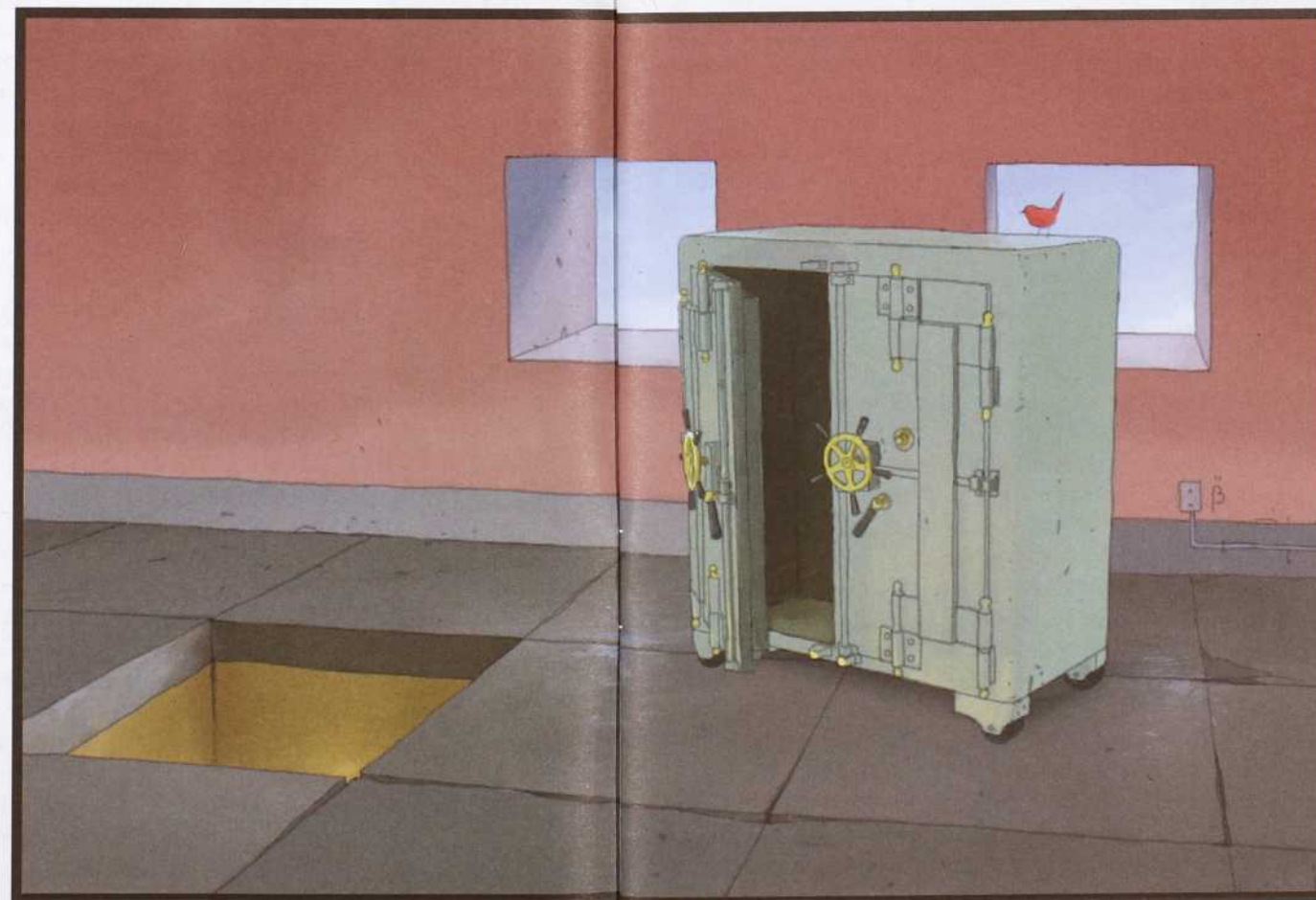
Or, loin d'être un événement isolé ou «conjoncturel», cette crise a révélé la profonde instabilité des économies contemporaines, marquées par une financiarisation qui reconfigure de fond en comble des pratiques économiques selon les conventions dominantes de la sphère financière. Cette financiarisation de l'économie, qui a décomposé l'architecture politico-économique instituée par les États occidentaux à partir des années 1930-1940, a établi de nouvelles connexions qui rendent les pratiques financières et spéculatives indispensables à la reproduction de la vie «ordinaire». Cela signifie que, loin d'être extérieure à l'économie dite «réelle», la finance de marché et ses mécanismes de contrôle se sont insérés dans les transactions économiques quotidiennes: produire, vendre et acheter sont des actes de tous les jours qui ont peu à peu été intégrés au système financier.

C'est particulièrement le cas avec la consommation des ménages. Ceux-ci ont de plus en plus recours au crédit, et donc à l'endettement, pour payer les dépenses de base du quotidien et continuer à suivre la norme sociale de consommation. Le crédit est ainsi devenu une forme de revenu venant compléter les salaires. Pour l'illustrer simplement: si la carte de crédit était réservée, il n'y a pas si longtemps encore, à l'achat de billets d'avion, à la réservation d'un hôtel ou à l'acquisition d'une motoneige trois cylindres, elle est aujourd'hui utilisée quotidiennement pour acheter des vêtements, payer l'électricité ou faire l'épicerie. La finance capitaliste s'est donc branchée directement sur la vie économique pour la subordonner à sa dynamique. Ce faisant, les ménages sont devenus extrêmement vulnérables aux événements se déroulant dans la sphère financière, comme on l'a vu avec la crise de 2008. La situation actuelle est extrêmement instable, précaire et imprévisible, et elle expose plus que jamais les ménages et les économies nationales à des chocs financiers importants.

Mais cela n'a pas toujours été – et n'a pas à être éternellement – le cas. Comment le crédit à la consommation est-il entré si largement dans nos vies?

L'auteur est doctorant en sociologie à l'Université Laval et membre du Collectif d'analyse de la financiarisation du capitalisme avancé (CAFCA).

Shrù, *Emprunt*, 2010, dessin numérique



## LE COMPROMIS « FORDISTE-KEYNÉSIEEN »

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les acteurs dominants du système capitaliste ont constaté que l'expansion – et donc la survie – de celui-ci ne pouvait reposer exclusivement sur la production de masse. Les grandes corporations ont alors mobilisé leurs capacités de contrôle afin de transformer les salariés en consommateurs... de masse. Suivant la logique du capital, il fallait susciter la consommation des marchandises pour assurer l'écoulement continu de la production, et donc agir sur les habitudes de la vie domestique dépendantes de la dynamique de production de masse. C'est ainsi qu'en matière d'alimentation, par exemple, on substitua la gelée industrielle à la confiture maison. Le marketing, la publicité et les autres techniques destinées à orienter ainsi la vie domestique furent raffinés pour susciter de nouveaux désirs et manipuler à souhait des besoins, de façon à ce qu'ils s'ajustent au processus productif. Voilà, en gros, l'une des voies par lesquelles on assurait des beaux jours au capitalisme.

Si la « fabrication » de ce consommateur de masse a été expérimentée avec succès par des initiatives privées, il faudra attendre la mise en place d'une « politique » pour que soit systématiquement organisée cette configuration du capitalisme. C'est au lendemain de la crise de 1929, qui survint au moment même où les « succès » industriels du communisme soviétique défrayaient la chronique, qu'une constellation d'économistes libéraux « réformés » – et in-

fluents – se retroussèrent les manches pour faciliter la transition du capitalisme industriel au capitalisme managérial. Ainsi, à la suite de l'économiste John Maynard Keynes, on suggéra que des mécanismes de planification viennent stabiliser ce système, à commencer par ceux renforçant une demande intérieure

vigoureuse pour les marchandises. Le nom de « compromis fordiste-keynésien » (inspiré d'Henry Ford, qui haussa le revenu de ses salariés de telle manière qu'ils consomment ce qu'ils produisaient) désigne bien la gigantesque mobilisation des institutions publiques, d'une part, et des organisations économiques privées, d'autre part, qui s'est déployée au XX<sup>e</sup> siècle. Deux dispositifs essentiels et complémentaires ont été au cœur de ce compromis : d'abord, une stratégie d'arrimage des salaires à la productivité moyenne, coordonnée par les corporations dominantes de chaque secteur économique, assurait que les revenus liés au travail soient suffisamment élevés pour soutenir la consommation. Ensuite, la mise en place de politiques publiques visant le soutien et l'élargissement du bassin de consommateurs de masse – parallèlement à l'institution de mécanismes de solidarité sociale – a permis une stabilité de la demande pour les produits.

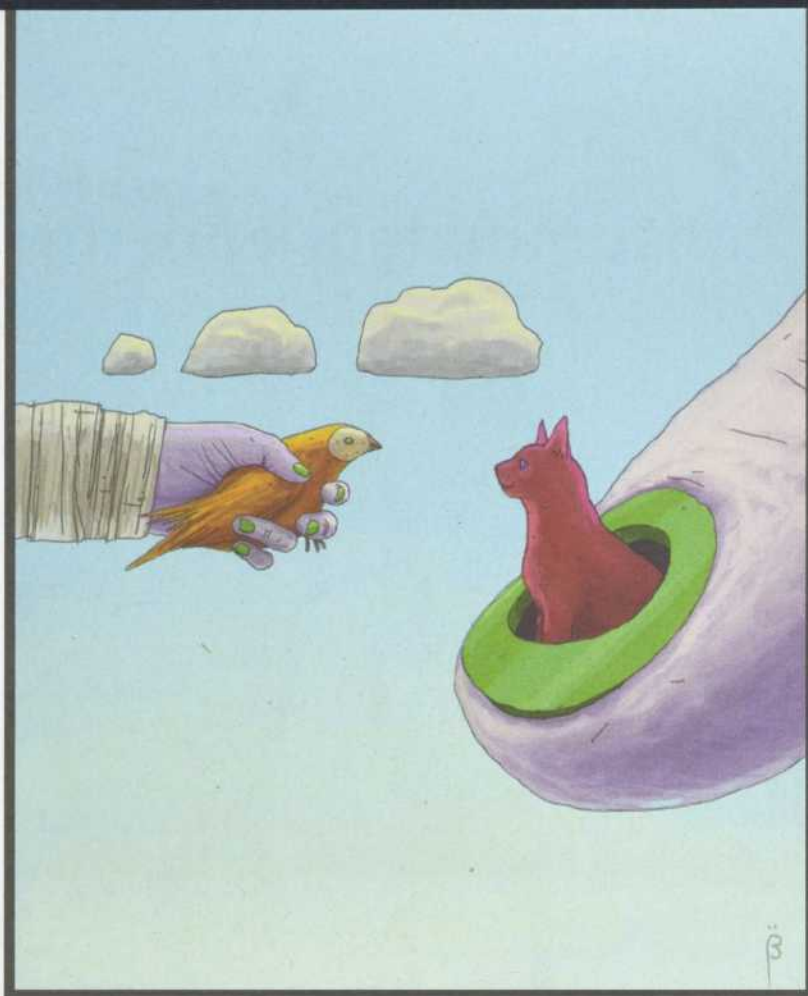
L'élévation générale du niveau de vie par le renforcement du rapport salarial et le soutien public à la consommation ont effectivement réussi à stabiliser la croissance des économies capitalistes, qui ont connu une époque de prospérité inégalée. Les « réussites » économiques des Trente glorieuses tiennent au fait que l'on a connecté le tuyau des dépenses en consommation du salarié à celui des investissements productifs des entreprises, qui avaient dès lors avantage à augmenter les salaires. Cette situation limitait les pratiques d'endettement à des transactions portant sur des biens de grande valeur (automobile et maison), les salariés ayant un revenu arrimé à la norme de consommation en vigueur. Non seulement dépensaient-ils ce qu'ils gagnaient, ce qui décourageait le recours au crédit pour la consommation ordinaire, mais ils avaient accès à un revenu stable leur permettant d'épargner. Cette épargne était réinvestie dans l'économie dite « réelle », qui en retour renforçait les salaires. Bref, il s'agissait là de « cercles vertueux » pour l'économie, selon l'expression de John Maynard Keynes.

## LE CRÉDIT COMME REVENU

Ce compromis avait évidemment des ennemis, à commencer par les spéculateurs au sein de la classe d'affaires, ainsi que les libéraux « durs » que le keynésianisme avait sévèrement contrariés. Les premiers, tirant l'essentiel de leurs revenus de la spéculation, mangeaient leurs bas depuis que les gouvernements avaient entrepris de nuire aux rentiers en corsetant la haute finance. Quant aux seconds, opposés à toute forme de planification économique, ils cherchaient à tirer des failles de ce régime d'accumulation autant d'arguments pour en discréditer la recette. Leur persévérance à vouloir déconstruire ce compromis porta ses fruits : à la faveur du déclin du « modèle » soviétique, et tirant profit des contradictions économiques internes que le keynésianisme avait développées, le néolibéralisme finit par s'imposer. C'est ainsi qu'au cours des années 1980, les gouvernements anglais (Thatcher) et américain (Reagan) sonnèrent la charge contre l'État-providence, en plus de dynamiser les verrous institutionnels qui bloquaient la spéculation à grande échelle.

Quelles ont été les principales conséquences de ce mouvement de libéralisation sur la consommation et la vie ordinaire des ménages ? D'abord, en appliquant des politiques antisyndicales et favorables au libre-échange et à la globalisation néolibérale, ces gouvernements ont favorisé l'essor d'une dynamique de « déflation salariale », c'est-à-dire une baisse continue du niveau moyen des salaires relativement au PIB. En effet, profitant de la précarisation de la condition salariale et devant ajuster le prix des produits à la baisse pour faire face à la concurrence internationale, les entreprises américaines ont cherché à rogner sur les salaires pour réduire leurs frais d'exploitation. L'érosion progressive du pilier « salarial » du compromis fordiste-keynésien se mesure de plusieurs manières, notamment par la part des salaires dans le PIB. Aux États-Unis, celle-ci est passée de

Cet endettement massif s'est réalisé selon les procédés des organisations financières privées, souvent filiales de puissantes banques transnationales, qui ont démultiplié l'offre de prêts aux particuliers, allant des prêts à l'achat de mobilier au financement d'un système de cinéma-maison.



cartes Visa pour étudiants dans les épiceries; on inonda les boîtes aux lettres d'«offres uniques» de crédit; on conçut des publicités d'automobiles vantant davantage les modalités de financement que la robustesse de la tôle. Bref, s'ils étaient jadis endettés par leurs maisons, les ménages sont rapidement devenus surendettés par leurs dépenses ordinaires.

Ce qui, on s'en doutera, n'est une bonne chose que pour les organisations financières qui réussissent ainsi à capter les liquidités disponibles des ménages. Ceux-ci utilisent désormais leurs salaires pour payer leurs frais de crédit et diminuer le capital emprunté. Ils sont ainsi subordonnés aux conventions et aux acteurs financiers qui leur procurent un revenu<sup>1</sup>. Cette

Shrü, Uma et Olaf,  
2010, dessin numérique

subordination est importante pour plusieurs raisons, dont le fait qu'elle modifie profondément le rapport que nous entretenons à la richesse, au temps et à la vie économique en général. Mais elle fait aussi désormais reposer la consommation – vecteur central de la dynamique économique réelle – sur les aléas du crédit. Or, on ne pourrait trouver assise économique plus instable, arbitraire et précaire: toute variation soudaine, tout choc important se produisant dans la sphère financière – dont un resserrement net du crédit ou un relèvement brutal des taux d'intérêt – peut maintenant entraîner une situation économique désastreuse. Si les conditions d'endettement dégénèrent, les ménages ne pourront faire face à leurs obligations financières, ce qui aura pour effet de dégrader le bilan des organisations financières, qui resserreront en retour encore davantage l'accès au crédit. Cela montre à quel point la finance de marché s'est encastrée dans la vie quotidienne pour devenir indispensable aux pratiques économiques ordinaires.

Rien n'a véritablement changé depuis la crise financière de 2008. Il est temps de cibler politiquement ces mécanismes de subordination de la vie économique aux aléas des spéculations, impulsés par des organisations financières qui créent les conditions de crises économiques majeures. La lutte pour une augmentation moyenne des revenus non financiers dans le bilan des ménages (ce qui inclut le salaire), la création d'un pôle financier public par des nationalisations dans le secteur bancaire, l'adoption de lois étouffant le développement de l'industrie financière constituent des projets à réaliser pour une sortie durable de la configuration actuelle du capitalisme. ●

1. Selon un sondage réalisé par l'Association canadienne de la paie, 59% des Canadiens affirment que le report d'une semaine du dépôt du chèque de paie entraverait sérieusement leur capacité à affronter leurs obligations financières.

# La fabrique du consommateur endetté

Sous l'impulsion de stratégies publicitaires sophistiquées, le crédit à la consommation intègre les ménages surendettés à la dynamique d'un développement aveugle, tout en instituant un rapport au monde particulier.

**MAXIME OUELLET**

« Vous êtes plus riche que vous ne le pensez. »  
SLOGAN PUBLICITAIRE DE LA BANQUE SCOTIA, 2010

« La dévalorisation du monde humain va de pair avec la mise en valeur du monde matériel. »  
KARL MARX, *MANUSCRITS DE 1844*

L'auteur, docteur en études politiques, enseigne à l'Université du Québec à Montréal

Shrū, *Transfert de fonds*, 2010, dessin numérique

Les banques et les compagnies émettrices de cartes de crédit ont abondamment recours à la rhétorique de la liberté et de l'émancipation pour interpeller les consommateurs: « la liberté n'a pas d'âge », avance une publicité de Visa destinée aux étudiants. Mais dans les faits, ce type de liberté ne consisterait-il pas en une forme insidieuse de domination? Les salariés seraient désormais « libres » d'accumuler du capital (par leurs placements), mais en même temps, contraints de convertir une partie de leurs revenus en survaleur (par le paiement des intérêts de leur marge de crédit). En ce sens, le crédit s'appuie sur une idéologie qui se nourrit du désir de *liberté* et de libération des individus, tout en les insérant dans un régime d'*oppression* fondé sur le calcul incessant de leurs stratégies de paiement (jongler avec des emprunts pour payer le montant minimum de sa dette, par exemple). Cette idéologie s'arrime parfaitement à la représentation dominante véhiculée par les économistes et les médias de masse, qui présente l'économie de marché comme un phénomène naturel et la production illimitée d'une richesse « abstraite », l'argent, comme étant la finalité de toute société.

## DU CITOYEN-CONSOMMATEUR...

Le crédit à la consommation, de même que la dynamique de surendettement qui lui est inhérente, ne sont pas des phénomènes « naturels » et irréversibles. Ils résultent d'un processus essentiellement idéologique qui a permis de légitimer et de normaliser une conception particulière de l'individu, celle du consommateur utile au « bon fonctionnement » du système capitaliste actuel. Rappelons que les dirigeants industriels du XIX<sup>e</sup> siècle se sont transformés en « capitaines de la conscience » en cherchant à modifier les pratiques quotidiennes des ouvriers pour en faire des consommateurs (Stuart Ewen, *Consciences sous influence : pu-*



blicité et genèse de la société de consommation, Aubier Montaigne, 1983). L'envie de la dépense, la surconsommation et le pouvoir d'achat ont remplacé le souci de l'épargne, constitutif de l'ancien esprit du capitalisme, afin de répondre aux nouvelles exigences de la production de masse du nouveau système.

Si la pratique de l'achat à crédit se généralise avec l'avènement de la société de consommation, l'endettement des particuliers demeurerait tout de même contraint politiquement. Une réglementation stricte de l'émission du crédit et l'adéquation entre les augmentations salariales et la productivité économique propre au modèle fordiste limitaient le recours des ménages à l'endettement massif. Une partie importante de l'endettement collectif reposait sur l'État. Or, cette situation générait une contradiction fondamentale: à un certain stade, l'exigence de surconsommation ne peut plus répondre à la dynamique effrénée de surproduction – c'est la crise.

Des innovations dans les domaines de l'informatique et de l'ingénierie financière ont permis de calculer les risques liés à l'endettement des individus et de les transformer en marchandises pouvant s'échanger sous la forme de produits financiers complexes. L'endettement *programmé* des ménages – au même titre que l'*obsolescence programmée* des produits qui entraîne la surconsommation – est essentiel à la logique d'accumulation financiarisée, et c'est pourquoi les entreprises usent de stratégies de marketing agressives pour normaliser et généraliser l'utilisation des cartes de crédit. En offrant des points *Air Miles*, par

exemple, lors de l'utilisation d'une carte, les entreprises cherchent à encourager le recours au crédit pour la consommation quotidienne. Le but est simple: faire en sorte que les consommateurs atteignent un niveau d'endettement qui ne leur permette plus de rembourser le montant total de leurs achats à la fin du mois. Ils passent ainsi au statut dit du *revolver*, c'est-à-dire celui qui ne paie que le minimum sur son solde de crédit. Dans la même veine, certaines cartes de crédit ciblent spécifiquement les voyageurs puisque les études de marketing montrent que c'est lors des déplacements que les consommateurs sont les plus susceptibles de sur-dépenser au moyen de leur(s) carte(s) de crédit. Une autre pratique d'expansion du crédit est celle des cartes affinitaires. Elles sont de deux types: les cartes «style de vie» (par exemple, la carte Allure de Mastercard est destinée aux jeunes femmes instruites et actives) et les cartes «personnalité», qui profitent de l'industrie du divertissement en promouvant certaines vedettes comme Elvis Presley ou Madonna.

Cette «démocratisation du crédit» légitime les inégalités de richesse dans les sociétés capitalistes avancées. Si elle permet aux personnes défavorisées de bénéficier, en apparence, du même style de vie que les classes aisées, ce sont à elles qu'on impose généralement une moins bonne cote de crédit et de forts taux d'intérêt – qui se trouvent à financer les bas taux d'intérêt dont jouissent les classes moyenne et riche.

La carte de crédit prépayée lancée récemment par Visa, baptisée *Rush Card*, témoigne de la force d'attraction de la «promesse» d'émancipation véhiculée par le système financier. Cette carte permet aux personnes exclues du crédit et aux ménages qui ne possèdent pas de compte en banque de bénéficier des mêmes avantages, et surtout de la même image, que le reste de la population. Sa formule se résume ainsi: «je n'ai plus les moyens de vivre à crédit, mais il est encore possible de donner l'impression aux autres que je peux le faire<sup>1</sup>». Cette forme de mimétisme montre la nature perverse du lien social que constitue le crédit dans le capitalisme contemporain: pour s'individualiser et être reconnu comme membre à part entière de la société, il est nécessaire de se soumettre à la domination du fétichisme de la marchandise. Comme le souligne Jean-Claude Michéa: «il est catégoriquement impératif de consommer à seule fin de montrer que l'on consomme» (*La double pensée. Retour sur la question libérale*, Flammarion, 2008).

### ... À L'ENTREPRENEUR DE LUI-MÊME

Même si la récente crise financière mondiale a révélé l'impasse de notre système économique, la structuration des rapports sociaux sur la base du crédit a permis, et permet toujours, de maintenir de manière fictive la dynamique

d'accumulation aveugle et illimitée à laquelle nous sommes tous soumis.

Pour maintenir cette dynamique de financiarisation de la vie quotidienne, il est nécessaire de transférer la prise de risques – qui devrait, en principe, relever des entreprises – vers les individus, en les incluant dans la valorisation du capital. C'est ce qu'ont eu pour principale conséquence les innovations financières récentes (notamment la titrisation qui permet de transformer une dette telle une hypothèque en un actif s'échangeant sur le marché), selon le rapport *Global Financial Stability* (2005) du Fonds monétaire international. Les ménages et les individus sont de plus en plus les «amortisseurs des chocs» du système financier, comme en témoigne la crise des *subprimes* aux États-Unis.

Ce transfert de risques s'effectue dans un contexte de politiques scandaleuses de socialisation des pertes et de privatisation des profits qui ont été mises en place par nos gouvernements pour renflouer les coffres des banques à la suite de la crise. À l'heure actuelle, les principales mesures pour sortir de cette impasse sont essentiellement apolitiques, en ce qu'elles visent les ménages et les individus endettés. Ainsi, selon un rapport de l'OCDE, des campagnes d'éducation financière devraient permettre aux ménages de faire preuve d'un comportement plus «rationnel» (*La crise financière: réforme et stratégies de sortie*, 2010). La solution serait donc que l'entrepreneur de lui-même gère mieux ses dettes et actifs, qu'il s'adapte davantage à la «rationalité» économique dominante dont on perpétue ainsi la domination sur l'ensemble de la société. Un des moyens pour réellement repolitiser l'économie serait, au contraire, de questionner le rôle du crédit dans nos vies comme le faisaient les Associations coopératives d'économie familiale (ACEF), qui publiaient, en 1980, un document intitulé *Le crédit: instrument de domination aux mains des classes dirigeantes*.

Le terme «crédit», il faut le rappeler, provient du mot latin *credere*, qui signifie croire. Notre économie financiarisée repose bien sur une croyance dans la croissance illimitée rendue possible par le crédit. Celui-ci consiste en une gigantesque illusion collective qui est orientée vers un «temps futurisé» complètement fictif. L'accumulation se maintient uniquement en s'appuyant sur un ancrage symbolique qui repose sur le niveau de confiance produit par les institutions financières globales. La crise actuelle exprime ainsi une rupture du lien social, une crise de confiance, qui prend place lorsque la médiation symbolique articulée par le fétichisme de l'argent cesse d'opérer sa magie. Selon Glen Hodgson, économiste en chef du Conference Board, «l'attitude des médias aide à déterminer de quelle façon se sentent les consommateurs [...] Si [les médias] continuent à dire que le ciel nous tombe sur la tête, les gens pensent que le ciel leur tombe sur la tête<sup>2</sup>». ●

Le crédit s'appuie sur une idéologie qui se nourrit du désir de liberté et de libération des individus, tout en les insérant dans un régime d'oppression fondé sur le calcul incessant de leurs stratégies de paiement (jongler avec des emprunts pour payer le montant minimum de sa dette, par exemple).

1. Fabien Deglise, «La fin de la carte de crédit?», *Le Devoir*, 22 novembre 2008.

2. «La crise? C'est la faute aux médias!», *Le Devoir*, 8 janvier 2009.

# L'endettement forme la jeunesse

Si l'endettement croissant des jeunes est le fruit d'une culture consumériste, il n'est pas juste d'en appeler à leur sens des responsabilités et de la discipline budgétaire sans responsabiliser l'industrie financière qui le normalise, l'encourage et en profite.

**JULIA POSCA**

L'auteure, détentrice d'une maîtrise en sociologie à l'UQAM, est membre du Collectif d'analyse de la financiarisation du capitalisme avancé (CAFCA)

« **A** vant les années 1960, le fait de recourir au crédit pour effectuer des achats ordinaires était un phénomène plutôt rare. L'opinion publique y était défavorable, car le crédit à la consommation était associé à une mauvaise gestion des affaires personnelles. Aujourd'hui, les choses ont bien changé. Le crédit à la consommation fait désormais partie du mode de vie des Québécois. On emprunte généralement sans culpabiliser. [...] Les gens apprécient mieux les avantages du crédit. [...] Grâce au crédit, on n'est pas obligé de retarder la réalisation de certains projets comme l'achat d'une voiture, par exemple. » Cette introduction au crédit à la consommation, extraite d'un manuel d'économie pour les élèves de 5<sup>e</sup> secondaire, côtoyait une section sur les avantages de la planification budgétaire et une autre sur les dangers de l'endettement. Le cours d'économie a été retiré du programme

En Occident, la consommation constitue une manière pour l'individu d'exprimer son identité et de se différencier de ses pairs. Ceci est d'autant plus vrai pour les adolescents et les jeunes adultes, et ce, peu importe leur condition économique.

en 2009 – après que celui d'économie familiale ait été aboli à la fin des années 1990. Et l'endettement chez les jeunes, lui, a depuis augmenté.

En octobre 2009, la Coalition des associations de consommateurs du Québec (CACQ) publiait les résultats d'une étude portant sur les habitudes et les connaissances des jeunes en matière de crédit à la consommation. Ceux d'entre eux qui possèdent en moyenne 1,5 carte de crédit ont admis, dans 75 % des cas, détenir une dette de moins de 1000 \$. Cette donnée situe l'endettement moyen des jeunes de 18 à 29 ans à 1700 \$. À ce chiffre, il faut cependant ajouter les autres dettes contractées. Selon les données de Statistique Canada, les jeunes adultes de moins de 35 ans cumulaient quant à eux une dette de 39,40 \$ pour chaque tranche de 100 \$ d'avoirs en 2005. De plus, on apprenait, dans une étude de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada parue en août 2008, que six jeunes sur dix avaient contracté une dette, majoritairement un prêt étudiant ou un solde sur une carte de crédit. De ce lot,

36 % ont affirmé que la somme de leurs dettes dépassait 10 000 \$ et 21 %, qu'elle était supérieure à 20 000 \$. 37 % des jeunes admettaient ne pas avoir été en mesure de couvrir leurs dépenses pendant au moins un mois de l'année (proportion qui monte à 56 % dans le cas des jeunes parents).

## L'ENDETTEMENT, UN PROBLÈME INDIVIDUEL?

Les organismes concernés concluent généralement que c'est le peu de connaissances en matière de consommation de produits financiers qui est à la source de cet endettement élevé. Plusieurs comme l'Association des banquiers canadiens travaillent ainsi à rehausser le niveau de « littératie financière ». La campagne « Dans la marge jusqu'au cou » de la CACQ vise, par exemple, à informer les jeunes sur les façons de consommer de manière plus raisonnable, c'est-à-dire à la hauteur de leurs moyens. Les responsables de cette initiative suggèrent aussi que si les jeunes sont endettés, c'est parce qu'ils ont tendance à surconsommer. Leur utilisation irréfléchie du crédit les conduirait à l'endettement, voire au surendettement. Contre cette tendance, on leur adresse des messages qui tiennent lieu d'objectifs : « Me rebrancher sur mes besoins réels », « Mieux me connaître comme consommateur ». En bref, on attribue la responsabilité du problème presque strictement aux jeunes et, dans un deuxième temps, on cherche à faire d'eux de meilleurs consommateurs, mais de meilleurs emprunteurs aussi!

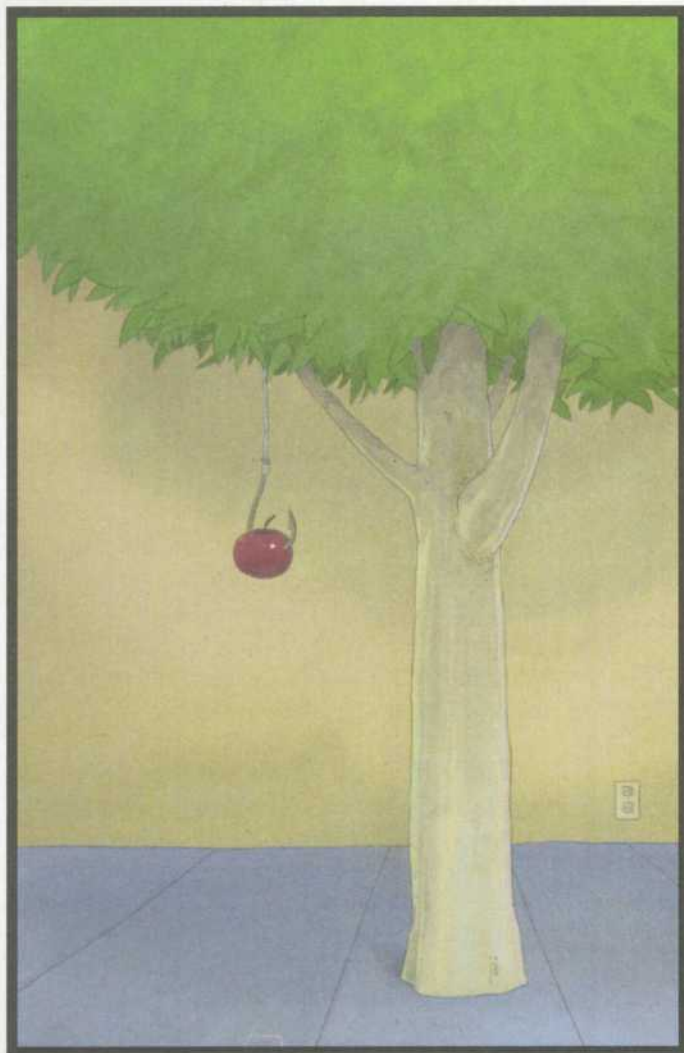
Loin d'être un phénomène typiquement « jeune », l'augmentation de la dépendance envers le crédit peut être vue comme une conséquence de la financiarisation de l'économie qui, depuis la fin des années 1970, s'est faite au détriment des ménages de la classe moyenne, tous âges confondus. Or, les jeunes ont peut-être un « rôle » plus important qu'il n'y paraît dans ce qu'il faut qualifier de *système d'endettement*, système qui est le parfait corollaire de la montée fulgurante du pouvoir des acteurs financiers dans les sociétés capitalistes.

## LA DISCIPLINE SOCIALE DE L'ENDETTEMENT

En 2007, l'Aide financière aux études montrait, dans son *Enquête sur les conditions de vie des étudiants*, que l'endettement total moyen des bénéficiaires était de 9846 \$, contre seulement 1985 \$ pour les non-bénéficiaires (alors que le revenu brut moyen des répondants s'élevait à 11 895 \$, soit environ trois fois moins que la moyenne du Québec). D'aucuns trouveront peut-être qu'il s'agit-là d'un endettement raisonnable. Pourtant, il faut reconnaître qu'en normalisant le recours au crédit, le système d'aide financière a par la même occasion rendu légitime le clivage entre les étudiants aisés et les moins bien nantis.

Si l'on souhaite s'attaquer à l'endettement préoccupant des jeunes, il faut alors se questionner sur ce qui le rend

acceptable aux yeux de la majorité. Pour reprendre l'exemple des études post-secondaires, il n'est plus rare d'entendre qu'il y a un prix à l'éducation. Conséquemment, c'est à celui ou celle qui choisit de s'éduquer que devrait revenir le fardeau de financer ses études. L'aide financière permet ainsi à ceux qui n'en ont pas encore les moyens de se « procurer » rapidement l'éducation qu'ils désirent. C'est donc parce que l'on est dans une « économie monétaire » selon laquelle la valeur de chaque chose s'exprime par son



prix que le financement à crédit de l'éducation passe pour une pratique normale.

On touche ici au fondement de la légitimité de l'endettement, qui réside dans ce qu'on pourrait appeler la culture consumériste. En Occident, la consommation constitue une manière pour l'individu d'exprimer son identité et de se différencier de ses pairs. Ceci est d'autant plus vrai pour les adolescents et les jeunes adultes, et ce, peu importe leur condition économique. Dans ces circonstances, il semble normal pour les consommateurs de se procurer à crédit les biens et les loisirs qui les rapprocheront du statut social convoité. Cela nous permet-il de saluer les avantages du

crédit? Tout porte plutôt à croire que cumulé à une utilisation abusive du crédit, ce désir de reconnaissance sociale peut se transformer en un cocktail explosif. Dans son documentaire *Maxed Out* (titre qui signifie en français : qui a atteint sa limite de crédit), le réalisateur James Scurlock s'est entretenu avec deux mères dont les enfants n'ont trouvé comme solution au surendettement que de s'enlever la vie. Les deux avaient été sollicités par des institutions bancaires alors qu'ils entraient à peine au collège et qu'ils étaient sans emploi. L'un d'eux possédait jusqu'à douze cartes de crédit. Il confessa à sa mère qu'il considérait sa vie comme un échec. Certes, il s'agit-là de cas extrêmes, mais qui révèlent de façon sordide la relation étroite entre l'estime de soi et la réussite économique, de même que la fonction qui échoit à la consommation dans ce contexte.

Il ne fait pas de doute que les connaissances limitées des jeunes en matière de crédit (taux d'intérêt, échéances, concept du paiement minimum, etc.) en font des proies faciles, et bien sûr des clients rentables pour les institutions financières. En outre, l'endettement est souvent qualifié à raison de « spirale » parce qu'il est fréquent d'emprunter pour honorer une dette plus ancienne. En offrant du crédit facile aux jeunes, on les entraîne dans cette spirale au détriment de leur santé financière et, on l'a vu, de leur santé tout court. Pour garder la tête hors de l'eau, il faut donc financer son endettement. Le travail salarié, qui servait à soutenir la consommation, devient une nécessité pour celui qui doit rembourser ses créanciers. En ce sens, l'endettement agit comme un puissant mécanisme de disciplinarisation, d'autant plus efficace qu'il est mis en place et intériorisé à un jeune âge. Ceux qui ont dû s'endetter afin de financer leurs études ressentent d'ailleurs rapidement le poids de cette discipline.

Certes, les jeunes pourraient être mieux instruits quant aux risques de l'endettement. À cet égard, réintroduire le cours d'économie dans les écoles secondaires serait certainement un pas dans la bonne direction – plutôt que d'y organiser des ateliers de simulation boursière. Mais ce ne serait qu'une manière de limiter les dégâts. S'attaquer au problème de l'endettement comme s'il était la conséquence d'un manque d'éducation équivaut, tout compte fait, à un refus de remettre en question le modèle culturel dont dépend notre système économique. Car distinguer le surendettement de l'endettement raisonnable, c'est aussi cautionner le besoin de consommer, peu importe la finalité de cette consommation et les conditions qui la rendent possible. D'autre part, en blâmant les jeunes pour leur insouciance, on désresponsabilise l'industrie financière, celle-là même qui a pourtant tout intérêt à ce que ses clients s'endettent. Ce qui apparaît cette fois-ci comme une manière de consentir à ce qu'on pourrait qualifier de nouvelle norme de l'endettement. ●

Shrū, *Braconnage*,  
2010, dessin  
numérique

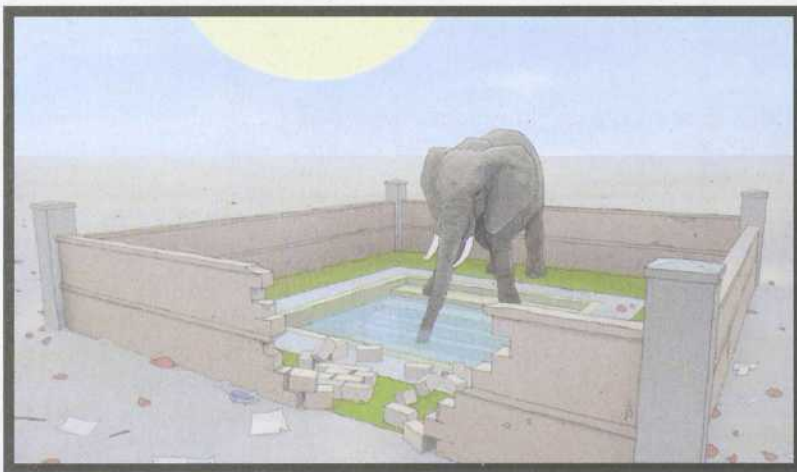
# Dettes de l'État vs dettes des ménages

L'endettement de l'État et l'endettement des ménages sont deux choses distinctes. L'amalgame fait couramment entre les deux dénature l'État et oblitère la nature spécifique de ses missions.

**SYLVIE MOREL**

L'auteure, économiste au Département des relations industrielles de l'Université Laval, est membre d'Économie autrement (<[www.economieautrement.org](http://www.economieautrement.org)>)

Dans le débat sur les finances publiques, des énoncés soi-disant de bon sens sont assenés comme des vérités incontestables alors qu'ils contiennent d'importantes erreurs de raisonnement sur le plan de l'analyse économique. L'idée selon laquelle ce qui est mauvais pour un ménage (l'endettement) l'est nécessairement pour une nation est, à cet égard, exemplaire. Car endettement de l'État et endettement des ménages sont deux choses distinctes. Donner à penser le contraire, outre de biaiser le débat en faveur de la concurrence fiscale, empêche de comprendre, d'une part, les processus dynamiques suivant lesquels les réalités économiques de l'endettement évoluent dans le capitalisme contemporain et, d'autre part, comment se construit une société solidarisée par l'action publique.



Shrū, *Service public*, 2010, dessin numérique

## LES MESURES DE L'ENDETTEMENT

Le principal indicateur du poids de l'endettement de l'État est celui de la dette publique. Il ne faut pas confondre cette notion avec celle de déficit budgétaire, lequel survient lorsqu'un solde négatif est enregistré au budget de l'État au cours d'un exercice financier annuel, c'est-à-dire quand ses recettes sont d'un montant inférieur à celui de ses dépenses. La dette publique, elle, rend compte de l'ensemble des emprunts contractés sur les marchés financiers par l'État (obligations, bons du Trésor, etc.). Son évaluation, qui est au cœur de vives controverses politiques sur la santé des

finances publiques québécoises, est un exercice complexe – notamment du fait des nombreuses notions qui sont en cause<sup>1</sup>.

À titre indicatif, en 2010, la dette brute du gouvernement du Québec – la mesure la plus générale de son endettement – s'établissait à 160 milliards de dollars, représentant, au 31 mars 2010, 53 % du produit intérieur brut (PIB). De quoi est-elle constituée? Premièrement, de la « dette directe » (les emprunts contractés par le gouvernement) et deuxièmement, du « passif net au titre des régimes de retraite » (les engagements concernant les retraites des salariés du secteur public, dont on retranche le montant de l'actif accumulé dans le Fonds d'amortissement des régimes de retraite) et des « engagements nets au titre des avantages sociaux futurs ». On retire finalement de l'ensemble les montants accumulés dans le Fonds des générations<sup>2</sup>.

Ce sont aussi des mesures mettant en rapport dettes et revenus qui servent à évaluer la situation financière des ménages. Ainsi, l'une des manières de calculer leur taux d'endettement consiste à rapporter leur dette sur le marché du crédit (crédit à la consommation, prêts hypothécaires, emprunts, entre autres) à leur revenu personnel disponible. Au deuxième trimestre de 2010, selon Statistique Canada, ce taux d'endettement s'établissait à 143,7 % – un niveau très élevé. De fait, les années 2000 ont été qualifiées de « décennie de l'endettement » par l'Institut Vanier pour la famille, en raison de la vitesse à laquelle ce dernier a crû.

## L'ÉTAT N'EST PAS UN MÉNAGE

Affirmer que la logique d'un grand ensemble – comme l'État ou encore la société, l'économie – est identique à celle de ses composantes, c'est-à-dire les individus qui en sont membres, repose sur un raisonnement fallacieux. La chose a pu être désignée par l'expression « sophisme de composition », soulignant par là la fausseté intrinsèque d'une analyse ignorant le profond changement qualitatif qui s'opère au niveau des dynamiques économiques observées, dès lors

que l'étude passe de l'individu à la société (ou l'inverse). L'exemple le plus célèbre d'un tel sophisme est le « paradoxe de l'épargne » mis en évidence par John Maynard Keynes: ce qui est jugé vertueux à l'échelle d'un individu (épargner) ne l'est pas nécessairement à celle d'une nation, parce que, à ce niveau, beaucoup d'épargne équivaut à peu de consommation et que peu de consommation déprime l'activité économique: la faible demande qu'anticipent les entreprises les incite à réduire davantage leur production. Les logiques d'ensemble ne sont donc pas réductibles aux logiques individuelles.

C'est pourquoi on ne peut penser la dynamique de la dette publique comme celle des ménages qui dépensent plus que ce qu'ils gagnent. La dette publique, loin d'être une question d'économie domestique ou de morale (l'irresponsabilité des dirigeants), est avant tout une question politique. Elle met en jeu un acteur économique à part entière – l'État – dont les marges de manœuvre et les contraintes sont d'ampleur et de nature distinctes de celles des autres acteurs économiques, comme les entreprises et les ménages. L'État est responsable de la conduite et de la gestion des politiques publiques (de la « macroéconomie »), dont l'éventail, large et varié (politiques fiscale, budgétaire, industrielle, de l'emploi, etc.), décrit un champ d'intervention qui n'a rien à voir avec les plans d'action limités des ménages et des entreprises. Non seulement un gouvernement dispose-t-il de nombreux leviers d'action, mais en les utilisant, il oriente l'évolution de l'économie.

Ainsi, l'État a ceci de particulier qu'il participe lui-même à déterminer l'étendue de sa marge de manœuvre. Son endettement présent, lorsqu'il sert à stimuler l'économie, est la condition de son désendettement futur par l'activité économique accrue ainsi générée. Celle-ci, outre de lui procurer des recettes fiscales additionnelles, réduit le poids réel de sa dette, toujours évaluée relativement au niveau de la production nationale (le PIB). Aucun ménage n'a une telle capacité d'action sur sa dette ni ne dispose, par ailleurs, du pouvoir de percevoir taxes et impôts pour hausser ses revenus. La dette publique permet à l'État de remplir ses missions distinctives, dont celles de dépenser et de redistribuer pour lisser les hauts et les bas des cycles économiques et fournir les biens et services collectifs nécessaires au bien-être de la population, et qui solidarisent la société. La dette publique est aussi une source d'enrichissement pour la société parce que la dépense de l'État est constituée de salaires, enrichissant directement ceux et celles qui les touchent, et parce que les biens et services collectifs (fournis à moindre coût au demeurant) n'ont plus à être achetés par les ménages avec leurs revenus personnels; l'endettement de l'État est aussi relativement moins lourd, en raison du faible coût du financement auquel ce dernier a accès. En suite, la dette publique dépend de facteurs (les taux d'intérêt, de croissance de l'économie, d'inflation, de change, etc.) dont la dynamique d'interaction est loin de celle qui

L'État a ceci de particulier qu'il participe lui-même à déterminer l'étendue de sa marge de manœuvre. Son endettement présent, lorsqu'il sert à stimuler l'économie, est la condition de son désendettement futur par l'activité économique accrue ainsi générée.

détermine la dette d'un ménage. En outre, à la différence d'un État, un ménage ne peut pas émettre des titres (comme des obligations) pour se financer, mais doit emprunter auprès d'une banque. Enfin, l'État et le ménage n'ont pas le même horizon temporel, le premier bénéficiant de la temporalité longue d'une institution qui se perpétue à l'infini: « Là où un ménage est soumis à la contrainte indépassable de solder un jour ou l'autre ses comptes et de se procurer auprès d'autrui l'instrument de paiement nécessaire pour ce faire, l'État souverain, en raison de ses prérogatives et de sa durée d'existence sans limitation de temps, échappe à la règle commune. Et ce, d'autant plus dans la mesure où c'est lui, justement, qui définit les règles en vigueur, et dispose en dernier recours du droit de battre monnaie<sup>3</sup>. » C'est pourquoi il est souvent dit qu'un « État ne rembourse jamais sa dette », au sens où « il peut maintenir constant dans le temps son ratio d'endettement, alors qu'un ménage doit normalement se désendetter au fur et à mesure qu'il vieillit<sup>4</sup>. » Enfin, la dette publique soulève des enjeux de

redistribution du revenu qu'il est impossible de transposer sur le plan individuel.

## UN FONDEMENT SCIENTIFIQUE, UNE DIMENSION IDÉOLOGIQUE

L'amalgame entre l'endettement de l'État et celui d'un ménage n'est pas anodin. Il reflète une orientation méthodologique fondamentale – celle de l'individualisme méthodologique – du courant dominant en économie dans nos universités, le courant néo-classique. Selon ce dernier, la société n'existe pas en soi, elle est dénuée de logique propre, étant appréhendée seulement à partir de la collection des individus soi-disant autonomes qui la composent. Toute action économique est ainsi ramenée au comportement de l'« agent économique » rationnel, qu'il s'agisse des choix de consommer, de travailler ou d'administrer. Ce biais méthodologique recouvre une dimension idéologique, puisque l'économie néo-classique sert de caution scientifique au néolibéralisme. En présentant l'État comme étant inconsidérément dépensier, on discrédite son action, justifiant du même coup la réduction des dépenses publiques. Mais, plus fondamentalement encore, en privant l'État de toute substance, en le comparant à des entités comme l'individu ou le ménage, c'est la nature spécifique de ses missions que l'on oblitère, procédant ainsi, selon l'expression de Frédéric Lebaron dans *Le savant, la politique et la mondialisation* (Éditions du Croquant, 2003) à la « dépolitisation du politique ». C'est ce à quoi mène d'ailleurs l'analyse des membres du Comité consultatif sur l'économie et les finances publiques, qui a conseillé le ministre des Finances dans le cadre de la préparation du dernier budget du gouvernement du Québec. ●

1. Voir à ce sujet: Louis Gill, *L'heure juste sur la dette du Québec*, <www.economieautrement.org>, juin 2010.

2. *Ibid.*, p. 5-6

3. Randall Wray, « Cessons de comparer le budget du gouvernement à celui d'un ménage », *New Deal 2.0*, 12 février 2010.

4. Jean-Paul Fitoussi, « La dette publique, une question d'avenir », *Le Monde*, 29 avril 2004.

## Et notre créance envers les plus pauvres?

Alors que l'État contribue à la concentration de la richesse, il devient important de reconsidérer ce qui est dû à qui dans les affaires collectives.

VIVIAN LABRIE

L'auteure est l'une des fondatrices du Collectif pour un Québec sans pauvreté

On nous embête vraiment à propos de la dette du Québec, qui serait trop élevée par rapport au produit intérieur brut (PIB). Qu'en est-il, en effet, de ce que nous devons depuis des décennies à des personnes mises en « dépense intérieure dure » (DID)? Cette notion est apparue en 1998 lors des travaux du Carrefour de savoirs sur les finances publiques, dont les membres, en situation de pauvreté, réfléchissaient sur l'économie. Nous avons alors assimilé la DID à toute dépense monétaire qui n'est pas faite collectivement et qui vient gruger l'espérance de vie – voire de vie en santé – d'une personne. Rappelons ici la scène finale du *Marchand de Venise* de Shakespeare, où Shylock peut bien prélever une livre de chair de son débiteur comme stipulé dans l'entente, à condition de ne pas prendre une seule goutte de son sang! Et si, marché ou pas, un pacte s'avérait hors jeu dès qu'il conduit à prélever l'espérance de vie en plus?

Des milliers de personnes au Québec ne disposent que de l'aide sociale de base comme revenu, ce qui leur donnera un revenu total de 7665 \$ en 2010.

En 2003, durant un autre carrefour de savoirs, une personne a suggéré que notre société ressemblait à un palier muni d'un escalier roulant à chaque bout: un qui monte et l'autre qui descend. Vivre la pauvreté, c'est comme essayer de monter dans l'escalier roulant qui descend pendant qu'à l'autre extrémité, d'autres montent aisément. L'image a étonné par sa justesse. Des personnes en situation de pauvreté ont ensuite interpellé des parlementaires: « Au lieu de vous acharner à nous faire monter des escaliers qui descendent, occupez-vous des escaliers! »

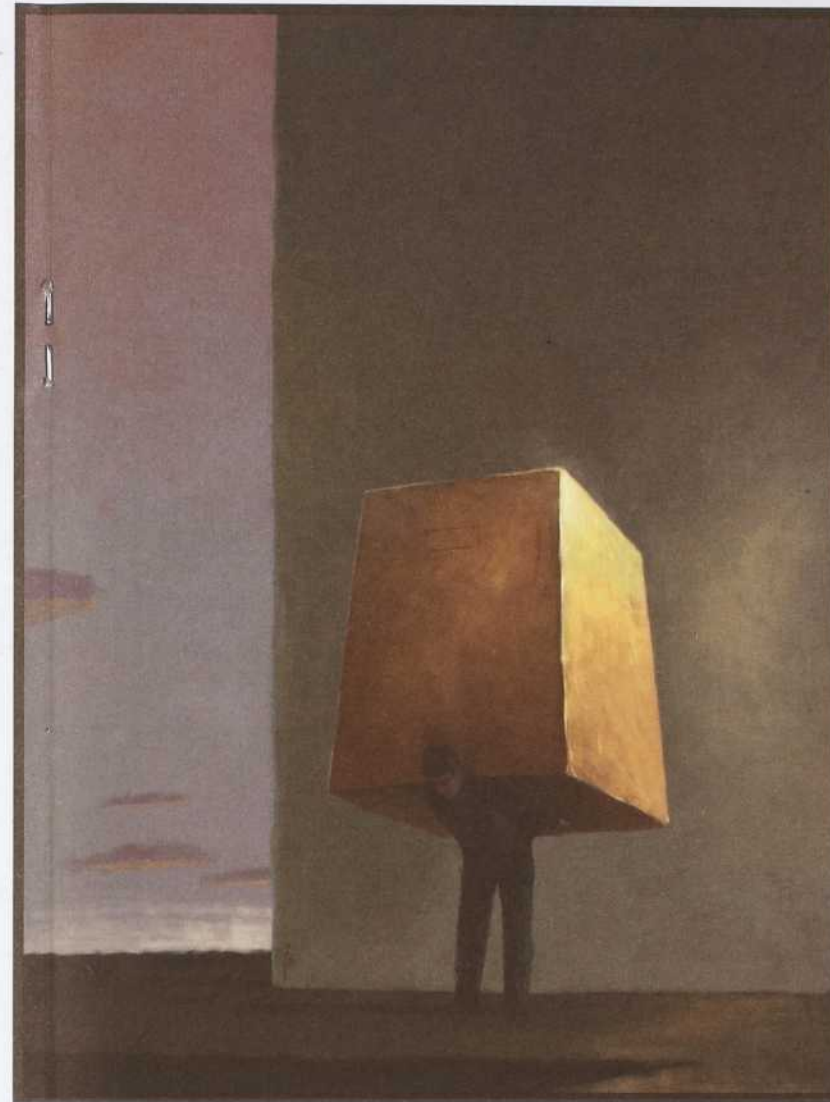
### L'ENDETTEMENT PUBLIC... ENVERS QUI?

Depuis 1998, je suis attentivement les discours sur le budget du Québec. Au cours des ans, la mécanique qui assujettit les finances publiques à la dette s'est raffinée: le déficit zéro à atteindre, le ratio dette/PIB à juguler, les menaces de décotes, les notions de dette totale, brute ou représentant

les déficits cumulés et, cette année, celles de la « bonne » et de la « mauvaise » dette. C'est sans parler de l'instauration d'un Fonds des générations essentiellement basé sur une anticipation de profits sur les placements meilleurs que les taux applicables au service de la dette – c'est raté pour la crise! Il faudrait aussi que le ratio des dépenses publiques sur le PIB baisse, nous explique-t-on, sans mentionner que les administrations publiques viennent d'investir massivement, en s'endettant, pour soutenir des économies grevées par des marchés en déroute. Après avoir baissé les impôts à coups de milliards, pour « ne pas nuire à l'économie », il faudrait maintenant aller chercher de nouveaux revenus régressifs, sous forme de taxes et de tarifications, et continuer de couper dans les dépenses publiques. S'agit-il de ne pas nuire à l'économie ou bien à qui règne sur elle par la menace, en haut de l'escalier roulant qui monte?

La courbe en forme de U mise en évidence par Anthony B. Atkinson et Thomas Piketty dans *Top Incomes over the Twentieth Century* (Oxford University Press, 2007) autorise la question. Aux États-Unis et au Canada, la part de revenu captée par le millième le plus riche de la population fluctuait entre 6 et 8 % dans les années 1920. Elle a baissé pour se situer entre 2 et 3 % dans les années 1950-1980. Elle a recommencé à croître dans les années 1980 avec l'essor du néolibéralisme... alors que nos États s'endettaient durablement pour assurer les dépenses courantes, les taux d'intérêt ayant atteint des sommets. En 2000, ce millième de population avait récupéré sa part des années 1920. Rien n'annonce un changement de tendance même si la courbe s'arrêtait là. C'est là, disons-le, de la reconcentration de la richesse.

La contribution santé annoncée dans le budget du Québec 2010-2011 peut être considérée comme un exemple de cette tendance. Pour compenser de près d'un milliard de dollars la « trop grande » croissance des dépenses en santé, on demande à qui gagne un revenu annuel au-dessus de 14 040 \$ de payer 200 \$ par personne. Le voile de la crise justifiant ceci et cachant cela, on ne dit toutefois pas qu'entre 2004 et 2010, les remboursements aux médecins du Québec, déjà très hauts dans l'escalier roulant qui monte, ont augmenté d'un bon milliard de dollars. On aura beau affirmer que c'est plus complexe que cela – et ça l'est –, la comptabilité publique étant essentiellement arithmétique, les quantités sont similaires: il s'est ajouté un milliard de dollars à la colonne des dépenses pour rétribuer davantage environ 16 000 personnes très bien rémunérées et on ajoutera un milliard de dollars à la colonne des revenus en prenant autant à qui a peu qu'à ceux très riches...



Shru, L'or grec, 2010, dessin numérique

Avec un revenu de 14 040 \$, une personne est loin d'être sortie de la pauvreté: elle va s'appauvrir davantage. Pour reprendre la métaphore de l'escalier roulant, elle va devoir redoubler d'effort dans l'escalier du bas et de nouvelles personnes y seront précipitées à leur tour, ceci alors qu'on aura accéléré, quelques années plus tôt, celui qui monte. Ce faisant, on prendra de l'essentiel à des gens qui ont déjà peu. On n'est pas loin ici de la DID et de la livre de chair puisque faute d'organiser une dépense en proportion des moyens de chacun, on vient picorer dans ce qui sert à la survie de personnes en besoin, hypothéquant littéralement leur santé. Et si cela était effectivement une dette?

### LES PRATIQUES D'USURE À L'AIDE SOCIALE

La Mesure du panier de consommation (MPC) est maintenant agréée par le gouvernement du Québec pour suivre les situations de pauvreté du point de vue de la couverture des besoins de base. Il est estimé que ce panier coûte 14 389 \$, en 2010, à une personne seule vivant à Montréal. En tenant compte de soins de santé non assurés, de frais de garde et de frais professionnels qui ne sont pas inclus dans la mesure, ceci suppose en moyenne un revenu disponible après impôt de 15 396 \$. Le gouvernement va donc sciemment mettre la contribution santé en concurrence avec la cou-

verture de besoins dont il reconnaît pourtant la nécessité.

Pire encore, des milliers de personnes au Québec ne disposent que de l'aide sociale de base comme revenu, ce qui leur donnera un revenu total de 7665 \$ en 2010. C'est ici que nous revenons au *Marchand de Venise*: 15 396 \$ – 7665 \$ = 7731 \$ = une livre de chair. C'est beaucoup de dépense intérieure dure! Si ces sommes manquantes avaient plutôt été empruntées sur les marchés financiers, la dette devrait être honorée, coûte que coûte. Pourtant, ici, des vies auront été plus courtes, des santés fragilisées.

Ce n'est pas tout. Une forme de coupure des prestations d'aide sociale est restée après la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, laquelle impose de déterminer « un seuil en deçà duquel une prestation ne peut être réduite en raison de l'application des sanctions administratives, de la compensation ou du cumul de celles-ci ». On a aboli les pénalités, sauf celles de 112 \$ et 224 \$ pour les « trop-perçus » liés à des déclarations inexactes, faites volontairement ou non en raison de situations de vie qui, pour que cela arrive, étaient déjà en général de l'ordre de l'inférieur. Combien de personnes doivent présentement vivre avec 455 \$ (soit 567 \$ – 112 \$) ou 343 \$ (soit 567 \$ – 224 \$) par mois? Si

elles trouvent de petits boulots, on saisira leurs remboursements de TVQ et d'impôt. La situation durera des années, jusqu'au remboursement, capital et intérêts, de « dettes » souvent imposantes. Ce remboursement deviendra de plus en plus improbable à mesure que les intérêts s'accumuleront. Ici, c'est une seconde livre de chair qu'on vient prélever. Malgré les représentations des avocats, il arrive même régulièrement que l'État laisse courir les intérêts sur une telle dette pendant qu'une personne est en prison, c'est-à-dire dans l'incapacité totale de générer des revenus, ce qui gonfle d'autant le solde qui l'attendra à sa libération.

Ceci est au cœur du mécanisme de l'escalier roulant vers le bas et de son déni de justice: la libération n'en finit plus d'arriver. La pression est grande pour qu'une personne s'éteigne à l'usure, dans les deux sens du terme.

Entre *cennes* noires et milliards, il est grand temps de remettre leur dû aux créanciers et créancières de la dépense intérieure dure. Et de trouver la tranquillité nécessaire pour inclure sur l'autre plateau de la balance les intimidations et les *taxages* de tout ordre qui proviennent de l'escalier roulant qui monte à l'autre bout du palier. On l'a dit: l'amélioration des revenus du cinquième le plus pauvre de la population passe avant celle des revenus du cinquième le plus riche. *A fortiori* du millième. ●

# Regard sur les associations de consommateurs

Aider à sortir les gens du cercle vicieux de l'endettement mobilise de nombreux organismes au Québec.

**JEAN-FRANÇOIS VINET\***

L'auteur, analyste des services financiers chez Option consommateurs, a rédigé le guide *Étudier à Montréal sans se ruiner* (Ulysse, 2010)

Le mouvement des consommateurs au Québec est né de la problématique du surendettement, un domaine où, hélas, il y a encore beaucoup à faire. Des dizaines de milliers de ménages, dans pratiquement toutes les strates de la société, sont étouffés par leurs dettes ou, au mieux, vivent d'une paie (ou d'une prestation gouvernementale) à l'autre, sans pouvoir épargner. La vulnérabilité financière des consommateurs est encore accentuée par des méthodes comme le maintenant célèbre « Achetez maintenant, payez plus tard ». Au milieu des années 2000, 70 % des clients du magasin Brault & Martineau se prévalaient d'un programme de report des paiements, et 70 % d'entre eux finissaient par devoir payer des intérêts, alors qu'ils avaient envisagé la plupart du temps de ne pas en payer.

## BRÈVE HISTOIRE DU MOUVEMENT

Intégrée en 2000 à Option consommateurs, l'Association des consommateurs du Québec (ACQ), fondée en 1948, restera longtemps la doyenne du mouvement. Toutefois, celui-ci prend véritablement son envol au milieu des années 1960, alors que la Confédération des syndicats nationaux (CSN) met en place des services d'information et de soutien budgétaire et juridique, à l'intention des travailleurs en grève à Shawinigan, pour aider ses membres endettés.

Compte tenu de l'ampleur des besoins, la CSN favorise rapidement le développement d'un mouvement autonome. En 1965, naissent les Associations coopératives d'économie familiale (ACEF), qui s'inscrivent à la fois dans la recherche d'une « troisième voie » coopérative (entre capitalisme et socialisme) et dans la dynamique naissante du mouvement communautaire moderne.

Les ACEF essaient alors partout au Québec. La fragmentation de leurs ressources compromet cependant la cohésion et la coordination de l'action à l'égard de problèmes de grande envergure – notamment ceux liés aux politiques publiques. Dès 1970, elles se dotent par conséquent d'une fédération (FACEF).

En 1977, alors que la vague marxiste-léniniste déferle sur le mouvement communautaire québécois, quatre ACEF se dissocient de la FACEF parce qu'elles n'en partagent plus les orientations politiques. Elles souhaitent étendre leur

action non seulement à la problématique de l'endettement, mais à d'autres questions comme le prix des aliments de base. Elles fondent leur propre fédération – la Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec. En 2002, les deux fédérations fusionnent, donnant naissance à l'Union des consommateurs (UC).

De 1978 jusqu'au début des années 2000, d'autres associations quitteront graduellement l'une ou l'autre fédération en raison de divergences d'orientation ou pour

Shru, *Un jour Antoine en eut assez*, 2010, dessin numérique



d'autres motifs. Plusieurs se sont regroupées pour former la Coalition des associations de consommateurs du Québec, la CACQ.

### LES ACTEURS ACTUELS

L'UC, qui compte actuellement onze organisations – dix ACEF et l'Association des consommateurs pour la qualité en construction –, est notamment connue pour ses interventions dans le dossier des télécommunications et pour ses récentes recherches sur les régimes enregistés d'épargne-études (REEE).

La CACQ regroupe quant à elle vingt-deux organismes : dix ACEF, huit services budgétaires et trois groupes de recherche en consommation. Ses principaux dossiers sont le crédit et l'énergie. Elle pilote, entre autres, la campagne de sensibilisation intitulée *Dans la marge jusqu'au cou*, qui vise à sensibiliser les jeunes à la question du surendettement.

Quant à Option consommateurs, qui était anciennement membre de la CACQ, elle a choisi de voler de ses propres ailes. Ses principaux dossiers sont les services financiers, l'énergie, l'agroalimentaire, les pratiques commerciales et la vie privée. Son guide *Jouets*, publié chaque année dans le magazine *Protégez-vous*, est l'une de ses réalisations les plus connues.

En 2010, on retrouve donc au Québec, d'une part, deux fédérations – l'UC et la CACQ – et, d'autre part, Option consommateurs ainsi que quelques autres associations indépendantes qui desservent une région spécifique ou concentrent leur action dans un champ spécialisé.

### UNE MYRIADE D'ACTIVITÉS

À l'origine, ces associations intervenaient auprès des personnes à faible revenu aux prises avec des problèmes d'endettement. Or, depuis quelques années, le profil des personnes qu'elles rejoignent a changé. L'élargissement de l'accès au crédit (tant au chapitre des montants prêtés que de celui de l'apparition de nouveaux moyens de financement), la complexification des produits financiers, la précarisation du travail et l'augmentation du prix des propriétés et des logements ont fragilisé la santé financière des Québécois – même celle des salariés à temps plein détenant une formation universitaire.

Par ailleurs, ces organismes interviennent désormais dans d'autres domaines : les télécommunications; les pratiques commerciales trompeuses; les

ententes de prix entre les entreprises et le manque de concurrence; la sécurité des produits; les transactions frauduleuses par carte de crédit; les contrats de service, notamment les clauses abusives, et l'accessibilité à certains services de base comme les services bancaires.

Leur action se déploie en deux axes : un travail d'éducation et un travail de défense des droits et des intérêts des consommateurs. Elles offrent des services directs à la popu-

Mais il ne suffit pas de guérir : mieux vaut prévenir. Les associations de consommateurs interpellent donc constamment les gouvernements, à Québec comme à Ottawa.

lation en donnant, par exemple, des consultations budgétaires confidentielles pour aider les personnes à se sortir d'une situation de surendettement. Certaines offrent également de l'information à caractère juridique par téléphone, des services de médiation pour négocier avec des créanciers et des services d'efficacité énergétique pour aider les personnes à très faible revenu à réduire leur facture d'électricité. Elles informent aussi les consommateurs en publiant des guides et des articles, en organisant des séances d'information et des campagnes de sensibilisation. Elles interviennent dans les médias pour dénoncer des pratiques commerciales illégales ou des décisions gouvernementales qu'elles jugent inéquitables. Elles entreprennent des recours collectifs.

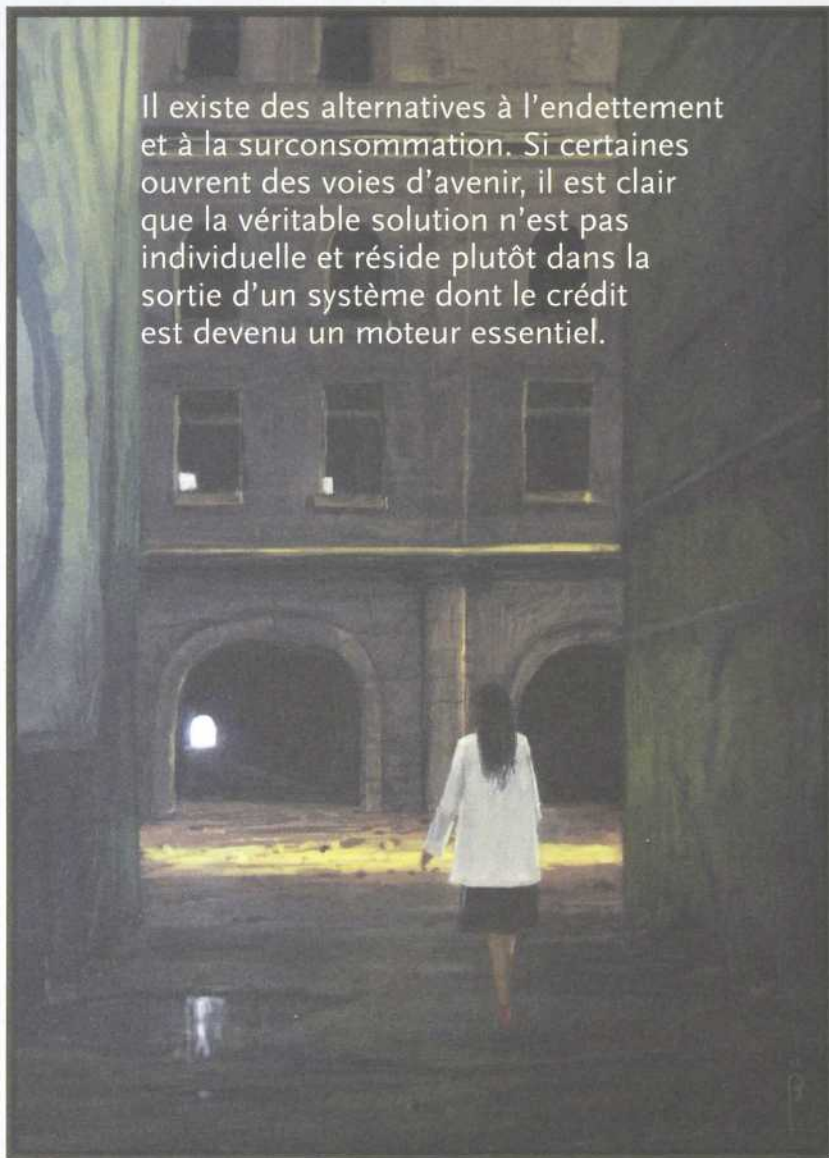
Mais il ne suffit pas de guérir : mieux vaut prévenir. Les associations de consommateurs interpellent donc constamment les gouvernements, à Québec comme à Ottawa. Elles réalisent des rapports de recherche qui leur permettent d'intervenir efficacement auprès des décideurs publics et privés pour forcer le changement de pratiques ou de règles. Un travail de longue haleine a mené à des modifications à la *Loi sur les banques* fédérale et, plus récemment, à la *Loi sur la protection du consommateur*. Elles peuvent désormais s'appuyer sur ces mesures comme sur d'autres mises en place par le gouvernement québécois pour protéger les consommateurs. Pensons à l'Office de la protection du consommateur et à la *Loi sur le recours collectif*.

Toutefois, si les associations de consommateurs veulent s'attaquer à l'endettement des Québécois, elles devront probablement unir leurs forces et adopter une approche plus globale. Certes, mieux informer les gens sur les conséquences de l'endettement, offrir des conseils budgétaires, limiter la publicité et l'accès au crédit peuvent aider. Mais ce n'est pas suffisant. Pour sortir du cercle vicieux de l'endettement ou éviter que plusieurs ne s'y engouffrent plus profondément, elles doivent encourager le gouvernement à intervenir davantage dans l'économie. ●

1. L'auteur tient à remercier M. Jacques St-Amant pour ses commentaires.

# Repenser nos modes de vie

Il existe des alternatives à l'endettement et à la surconsommation. Si certaines ouvrent des voies d'avenir, il est clair que la véritable solution n'est pas individuelle et réside plutôt dans la sortie d'un système dont le crédit est devenu un moteur essentiel.



nous prônons la résistance à la surconsommation comme source méconnue de bonheur individuel et comme moyen incontournable de réduire notre empreinte écologique et de contribuer à un meilleur avenir pour la planète. En ce sens, l'une des clés est d'apprendre à distinguer nos *besoins* (somme toute limités) de nos *désirs* (par définition insatiables) et de n'acheter, le plus possible, que ce que nous pouvons payer en argent comptant. Voilà pour une alternative individuelle à l'endettement, plus réaliste qu'on ne le croit même si tout à fait à contre-courant.

## QUELQUES VOIES À EXPLORER

Il existe divers mécanismes qui, chacun à leur façon, permettent d'atténuer les injustices du système financier dominant, en particulier pour ceux et celles qui manquent du nécessaire ou qui n'ont pas accès au crédit conventionnel. Mentionnons le micro-crédit, ces petits prêts rendus accessibles à des gens jugés trop pauvres par les institutions traditionnelles de crédit. Les organismes qui en facilitent l'accès se sont multipliés au Sud, mais également ici même au Québec, tant sur le plan local que régional, avec l'appui des gouvernements, des fonds de travailleurs, du Mouvement Desjardins et d'investisseurs privés soucieux de finances solidaires. Il y a aussi les services d'échanges locaux (SEL) qui peuvent s'apparenter à un système de troc multilatéral et qui portent divers noms selon les localités et les pays. Ils sont à l'origine de monnaies alternatives, utilisées d'abord pour comptabiliser ces échanges « hors commerce », mais reconnues parfois comme « monnaies parallèles » par certains com-

merces réguliers. C'est sans compter les innombrables services d'entraide, de partage (de compétences et de ressources), de récupération et de recyclage des biens, sans oublier la charité plus traditionnelle telles les banques alimentaires de plus en plus sollicitées dans les pays... riches!

Ce sont là autant de façons de limiter sinon l'endettement, du moins le surendettement. Mais qu'ils soient individuels ou collectifs, tous ces exemples se butent aux mêmes limites: ces solutions demeurent pour l'instant marginales et n'arrivent pas à influencer ou à modifier la dictature économique actuelle (comment nommer autrement le capitalisme planétaire?). La simplicité volontaire, par exemple, est beaucoup plus qu'un choix individuel. Elle

## DOMINIQUE BOISVERT

Écrire sur les solutions de rechange à l'endettement m'a fait faire un voyage imprévu. Au départ, je pensais réfléchir essentiellement aux mécanismes de la surconsommation individuelle et explorer comment on pouvait y résister, et quels moyens avaient été mis en place pour en diminuer l'impact financier. En cours de route, j'ai réalisé à quel point cet endettement des individus et des ménages était aussi le fruit de décisions collectives, de politiques économiques. Et au terme du voyage, je suis obligé de conclure, à ma propre surprise, que la seule véritable solution à l'endettement, c'est de sortir du capitalisme. Je m'explique.

Je suis un « simplicitaire », membre fondateur du Réseau québécois pour la simplicité volontaire. Depuis longtemps,

L'auteur, membre fondateur du Réseau québécois pour la simplicité volontaire, signe un blogue au <<http://carnet.simplicitevolontaire.org>>

Shrù, Docteur Palenski, 2010, dessin numérique

1. « L'ogre de la finance » (n° 733) et « Des voies pour réinventer l'économie » (n° 741).

expérimente de multiples moyens moins coûteux, souvent axés sur la communauté et le partage, de répondre à ses besoins et d'être heureux; une expertise utile dont on pourra s'inspirer quand les contraintes de la planète imposeront à tous une simplification forcée de nos modes de vie. Mais elle ne prétend pas être la solution à l'endettement catastrophique des ménages québécois.

De même, les services de partage de bicyclettes (Bixi) et de voitures (Communauto) ne peuvent prétendre, à eux seuls, renverser la dictature automobile qui s'impose encore dans nos villes. Je choisis cet exemple car il me semble la meilleure illustration du rôle que peuvent jouer les alternatives dans le système économique actuel. Et celui dont les progrès ont été les plus visibles et significatifs. À partir d'une position essentiellement marginale et idéaliste (vouloir faire reconnaître, dans un cas, la bicyclette comme moyen de transport de masse quotidien et le partage collectif d'automobiles allant à l'encontre de la propriété privée, dans l'autre), on a réussi à faire de réelles percées. Dans le premier cas, en 35 ans, on observe non seulement que les pistes cyclables et les cyclistes de tous âges et de tous milieux sont de plus en plus nombreux à Montréal, mais le symbole qu'est devenu le Bixi s'exporte un peu partout dans le monde et s'inscrit à la suite de précurseurs tels Cyclocity et certaines initiatives basées sur la gratuité (le Bicyklen de Copenhague, le Vélo à la carte de Rennes, entre autres). Quant au service Communauto, après une quinzaine d'années, il poursuit son expansion non seulement en nombre de véhicules et d'utilisateurs, mais aussi par la

voie de partenariats structurants (avec les transports en commun, par exemple), donnant toujours plus de pertinence à un véritable « cocktail de transports » comme réponse possible au besoin de réduire notre empreinte écologique. Mieux encore, ces deux moyens de transport s'attaquent à deux des mythes fondateurs de la richesse et de la modernité américaine – l'automobile et la propriété privée – et luttent concrètement contre l'endettement personnel ou familial (l'automobile étant l'une des dépenses les plus lourdes... et un bien hâtivement convoité chez les jeunes).

## REVENIR À L'ESSENTIEL

Mais le défi reste grand : comment arriver à vivre « comme tout le monde » dans une société où les sollicitations sont toujours plus nombreuses, où le travail est en profonde mutation et où la (sur)consommation est un devoir civique parce qu'elle est une condition essentielle à la santé économique et à l'intégration sociale? En relisant les deux excellents dossiers publiés par *Relations* en juin 2009 et juin 2010<sup>1</sup>, j'ai vite réalisé qu'un appel à la conscience et à la maîtrise individuelles pour contrer l'endettement était largement insuffisant. Pire, en ne s'adressant qu'aux comportements personnels des consommateurs, cet appel passe à côté de la dimension structurelle du problème : les Québécois, comme la plupart des autres Occidentaux, s'endettent de plus en plus non seulement parce que notre système financier les y pousse, mais aussi parce qu'il a besoin

## POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

### LIVRES

- BAUMAN, Zygmunt, *S'acheter une vie*, Paris, Éditions Jacqueline Chambon, 2008.
- BOISVERT, Dominique, *L'ABC de la simplicité volontaire*, Montréal, Écosociété, 2005.
- BRETON, Gaétan, *La dette : règlement de comptes*, Montréal, Lux, 2007.
- CLAIN, Olivier et L'ITALIEN, François (dir.), *Le capitalisme financiarisé et la crise économique au Québec et au Canada*, Québec, Nota Bene (à paraître en 2011).
- DE LA HOUGUE, Arnaud, *À propos du surendettement : hommes et argent*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- DOUGLAS, Mary et ISHERWOOD, Baron, *Pour une anthropologie de la consommation : le monde des biens*, Paris, Éditions du Regard, 2008.
- DUHAIME, Gérard, *La vie à crédit : consommation et crise*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003.
- HAESLER, Aldo J., *Sociologie de l'argent et postmodernité*, Genève, Librairie Droz, 1995.
- HOLBECQ, André-Jacques, *Argent, dettes et banques*, Gap, Éditions Yves Michel, 2010.
- LIPOVETSKY, Gilles, *Le bonheur paradoxal : essai sur la société d'hyperconsommation*, Paris, Gallimard, 2009.

- MALHERBE, Jean-François, *La démocratie au risque de l'usure : l'éthique face à la violence du crédit abusif*, Montréal, Liber, 2004.
- OUELLET, Maxime, « Populisme de marché, culture de la consommation de masse et crises du capitalisme avancé », dans C. Couvrat et J.-Y. Thériault (dir.), *Les formes contemporaines du populisme*, Montréal, Athéna (à paraître).
- ROCHFORD, Robert, *Le consommateur-entrepreneur : les nouveaux modes de vie*, Paris, Odile Jacob, 1997.
- VANEIGEM, Raoul, *Nous qui désirons sans fin*, Paris, Cherche Midi, 1996.
- ZIZEK, Slavoj, *Après la tragédie, la farce. Comment l'histoire se répète*, Paris, Flammarion, 2010.

### REVUES

- « Endettement des consommateurs, chronique d'une catastrophe annoncée », *Actes du colloque international sur la consommation*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2010.
- LACHANCE, Marie J., BEAUDOIN, Pierre et ROBITAILLE, Jean, « Les jeunes adultes et le crédit », *Enfances, Familles, Générations*, n° 2, 2005.
- MOREL, Sylvie, « Budget 2010-2011 : l'orthodoxie économique ou la démission du politique », *Économie autrement*, avril 2010.

- OUELLET, Maxime, « Crise économique globale ou crise des fondements symboliques du capitalisme? », *Revue du MAUSS*, n° 34, 2009.
- PINEAULT, Éric, « Viande à chien! De la mentalité du bas de laine à l'idéologie du fonds de placement », *Le Devoir*, 29 décembre 2006.
- POSCA, Julia, « Comment se représenter les rapports sociaux dans le capitalisme financiarisé? », *Cahiers de l'ACSALF*, vol. 4, n° 1, avril 2007.
- RAINVILLE, Bernard, « Le surendettement : fracture individuelle et sociale », *Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie*, Trois-Rivières, 2006.

### SITES

- <[www.consommateur.qc.ca](http://www.consommateur.qc.ca)>
- <[www.pauvrete.qc.ca](http://www.pauvrete.qc.ca)> : Collectif pour un Québec sans pauvreté
- <[www.rqcc.qc.ca](http://www.rqcc.qc.ca)> : Réseau québécois de crédit communautaire
- <<http://simplicitevolontaire.info>>

### FILMS

- L'argent* d'Isaac Isitan, 2003
- Maxed Out* de James D. Scurlock, 2007

de cet endettement. Ainsi, la solution ne relève plus de la psychologie des consommateurs ou de leur manque de discipline budgétaire; elle réside dans le changement plus fondamental d'un système économique dont le crédit est devenu un moteur essentiel – ce que d'autres articles de ce dossier analysent en détail.

Dans ce contexte, toutes les Associations coopératives d'économie familiale (ACEF) du monde – mises sur pied en 1965 pour contrer le phénomène de l'endettement et redonner du pouvoir aux consommateurs sur leur propre budget et sur la protection de leurs droits – ne pourront jamais être que des pansements sur une jambe de bois! D'autant que celles-ci devraient renouer avec l'approche plus politisée qui les caractérisait à l'origine.

C'est pourquoi il faut revenir à l'essentiel, au point de départ: qu'est-ce que l'argent, comment est-il créé et à quoi sert-il vraiment?<sup>2</sup> Et réaliser que ce qu'on appelait l'*usure* et que l'on associait aux taux d'intérêt exorbitants des usuriers (les *shylocks* de la littérature) est maintenant devenu la norme: les taux d'intérêt actuels des prêts à la consommation (banques, cartes de crédit, sans parler des prêteurs sur gages et autres intermédiaires financiers) auraient tous été qualifiés d'usuraires il n'y a pas si longtemps! Mais nous nous sommes rapidement habitués à l'inacceptable. Car la véritable usure ne réside pas uniquement dans les taux

d'intérêt utilisés, mais dans le mécanisme de l'intérêt comme tel: faire de l'argent avec de l'argent, générer de la richesse sans rien produire, «s'enrichir en dormant», pour reprendre le beau titre du livre de Bernard Barthet (Desclée de Brouwer, 1998).

Ce faisant, nous oublions que l'économie actuelle n'est pas la seule possible. Car les sociétés humaines ont fonctionné pendant des millénaires dans un rapport à la production, à la consommation et à l'argent complètement différent du nôtre. Encore maintenant, malgré le rouleau compresseur de la globalisation néolibérale, il existe de nombreuses poches de résistance où l'être humain vit dans un rapport plus immédiat et plus réel (moins médiatisé par l'argent) avec les richesses de la nature et de ses semblables<sup>3</sup>. Le modèle actuel est récent (la révolution industrielle n'a pas encore deux siècles), voire très récent (la financiarisation de l'économie n'a même pas 50 ans!). Il est voué à l'échec, comme l'illusion de la croissance illimitée sur lequel il repose. Le remplacer est certes un défi considérable, surtout à court terme. Mais c'est la seule véritable alternative à l'endettement. ●

2. Voir à ce sujet le film d'animation très pédagogique de Paul Grignon, *L'argent comme dette* (<<http://vimeo.com/8116254>>).

3. Lire l'éclairante histoire du pêcheur et de l'homme d'affaires (<[www.ecoloinfo.com/2010/05/19/sens-et-vie-l-histoire-du-pecheur-et-de-l-homme-daffaires/](http://www.ecoloinfo.com/2010/05/19/sens-et-vie-l-histoire-du-pecheur-et-de-l-homme-daffaires/)>).

## SOIRÉES Relations

### L'initiative citoyenne: un antidote à la désaffection politique

La désaffection d'une grande partie de la population du Québec envers la politique est devenue une réalité incontournable. Il nous semble urgent d'en comprendre les causes et d'approfondir les enjeux que cela soulève. Lors de cette soirée, nous traiterons des limites de la démocratie représentative, un modèle qui ne favorise pas suffisamment la participation des citoyennes et des citoyens. Nous réfléchirons aussi à différentes initiatives qui se développent au sein de la société québécoise, offrant des espaces de revitalisation du politique et de la démocratie.

#### À Montréal

Le lundi 17 janvier 2011, de 19 h à 21 h 30

Maison Bellarmin, 25, rue Jarry Ouest  
(métro Jarry ou de Castelnau)

Avec :

**Diane Lamoureux**, politologue, Université Laval;  
**Lorraine Guay**, infirmière et membre du collectif D'abord solidaires;  
**Luc Rabouin**, directeur du Centre d'écologie urbaine de Montréal.

#### À Québec

Le mardi 8 février 2011, de 19 h à 21 h 30

Maison de la coopération et de la solidarité  
155, boul. Charest Est

Avec :

**Diane Lamoureux**, politologue, Université Laval;  
**Serge Roy**, membre du collectif La ville que nous voulons;  
**Nicolas Lefebvre Legault**, coordonnateur du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste.

Contribution suggérée: 5 \$

Renseignements: Agusti Nicolau, 514-387-2541, poste 241 / <[anicolau@cjf.qc.ca](mailto:anicolau@cjf.qc.ca)> <[www.cjf.qc.ca/soirees\\_relations](http://www.cjf.qc.ca/soirees_relations)>

# PROCHAIN NUMÉRO

Le numéro de janvier-février de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies le 14 janvier. Pensez à le réserver auprès de votre libraire.

Il comprendra notamment un dossier sur :

## la reconstruction d'Haïti

Un an après la tragédie qui a secoué le pays, le 12 janvier 2010, nous nous pencherons sur les enjeux de sa reconstruction en s'appuyant sur un portrait historique et politique des classes sociales haïtiennes. Comment Haïti, fortement marquée par les pratiques et les discours néolibéraux ces dernières décennies, se reconstruit-elle à partir d'initiatives citoyennes locales, notamment dans les domaines de l'agriculture et de l'éducation? La présence massive des organismes non gouvernementaux (ONG) sur le terrain est-elle une aide ou un frein à la reconstruction? Quel est le rôle de nos gouvernements et de la diaspora haïtienne?

- une controverse sur le célibat des prêtres;
- une analyse sur le Brésil après les élections de novembre;
- le carnet signé par Brigitte Haentjens;
- la chronique littéraire de Louise Warren, illustrée par Sophie Lanctôt;
- les œuvres de notre artiste invitée, Taino-L.



Taino-L., Jacmel, 2009

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Internet : <[www.revuerelements.qc.ca](http://www.revuerelements.qc.ca)>.

## Relations

8 NUMÉROS PAR ANNÉE, 44 PAGES  
5,50 \$ PLUS TAXES

### ABONNEZ-VOUS...

par téléphone : 514-387-2541, p. 226  
par télécopieur : 514-387-0206  
par courriel : [relations@cjf.qc.ca](mailto:relations@cjf.qc.ca)  
par la poste : **Relations**

Ginette Thibault  
25, rue Jarry Ouest  
Montréal (Québec) H2P 1S6

Un an : 35 \$ Deux ans : 65 \$  
À l'étranger (un an) : 55 \$  
Étudiant : 25 \$ (sur justificatif)  
Abonnement de soutien : 100 \$ (un an)

[www.revuerelements.qc.ca](http://www.revuerelements.qc.ca)

Oui, je désire un abonnement de \_\_\_\_\_ an(s), au montant de \_\_\_\_\_ \$

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ TÉLÉPHONE ( \_\_\_\_\_ ) \_\_\_\_\_

COURRIEL \_\_\_\_\_

Je désire également offrir un abonnement de \_\_\_\_\_ an(s), au montant de \_\_\_\_\_ \$  
à la personne suivante :

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ TÉLÉPHONE ( \_\_\_\_\_ ) \_\_\_\_\_

Montant total : \_\_\_\_\_ \$ Je paie par chèque (à l'ordre de *Relations*)   
ou par carte de crédit

NUMÉRO DE LA CARTE \_\_\_\_\_

EXPIRATION \_\_\_\_\_ SIGNATURE \_\_\_\_\_



# L'œil ouvert de Lhasa

TEXTE : LOUISE WARREN

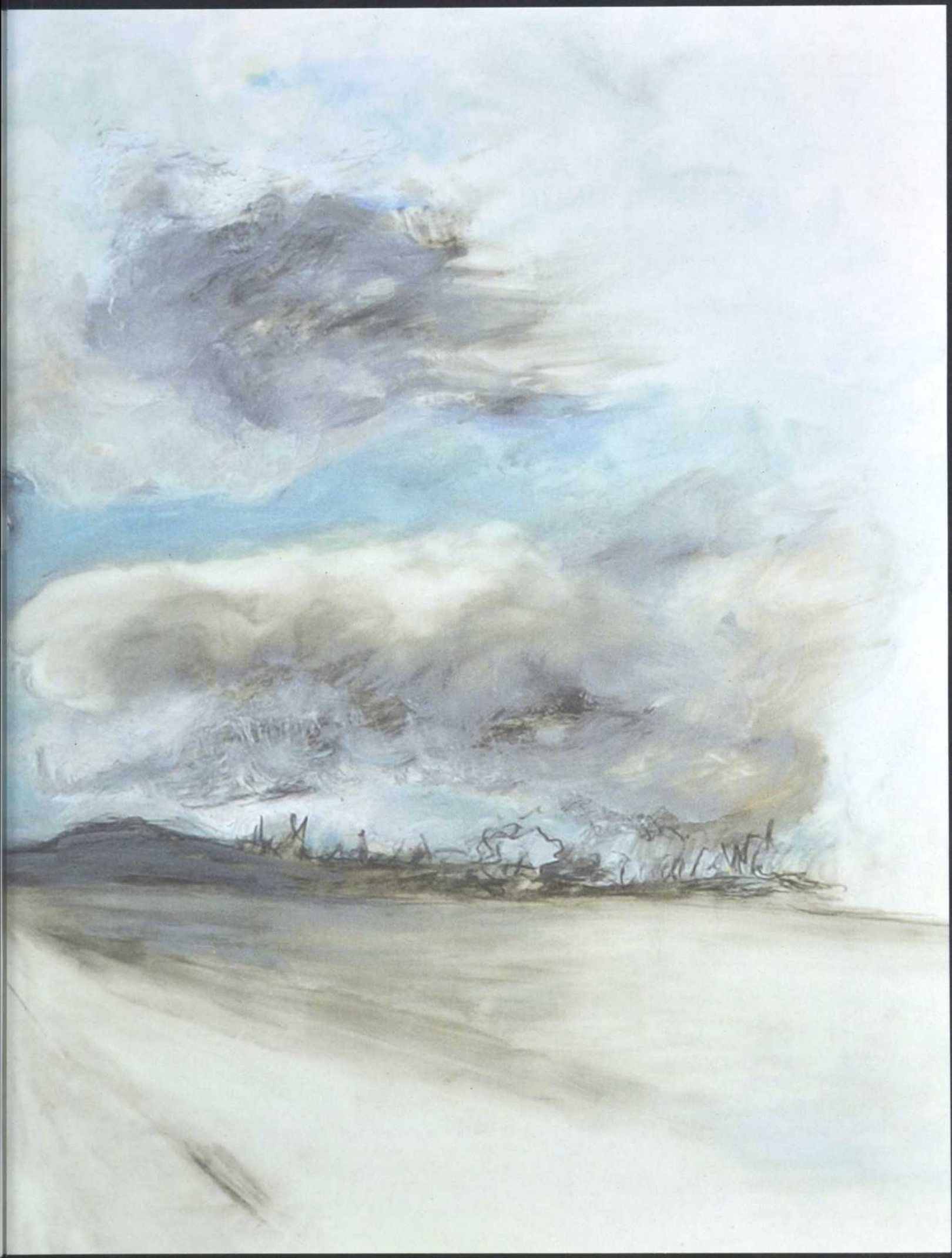
ILLUSTRATION : SOPHIE LANCTÔT

Bientôt, tout bientôt, nous dirons «Voilà un an que Lhasa de Sela n'est plus». On ne dira pas «n'est plus de ce monde», car elle nous a laissé ses disques, dont un juste avant de mourir, et elle nous a fait la grâce d'un livre, *La route chantée* (éditions Textuel). Plus qu'un bel objet graphique, une sorte de talisman habité de son monde: famille, amis musiciens, manuscrits, collages, peintures, animaux sortis des fables et des mots. Une vie formée de trente fragments, certains très brefs à l'état de notes, d'autres légèrement plus longs. Simplicité, liberté, souvenirs et rêves s'entremêlent. L'œil ouvert à la toute première page ne se referme pas à la fin du livre. Lhasa veille et possède ce regard intérieur sur les choses, son sourire même l'atteste. Son jardin d'ancêtres nous retient quelques instants, prisonniers. Noms venus d'ailleurs, vies lointaines qui furent proches des rideaux de scène, de ces vies dans les bagages, les déplacements. Déjà, la route des langues était ouverte pour elle, née à Big Indian dans l'État de New York et ayant vécu une enfance nomade aux États-Unis et au Mexique.

Lhasa avait choisi Montréal et appris le français. L'espagnol vivait dessous, pas loin, on l'entendait derrière le roulement de certaines lettres. Elle s'était fait connaître dans les bars de la ville, y avait abîmé sa voix. Ses mains délicates s'animaient quand elle parlait et, quand elle chantait, elles semblaient écarter toutes les tensions, suivaient son visage, la forme de sa tête ou palpaient le noir de la scène à la rencontre d'autres cœurs sensibles, d'autres fragilités. Des gestes si accomplis, ritualisés pour chacune de ses chansons, des gestes qui portent loin encore dans le souvenir. Ils vont dans ma pensée comme des bras harmonieux, ainsi dépliés et heureux d'appartenir à la lumière de la scène.

Petit à petit, dans le désordre chronologique, suivant davantage son instinct, inspirée par les photos, par les mots («Terres», «L'écriture», «Rêver très fort», «La gravité»), quelques détails de son univers nous sont dévoilés. Instants, vibrations, lieux, une quête brutalement interrompue par le cancer. Lhasa avait trente-sept ans et venait de lancer, après six ans d'attente pour son public, son troisième disque entièrement composé en langue anglaise, *Lhasa*. Et quel disque! Elle écrit, dans le fragment «Tout chante»: «Mais une musique que j'aime est comme la rencontre avec une vie extra-terrestre intelligente. Un miracle. [...] Cette chanson est comme un départ à l'aube, un départ triste, mais les montagnes sont belles. L'air est frais. Ce silence est le silence d'une grande pièce en pierre, vide, avec des rayons de soleil pleins de poussière.» Je ne peux séparer ces paroles de cette image si forte qui me conduit à la chanson lente *I'm going in*. Il s'agit bien, malgré l'éclatement des fragments, de ces grains de poussière qui volent, de la même cohérence, de la même rigueur à entrer dans la mort, la tristesse, la lucidité du vivant. Et, dans ces six ans qui séparent l'album *The Living Road* et le dernier, éponyme, nous pouvons imaginer l'exigence des deuils, la traversée des traitements de chimio, l'annulation des spectacles d'une tournée déviée vers une salle d'attente d'hôpital. Cette voix pleine de ses secrets porte une gravité nouvelle, celle du poids des abandons et celle déchargée de ses intentions théâtrales. La voix pour la voix, plus haute, plus claire, offerte à ce grand dénuement, à l'œil ouvert, celui qui accompagne ce petit creux d'éternité déplié.

Ce n'est pas un album que j'écoute dans la frénésie de la répétition. J'ai besoin d'une bulle de transparence, je l'écoute en voiture ou près de la fenêtre du séjour. Des moments choisis, attentifs, silencieux, hors des chemins fébriles, des tourbillons. Cet album nous garde dans une autre vitesse, celle du ralentissement du monde. Ainsi Lhasa me touche et se déploie dans mes jours. ●





# La Hongrie : néolibéralisme et discours identitaire

La victoire écrasante du Fidesz – droite conservatrice, nationaliste et néolibérale –, ainsi que la montée de l'extrême droite aux élections d'avril 2010, sont les signes d'un réel déficit démocratique dans le pays.

**ATTILA JAKAB**

L'auteur, né en Transylvanie, est chercheur à la Fondation publique de recherche comparative sur les minorités en Europe

La Hongrie – comme les autres pays de l'Europe centrale et sud-orientale d'ailleurs – n'a pas vraiment de tradition démocratique. Il est indéniable, d'un point de vue industriel, que le communisme a modernisé le pays après la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, au niveau des mentalités et du progrès social, il a conservé les structures du féodalisme du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans ces conditions, le changement de régime survenu en 1989 ne fut rien d'autre qu'une redistribution négociée du pouvoir (politique, économique et financier) entre l'aile réformiste du Parti communiste et l'opposition dite démocratique – avec l'accord et sous l'œil attentif des États-Unis et de l'URSS. Dès 1983-1984, cette opposition a été façonnée et soutenue notamment par le philanthrope George Soros. En parlant du premier parlement élu démocratiquement en Hongrie (1990), on utilise couramment le terme de « rangées Soros » pour nommer ceux qui y siégeaient.

## LE NOUVEAU CHAMP POLITIQUE

Dans les années 1990, avec la déconfiture du Forum démocratique hon-

grois – droite conservatrice modérément nationaliste et néolibérale –, le Fidesz (Union civique hongroise) est devenu assez rapidement le leader de la droite conservatrice. Il se caractérise par un mélange fluctuant de nationalisme, de libéralisme économique et d'idées dites socialistes. Du côté de la gauche, le Parti socialiste (les anciens communistes reconvertis) et l'Alliance des démocrates libres (les libéraux ou plus exactement les libertaires doctrinaux) ont créé une alliance de gauche libérale. Ferenc Gyurcsány, le premier ministre entre 2004 et 2009, en a fait une représentante de l'idéologie néolibérale à outrance, doctrinaire et entièrement déconnectée de la réalité sociale, délaissant entièrement les plus appauvris et les marginalisés ainsi que l'idée même de biens publics. Sa défaite écrasante aux dernières élections, en avril 2010, est essentiellement due au rejet que cette alliance a généré au sein de la société, la crise et les réformes néolibérales douloureuses y ayant fortement contribué en fin de mandat.

Lors de ces élections, le Fidesz a remporté la grande majorité des voix (environ les deux tiers) – en alliance avec le Parti populaire chrétien-démocrate qui est un parti ne possédant aucune base sociale, mais qui fonctionne comme l'antenne d'influence de l'Église catholique dans le champ politique. Le parti nationaliste radical de droite, le Jobbik (le nom signifie *le bon parti* ou *la meilleure part*), a fait son apparition dans le paysage politique hongrois en rentrant au Parlement avec environ 13% des votes. Par ses discours et les thèmes qu'il exploite (notamment celui des Tziganes ou la reconsidération

des alliances et des intérêts économiques de la Hongrie), il conditionne en quelque sorte la vie politique du pays. Il reflète la grande confusion qui règne dans le champ des idéologies politiques, alliant la critique du néolibéralisme à un discours identitaire et de solidarité nationale à teneur ethnique.

Pour sa part, le *Lehet más a politika* (LMP), nom qui signifie *Pour une autre politique*, issu des milieux associatifs écologistes, est perçu comme étant de gauche, teinté de libéralisme, mais il se cherche toujours. Quant au Parti socialiste, dominé par les derniers dirigeants de la Jeunesse communiste d'autrefois, sans idéologie véritable et rongé par des conflits internes, il ne parvient pas à se constituer en véritable opposition.

## UNE SOCIÉTÉ MALADE

La société hongroise est malade. Depuis deux décennies, personne n'a pris la peine d'expliquer que la démocratie ne se réduit pas à l'économie de marché. On a même scrupuleusement évité d'éduquer les sujets du régime communiste pour en faire de véritables citoyens. On a préféré les transformer en consommateurs, leur imposant ainsi un nouvel assujettissement et empêchant de fait l'émergence d'une société civile autonome. Les intellectuels, surtout ceux qui ont soutenu inconditionnellement la gauche libérale, portent une immense responsabilité dans cette affaire. Pour obtenir des positions et des avantages, ils ont délaissé la pensée critique et contribué à la mise en place de mécanismes de contre-sélection qui ne favorisent pas les plus compétents au sein des institutions. Ainsi, beaucoup des diplômés qui n'ont pas pu trouver de débouchés professionnels intéressants se trouvent maintenant dans le LMP ou le Jobbik; d'autres sont plus ou moins isolés et marginalisés.





Quant aux Églises traditionnelles (catholique et protestantes) – qui refusent obstinément de faire le point sur leur passé –, elles ont perdu toute crédibilité de par leurs accointances avec le régime communiste. Elles sont confrontées à une incroyable expansion du « marché » des religions à laquelle elles font face avec beaucoup de peine. Conservatrices et faibles sur le plan des ressources humaines, leur principale préoccupation est l'encaissement de l'aide financière sollicitée sans cesse à l'État. C'est cela qui conditionne leurs alliances politiques. Elles ne critiquent pas vraiment le système néolibéral, mais fustigent plutôt le matérialisme d'une société déboussolée et en décomposition. La multiplication d'églises et de communautés religieuses (plus de 300) témoigne aussi de ce malaise social. Beaucoup de gens cherchent par tous les moyens une échappatoire pour fuir la dure réalité actuelle.

Dans ce contexte, on ne doit nullement s'étonner qu'une bonne partie de la jeunesse hongroise soit en colère et éprise de justice. Elle n'a pas de véritables perspectives d'avenir. Les jeunes réalisent que leurs diplômes ne valent rien, les discours et la réalité ne se recoupant pas.

#### SITUATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

La montée du nationalisme ethnique et radical en Hongrie s'explique par le rejet de la communication politique mensongère de la gauche-libérale par une partie de la société. La jeune génération, née dans les années du changement de régime, s'est tout simplement rendu compte qu'il n'y a plus d'ascenseur social et que le discours sur l'égalité des chances équivaut à de la propagande. Les critères actuels du cursus professionnel ne sont pas tant le mérite et le travail bien fait que la loyauté politique inconditionnelle et l'attitude politiquement correcte. On a tellement parlé, faisant feu de tout bois, parfois d'une manière aberrante, de racisme et d'antisémitisme que la société hongroise est presque devenue insensible et immunisée contre ce genre de discours. Dans

ces conditions, les grands principes abstraits (droits de l'Homme, liberté de parole et de conscience, etc.) ne signifient plus rien pour beaucoup. Leurs principaux problèmes sont le chômage, la précarité du travail, les bas salaires, l'asservissement des travailleurs (les syndicats hongrois sont une plaisanterie), la peur de la baisse du niveau de vie, l'absence d'avenir pour leurs enfants. Les couches populaires, socialisées dans l'égalitarisme du régime communiste, perçoivent les inégalités sociales criantes et les fossés qui se creusent entre les riches et les pauvres. Les services et les biens auxquels elles n'auront jamais accès défilent quotidiennement sous leurs yeux. Elles réalisent que la gauche, dirigée par de « grands fortunés de la démocratie » (généralement cyniques et sans scrupules), les a entièrement délaissées. Certes, à l'époque des privatisations, ces dirigeants furent au bon endroit et

tiques d'éducation plus ou moins néolibérales, plus d'un quart des Hongrois d'âge adulte sont pratiquement semi-analphabètes. Le discours radical épargne leur raison, mais attise leurs instincts.

#### PERSPECTIVE D'AVENIR

Comme la grande majorité de ceux qui ont institutionnalisé la corruption et discrédité la gauche en se faisant les valets du néolibéralisme se trouvent au Parlement, la capacité de renouvellement du Parti socialiste est pratiquement nulle. Sa disparition, par scissions, reste une possibilité. À présent, la droite radicale se perçoit comme la seule alternative sérieuse au Fidesz, dont elle parvient à rétrécir les marges de manœuvre. Comme nous vivons dans une époque dite de « réformes » néolibérales, l'accroissement



*Dames aux parapluies,*  
sculpture de Imre  
Varga, Budapest.  
Photo : Marc Laberge

au bon moment, parce qu'ils appartiennent généralement aux bons réseaux politico-économiques. Mais comme la gauche défend maintenant les intérêts des grandes multinationales et le Fidesz ceux des classes moyennes aisées, les couches populaires se tournent de plus en plus vers la droite nationaliste et radicale. D'autant plus que celle-ci montre du doigt les soi-disant responsables des malheurs nationaux (les juifs et les Tziganes) et promet un État-providence qui prendra soin de la population. Pourquoi ce discours simpliste est-il si attrayant? Parce qu'au bout de deux décennies de poli-

des inégalités et des tensions sociales, ainsi que l'augmentation des conflits ethniques ne sont pas exclus. La question est désormais de savoir si le discours nationaliste du pouvoir et le recours à une répression endurcie seront les seules réponses au mécontentement grandissant. C'est pourquoi la Hongrie d'aujourd'hui peut être regardée comme un laboratoire de la mondialisation. On y teste la nouvelle formule de la démocratie : économie de marché et parti national unique. Une européanisation du modèle chinois est-elle à prévoir en Hongrie, comme ailleurs? ●

# Le Devoir, une institution dans la Cité

Son centenaire bien célébré, cap sur l'avenir de ce journal qui témoigne à la fois du potentiel et des vicissitudes de l'idéal démocratique actuel.

## MARTIN PÂQUET

L'auteur, historien de la culture politique québécoise, est professeur au Département d'histoire de l'Université Laval

Depuis l'ère des révolutions, il est commun de présenter le droit à l'information comme l'une des principales conquêtes de la citoyenneté démocratique. Avec son article 19, la Déclaration universelle des droits de la personne l'inscrit d'ailleurs sous le chapitre de la liberté individuelle d'opinion et d'expression. Le droit à l'information devient ainsi la capacité «de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit». À l'instar des autres droits, il repose sur une tension originelle entre le bien individuel et le bien commun. Un citoyen informé est ainsi habilité à participer aux affaires de la Cité et, en réciproque, la communauté politique démocratique doit lui assurer les conditions de l'exercice de sa liberté d'opinion et d'expression. Depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> et le début du XIX<sup>e</sup> siècle, le développement de la presse en Occident promeut cette formation de la citoyenneté: bien informer le citoyen, c'est lui donner le droit de cité afin qu'il puisse en retour contribuer au bien commun.

Bien que militant, Henri Bourassa n'ignorait pas la double fonction citoyenne de la presse d'information. Dans sa présentation initiale du *Devoir*, il martèle: «pour assurer le triomphe des idées sur les appétits, du bien public sur l'esprit de parti, il n'y a qu'un moyen: réveiller dans le peuple, et surtout dans les classes dirigeantes, le sentiment du devoir public sous toutes ses formes» (*Le Devoir*, 10 janvier 1910). Le mot d'ordre à l'époque – *Fais ce que dois* – résumait en un trait la mission du quotidien.

Journal de combat, *Le Devoir* poursuit au cours de son histoire cette mission d'éveilleur des consciences en sensibilisant les citoyens à ses causes bien sûr, mais surtout en les informant. Plus encore, ses articles et ses éditoriaux traduisent un processus d'institutionnalisation. Ils cristallisent les valeurs de cette institution. Cette dernière s'y réfère ensuite pour définir son expérience présente et orienter son action future. En ce sens, la mission du *Devoir* vise la promotion d'une citoyenneté démocratique au Québec, et cette mission est partagée par ses «artisans», pour reprendre le propos de Josée Boileau en mars 2010, «qui sont dévoués» et «font le cadeau de leur temps». Sous le magistère de sa mission, *Le*

*Devoir*, souligne-t-elle, «a gardé un esprit qu'on retrouve habituellement dans les boîtes naissantes<sup>1</sup>».

## MISSION CITOYENNE

«La boîte naissante» du 10 janvier 2010 est un journal de son temps. Les conditions d'exercice de la citoyenneté démocratique se sont transformées selon diverses tendances qui n'ont n'ont pas le champ journalistique. La première tendance lourde relève du débat démocratique *stricto sensu*. Ce débat a lieu dans une communauté politique où les divisions sociales sont multiples, de l'identité sexuelle à l'origine ethnique, en passant par les traits culturels, les références générationnelles, les appartenances régionales, etc. Ces divisions assurent un éparpillement de l'autorité entre les différents acteurs sociaux, provoquant une fragmentation de l'espace public et un enchevêtrement des réseaux de communication. Dans ce contexte, le journal comme institution de la citoyenneté démocratique est moins un éveilleur qu'un service qui procure l'information nécessaire

Du fait de sa taille, de son indépendance et de sa fragilité mais aussi du profond engagement de ses artisans et de ses lecteurs à sa mission civique, ce quotidien possède plusieurs atouts et une sensibilité plus grande aux enjeux de la Cité.

à l'habilitation citoyenne, relevant de la responsabilité de chacun, et qui garantit la liberté de penser. L'actuel mot d'ordre du *Devoir* – *Libre de penser* –, traduit de manière éloquente la mise à jour de sa mission et son indépendance.

Décollant de l'impact des nouvelles technologies de communication, deux autres tendances lourdes influent sur les conditions d'exercice de la citoyenneté et, plus précisément, sur la mission institutionnelle du *Devoir*. Il y a bien sûr la logique marchande animant le monde des communications, qui tend aux conglomérats des entreprises et à la convergence des médias qui produisent de l'information et du divertissement. Selon cette logique fondée sur la concurrence et le libéralisme économique, il s'avère rentable d'offrir à un public de consommateurs un produit homogénéisé pour convenir à différentes plates-formes médiatiques. Si le procédé n'est guère nouveau – que l'on songe au magnat de la presse, au début du XX<sup>e</sup> siècle, William Randolph Hearst –, il a gagné en visibilité avec le développement d'Internet et l'affaiblissement de la réglementation étatique en matière de communication. Il engendre aussi une dépréciation du contenu informatif au profit du divertissement spectaculaire, ce qui ne favorise pas une pleine habilitation citoyenne – le sociologue Pierre Bourdieu tançait d'ailleurs à raison ces «faits divers qui font diversion».

1. Citée par Stéphane Baillargeon, *Le Devoir*, 13 mars 2010, p. A4.

2. Cité dans <[www.projetj.ca/detail.php?id=2021](http://www.projetj.ca/detail.php?id=2021)>.

Toutefois, de multiples publics fragmentés constituent un obstacle considérable à la convergence des médias et à l'homogénéisation de l'information dans un marché uniforme. Les producteurs d'information sont désormais légion grâce aux blogues et aux médias alternatifs. Qui plus est, les témoins d'un événement marquant peuvent instantanément transmettre l'information aux publics sans passer par le relais des médias officiels. Conséquence de cet éclatement de la production et des publics, les revenus publicitaires fléchissent considérablement pour la presse quotidienne depuis le début des années 2000. Possédant un public qui demeure attaché à son contenu ciblé et à sa mission citoyenne, *Le Devoir* semble ici tirer adroitement son épingle du jeu, notamment par son site Web actif depuis 1997.

Plus inquiétante, une dernière tendance renvoie aux types de contenus informatifs et à leur temporalité. Propulsé par le développement technologique, alimenté par le déni du passé et la crainte du futur, le culte du présent dans nos sociétés transforme considérablement les conditions d'exercice de la citoyenneté démocratique. La qualité de l'information, soumise aux exigences de la demande et de l'immédiateté, s'en ressent fortement puisqu'elle se réduit à des faits bruts et univoques, ou à l'expression épidermique d'opinions, issues de l'affect et des réactions à vif. Un quotidien comme *Le Devoir* en subit nécessairement les contre-coups.

Plusieurs indices témoignent des effets du culte du présent. D'abord, on observe un déclin de la rhétorique combattante et du genre délibératif – qui exigent plus de temps pour se déployer – au profit de l'usage de slogans courts et expressifs. Le reportage factuel, souvent circonscrit à une manchette sur le Web ou à un gazouillis de 140 caractères sur Twitter, remplace progressivement l'article d'analyse détaillé et posé. Dans un même mouvement, le journalisme de « processus » devient une norme rédactionnelle, c'est-à-dire que l'article informatif n'est plus un produit fini de la plume d'un seul auteur, mais une ébauche constamment remaniée à plusieurs mains à laquelle il est difficile d'attribuer une paternité. Instrument essentiel pour une habilitation citoyenne effective, l'enquête journalistique demande aussi un temps précieux pour se constituer, et celui-ci

entraîne des coûts supplémentaires qu'une entreprise commerciale fragile ne peut constamment assumer. Il est alors tentant de se tourner vers une ample production d'opinions fortement médiatisées qui s'expriment rapidement sur tout, sans recul, où la réactivité remplace alors la réflexion. Traduisant les fractures de l'espace public, ces opinions individuelles surfent alors sur l'air du temps au lieu de proposer des idées plus mûries et plus soucieuses du bien commun à long terme.

#### LA FORCE DE LA FAIBLESSE

Institution de la citoyenneté démocratique au Québec, *Le Devoir* peut-il toujours remplir efficacement sa mission? Au-delà des tendances lourdes, le combat peut sembler perdu d'avance si l'on partage l'analyse de Robert Picard, spécialiste de l'économie des médias. Selon ce dernier, « l'information n'est pas un produit commercialement viable » car la presse quotidienne n'est plus un média de masse: « la majorité des gens ne sont pas avides d'infos – contrairement aux journalistes et à une petite partie de la population qui est socialement, politiquement et économiquement active ». Pour se constituer un public et une clientèle, les entreprises de presse ont « créé des journaux qu'on a remplis d'autres choses que des nouvelles pour attirer un large public. On a rempli les journaux de sport, d'opinion, de BD, de divertissements, de programmes télévisés – n'importe quoi pour attirer les gens à jeter un œil au journal ». Pour lui, « cette stratégie ne marche plus parce que cette information plus légère est plus facile à trouver, plus facile à utiliser, et moins chère ailleurs<sup>2</sup> ».

Pourtant, devant ce scénario désolant pour l'idéal démocratique actuel, *Le Devoir* offre toujours des raisons d'espérer. Du fait de sa taille, de son indépendance et de sa fragilité mais aussi du profond engagement de ses artisans et de ses lecteurs à sa mission civique, ce quotidien possède plusieurs atouts et une sensibilité plus grande aux enjeux de la Cité. Comme au judo, la faiblesse devient dès lors, dans un retournement de perspective, une force considérable, garante d'un avenir prometteur. ●

Notre prochain numéro :  
*Le gouvernement en Église*

Cahiers  
de spiritualité  
ignatienne

3 numéros par an

*La spiritualité  
en dialogue  
avec la culture  
contemporaine*

(418) 653-6353  
cahiersi@centremanrese.org  
www.centremanrese.org



# Les alliances entre ONG et entreprises : une menace pour l'action étatique?

Il faut y voir un levier pour les gouvernements, non un substitut à leur action.

**MATHIEU LAROCQUE  
ET MARIE-FRANCE TURCOTTE<sup>1</sup>**

Les auteurs sont respectivement étudiant à la maîtrise en science de l'administration à l'UQAM et professeur au Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM

En mai dernier, l'Association des produits forestiers du Canada (APFC) et ses 21 entreprises membres ont conclu une entente avec neuf groupes environnementaux nationaux visant à constituer une aire protégée de plus de 72 M d'hectares dans la forêt boréale canadienne. *L'Entente sur la forêt boréale canadienne<sup>2</sup>* est le fruit de plusieurs années de négociations. Alors que la planification de l'exploitation forestière relève des gouvernements provinciaux, on pourrait être tenté d'y voir une substitution des responsabilités du gouvernement par des ONG. Mais qu'en est-il vraiment? Plus généralement, les ententes et normes privées de ce genre constituent-elles une menace aux prérogatives de l'État?

Valide jusqu'en 2012, l'Entente prévoit un moratoire sur les coupes dans certaines zones cruciales pour la migration du caribou forestier, incluant 29 millions d'hectares de forêts intactes, et les entreprises s'engagent de manière ferme à revoir leurs pratiques de coupe. En contrepartie, les groupes environnementalistes signataires s'engagent à suspendre leur campagne d'appel au boycott des produits forestiers de ces entreprises, autant ici qu'à l'étranger. Cette entente est particulière, puisque la collaboration y est formalisée. Toutefois, elle n'est pas unique, car on a pu observer plusieurs cas où des groupes de pression ont cessé de critiquer une entreprise lorsque celle-ci a adopté des normes privées – par exemple, celles du Forest

Stewardship Council (FSC), de la Fair Label Association ou de Social Accountability 8000 – que les ONG approuvaient.

## UN PARI RISQUÉ, MAIS AVANTAGEUX

En agissant de la sorte, les ONG font le pari que les entreprises peuvent changer leurs pratiques et qu'une mise en commun des données, vérifiées par une tierce partie indépendante, sera profitable aux deux parties. De leur côté, les entreprises forestières voulant se sortir du ralentissement économique sont heureuses de pouvoir mener leurs affaires à l'abri des campagnes des ONG.

La nature même de ce type de régulation privée comporte son lot de risques. Une telle approche de collaboration, notamment pour les ONG environnementalistes, peut leur faire perdre leur perspective critique et miner leur pouvoir d'alerter l'opinion publique. Pour les membres de l'industrie, en reconnaissant les ONG comme des interlocuteurs légitimes, c'est aussi leurs requêtes qui sont légitimées, ce qui pourrait amener davantage de contraintes d'opération. Mais l'approche collaborative comporte aussi de nombreux avantages et parmi les plus intéressants, celui de favoriser l'application de solutions concrètes.

## AGIR EN COMPLÉMENTARITÉ

L'Entente est avant tout une feuille de route assortie d'une trêve. L'objectif est que chacun y trouve des avantages par rapport au statu quo, soit une meilleure protection des forêts pour les ONG et une meilleure réputation pour

les entreprises. Si chacun y trouve suffisamment son compte, le dialogue initié pourrait faire école au sens où en cherchant un consensus d'ordre privé, les parties prenantes se sont engagées dans un processus novateur pour la construction politique de la *communauté forestière*. En discutant sans les gouvernements, entreprises et ONG contribuent concrètement à la mise en œuvre de la politique au lieu de s'y opposer. Plus encore, faisant front commun avec leur crédibilité respective, ils favorisent une appropriation de l'Entente par l'ensemble des intervenants de l'industrie – qu'ils soient signataires ou non – au lieu de miser sur l'attente d'une intervention de l'État. Considérée sous cet angle, l'Entente sur la forêt boréale canadienne est un levier pour les gouvernements et non le résultat d'un désengagement de leur part.

C'est également sous cet angle qu'il faut considérer les relations directes (sans l'intermédiaire de l'État) entre les ONG et les entreprises. À ce sujet, il a même été montré que les campagnes anti-corporatives, souvent menées dans un contexte international par des réseaux d'ONG, permettent aux fonctionnaires de pays en développement de faire appliquer la réglementation, ce qu'ils n'auraient pas pu réussir autrement. En somme, les ententes privées ne doivent pas être perçues comme un substitut au rôle de l'État pour la défense du bien commun – et d'ailleurs, les ONG n'auraient pas les moyens de faire cela –, mais plutôt comme un complément. ●

1. Avec l'aimable collaboration de Corinne Gendron.

2. Consulter : <<http://ententesurlaforetbo-realecanadienne.com>>.



L'Entente sur la forêt boréale canadienne a relancé le débat : l'action de certains organismes non gouvernementaux (ONG) se substitue-t-elle trop à celle de l'État? N'entraîne-t-elle pas des

formes de privatisation incluant celle des processus collectifs de décision? Les avis divergent sur ce type d'initiative.

## De telles ententes sont signes d'un dysfonctionnement de la démocratie et posent un risque pour celle-ci.

**ROMÉO BOUCHARD**

Des comparaisons entre divers pays ont montré que plus un pays jouit d'un système démocratique décentralisé et doté de dispositifs permettant aux citoyens, en dehors des échéances électorales, d'intervenir de façon contraignante dans les décisions politiques, moins on y trouve de groupes de pression. C'est le cas de la Suisse, par exemple. En d'autres mots, paradoxalement, la prolifération de tels groupes est un signe que les mécanismes de représentation et de participation démocratiques ne fonctionnent pas bien. La démocratie, c'est le pouvoir du peuple, pas celui de groupes particuliers, fussent-ils éclairés.

### LA TENTATION DE L'APOLITISME

On ne peut reprocher à des ONG, à des fondations privées ou à des agences de certification comme le Forest Stewardship Council (FSC) de faire progresser, dans l'immédiat, tel ou tel dossier négligé par nos pouvoirs publics – qu'il s'agisse de la protection de la forêt boréale ou de l'aide aux enfants de milieux défavorisés. Mais à plus long terme, il est important d'orienter ces efforts et ces fonds vers l'implantation de politiques structurelles, aux échelles nationale et locale, qui permettent de répondre à l'ensemble des besoins collectifs et non seulement à tel ou tel aspect plus spectaculaire, plus urgent ou plus sensible pour les défenseurs d'une cause précise.

Par exemple, le travail de Richard Desjardins et de l'Action boréale a donné lieu à la commission Coulombe, laquelle a inspiré un nouveau régime forestier qui redonnera progressivement le contrôle de la forêt à l'État et aux communautés régionales, en plus de consacrer le principe de l'exploitation écosystémique de la forêt. Une telle avancée politique est sans aucun doute plus efficace à long terme que l'Entente sur la forêt boréale canadienne que viennent de signer une dizaine de groupes environnementaux canadiens avec une vingtaine d'entreprises forestières.

Cette entente est très circonscrite dans le temps et l'espace. Elle ne tient pas compte de la dynamique propre des groupes québécois impliqués depuis plusieurs années dans le dossier et laisse de côté des joueurs majeurs comme Domtar. Son application est problématique, sans compter que les intentions réelles des compagnies signataires nous échappent. Même Greenpeace ne saurait se substituer au ministère des Ressources naturelles et de la Faune. Qui nous dit que les compagnies forestières signataires de l'Entente ne seront pas les vraies gagnantes? On pourrait faire le même raisonnement, toutes proportions gardées, en ce qui a trait à l'action politique menée par l'Union paysanne en faveur d'une réforme de notre politique agricole et alimentaire en comparaison avec les réseaux d'agriculture soutenue par la communauté organisés par Équiterre, entre autres exemples.

Sans doute les deux approches – politique et apolitique – se complètent-elles, à la limite. Mais elles s'opposent aussi très souvent. La tendance actuelle des organismes à contourner l'action politique au lieu de s'y investir risque d'être néfaste à long terme. Elle ne peut qu'accréditer davantage la désaffection par rapport à la politique et la désintégration de nos institutions, laissant ainsi le champ libre à la grande entreprise privée. Nous avons besoin, à tous les niveaux, de vrais espaces et de gouvernements démocratiques. La priorité, c'est de faire fonctionner pleinement la démocratie en exigeant que l'État joue son rôle de planificateur du bien commun et que des gouvernements territoriaux élus et dotés de pouvoirs et de revenus autonomes puissent permettre aux communautés de se prendre en charge et de participer aux décisions qui les concernent. Il faut aussi que des mécanismes de démocratie directe garantissent aux citoyens la possibilité d'intervenir de façon contraignante en dehors des échéances électorales.

### L'URGENCE D'UNE RÉFORME

La montée des groupes privés d'intervention est une réaction à l'absence de pouvoir citoyen dans nos instances démocratiques, mais elle n'est pas une alternative valable à long terme à la vie démocratique fondée sur la souveraineté du peuple. Les ONG, la société civile et les groupes sociaux ne doivent pas chercher à se substituer, comme une sorte de gouvernement parallèle d'intervenants et d'experts, à la structure démocratique élue qui, seule, peut légitimement et efficacement coordonner le corps social et la prise de décision collective. ●

L'auteur a publié *Y a-t-il un avenir pour les régions?* (Écosociété, 2006)

## AGRICULTURE ET RÉCHAUFFEMENT

La prochaine conférence des Nations unies sur le réchauffement climatique, qui fait suite à celle de Copenhague, se tiendra du 29 novembre au 10 décembre prochain, à Cancun. Des organismes québécois, telle l'Union paysanne en collaboration avec Via Campesina, y rencontreront d'autres paysans des Amériques, qui constatent depuis longtemps que les dérèglements climatiques (sécheresses, inondations, etc.) affectent les récoltes. Ils plaideront que l'agriculture paysanne est une solution au réchauffement climatique en ce qu'elle limite la consommation de produits pétroliers et permet une mise en marché locale des produits. Ils feront valoir que les populations, notamment les jeunes, doivent avoir accès aux terres et aux moyens de production et de décision.

## L'EAU, UN BIEN PUBLIC

En 2030, les deux tiers de l'humanité n'auront pas accès à de l'eau potable. Actuellement, l'eau embouteillée se vend plus cher que l'essence. Des géants comme Nestlé, Pepsi et Coca-Cola puisent allégrement dans les réserves d'eau municipales et remplissent leurs bouteilles d'une eau simplement filtrée. Selon Développement et Paix, le gouvernement canadien consacre 2,5 millions de dollars à l'achat de bouteilles d'eau. Cette aberration écologique en indignent plusieurs dans un pays où l'eau du robinet est considérée comme de bonne qualité et un bien public. L'organisme mène donc une campagne pour que les édifices gouvernementaux et les institutions québécoises deviennent des «zones libres d'eau embouteillée». Renseignements au <[www.dev.org](http://www.dev.org)>.

## ÉTATS GÉNÉRAUX SUR LE CHRISTIANISME

L'événement, organisé par l'hebdomadaire français *La Vie* en collaboration avec l'Université de Lille, a réuni près de 5000 personnes et une centaine d'intervenants croyants et non-croyants du 23 au 25 septembre. À partir d'une trentaine d'enjeux sociétaux, on a débattu de la pertinence du christianisme et des défis qui se présentent à lui pour être une voix alternative. Ces États généraux ont permis de constater que le christianisme est loin de se réduire au pape ou aux débats entourant les scandales sexuels qui entachent l'Église. Réflexions, comptes-rendus, conférences, photos au <[www.etats-generauxduchristianisme.com](http://www.etats-generauxduchristianisme.com)>.

## MOURIR DANS LA DIGNITÉ

L'Assemblée des évêques du Québec a déposé cet automne un mémoire à la Commission sur la question de mourir dans la dignité. Le document constitue un effort pour nourrir le dialogue avec la société à partir des interrogations soulevées dans le débat actuel. Il invite la Commission à proposer des recommandations «qui aideront effectivement à rendre la fin de vie la plus humaine et la plus humanisante possible». Selon le mémoire, cela sera le cas «si cette fin survient à son heure: pas avant par euthanasie ou aide au suicide, pas après à cause d'acharnement thérapeutique», et «si la personne en fin de vie est accompagnée par du personnel soignant et des bénévoles qui la soutiennent tout au cours de cette étape cruciale de son existence». Le document de 13 pages est disponible au <[www.eveques.qc.ca](http://www.eveques.qc.ca)>.

## NOMINATION DE BRIGITTE HAENTJENS

La metteuse en scène, qui signe un *Carnet* dans nos pages, vient d'être nommée directrice artistique du Théâtre français du Centre national des Arts à compter de la saison 2012-2013. Il s'agit de la première femme à accéder à ce poste, succédant à de grands noms comme André Brassard, Robert Lepage, Denis Marleau et Wajdi Mouawad. Ce dernier a d'ailleurs tenu à souligner le talent de Brigitte Haentjens: «Hantée par les dédales de la psyché féminine confrontée au monde du silence, Brigitte n'a jamais cessé pour autant d'être ouverte à toutes les inquiétudes artistiques et aux démarches des autres créateurs. C'est une femme d'une envergure extraordinaire qui pense l'intime et le collectif sans jamais que l'un supplante l'autre.» Toutes nos félicitations pour cette nomination prestigieuse!

## COUR ARRIÈRE DE LA PLANÈTE

Trois membres de l'équipe itinérante inter-institutionnelle amazonienne (Fernando López, Laura Valtorta et Miranda Dinelly) ont rédigé un rapport intitulé «Pan-Amazonie: de la "cour arrière" au "square municipal" de la planète». Le document analyse l'état de la région du bassin amazonien, qui fait l'objet d'un intérêt stratégique majeur pour plusieurs joueurs commerciaux et politiques à l'échelle mondiale, qui ne prennent pas en compte les conséquences socio-environnementales de leurs activités polluantes sur la vie des peuples indigènes et des communautés traditionnelles de la région. Le rapport (en espagnol) est disponible au <<http://tinyurl.com/AMAZ0810>>.



DVD

**AUGUSTINES, CORPS ET ÂMES**

RÉALISATION: NINON LAROCHELLE  
 PRODUCTION: LES FILMS DU TRICYCLE,  
 2010, 63 MIN.

En 2008, Ninon Larochelle réalisait un touchant documentaire intitulé *L'héritage des trappistes d'Oka*. Dans la recension que j'en avais faite pour *Relations* (n° 732, avril-mai 2009), j'écrivais que le travail de cette documentariste «participe de ce nouveau regard que la société québécoise est maintenant prête à poser sur son passé et, plus particulièrement, sur son passé religieux. Son documentaire rend justice aux côtés lumineux d'une époque encore trop souvent caricaturée. Il nous rappelle que des hommes [et des femmes] vouant leur vie, pour des motivations religieuses, au silence, au travail et à la prière ont pu néanmoins être les instigateurs de tout un pan du Québec moderne».

Avec *Augustines, corps et âmes*, Ninon Larochelle poursuit cette œuvre de mémoire qui est aussi une interpellation de notre présent et de notre avenir. En nous conduisant dans les trois monastères historiques fondés par les hospitalières de Québec, la réalisatrice donne la parole à celles qui représentent probablement ce qu'il reste encore de plus crédible et d'admirable dans l'institution catholique: les sœurs.

En 1639, les Augustines ont fondé le premier hôpital en Nouvelle-France – au service autant des colons que des Amérindiens. Établissant les soins de santé en notre pays et participant aux progrès de la médecine, ces religieuses ont donné leur vie au mieux-être de

notre société. Avec le temps, elles fonderont d'autres «couvents-hôpitaux» à travers la province: à Lévis, Gaspé, Alma, Jonquière, Saint-Georges-de-Beauce, Montmagny, Chicoutimi, Roberval et Dolbeau.

Près de quatre siècles se sont écoulés depuis la première fondation... Et aujourd'hui, avec une moyenne d'âge de 82 ans et une relève qui se compte sur les doigts d'une main (il y a seulement quelques «recrues» au Québec et dans la mission du Paraguay), les Augustines savent qu'elles sont à la croisée des chemins. À la fois actrices et témoins d'un mode de vie qui disparaît, elles veulent donc assurer la pérennité de leur œuvre en préparant activement leur succession.

C'est ainsi que portés par le regard admiratif et l'écoute respectueuse de Ninon Larochelle, nous allons à la rencontre de ces religieuses sur les lieux mêmes où des générations d'hospitalières ont prié, souffert et soigné les malades. Continuant à entretenir à grands frais ces immenses ensembles conventuels à la valeur patrimoniale inestimable, les Augustines mettent présentement leurs ultimes énergies dans des projets audacieux et novateurs. Elles ont décidé de confier leur héritage à la collectivité. Parmi les différents volets de ce «lieu de mémoire» où leur esprit pourra se perpétuer, notons une hôtellerie monastique offrant de l'hébergement à prix modique pour les proches de personnes hospitalisées, un centre de ressourcement pour les professionnels des soins de santé, un espace de répit pour les aidants naturels et un musée (<[www.augustines.ca/fr/00.php](http://www.augustines.ca/fr/00.php)>).

À l'image du bois séculaire de leurs maisons qui témoigne d'une époque révolue, ces femmes de conviction et d'action portent en elles un récit fondateur de notre société. C'est à travers leurs yeux, leurs mots et leurs gestes captés finement par la réalisatrice que nous découvrons l'histoire de cette communauté à qui l'on doit – il faudra toujours se le rappeler – la création et l'essor de notre système de soins de santé.

Exclues – parce que femmes – des «prétentions cléricales» et des «pompes de la hiérarchie», ces religieuses ont œuvré dans l'ombre, au service des malades, des pauvres et des laissés-pour-compte. Généreuses de leur personne et de leurs deniers, elles ont incarné, chez nous, le meilleur de



l'Évangile et de l'Église. Elles veulent aujourd'hui – et ce documentaire en témoigne admirablement – vivre, aimer, donner et servir jusqu'au bout. Portées par une foi, une liberté et un sens de l'abandon spirituel sans commune mesure, ces femmes se gardent bien du pessimisme et de la nostalgie qui règnent malheureusement en certains quartiers de l'Église...

Aux religieuses qu'elle a interviewées et à toutes leurs consœurs, Ninon Larochelle rend ici un hommage empreint de gratitude. Devant ces femmes de cœur qui nous bouleversent par leur sérénité, cela est plus que mérité. ●

MARCO VEILLEUX

**LA DÉMOCRATIE  
SOUS RAYONS X**

G. Agamben, A. Badiou, D. Bensaïd,  
W. Brown, J.-L. Nancy, J. Rancière,  
K. Ross et S. Zizek

**DÉMOCRATIE, DANS QUEL ÉTAT?**  
Montréal, Écosociété, 2009, 104 p.

Aujourd'hui, tout le monde se dit *démocrate*, y compris la majorité des dirigeants politiques de la planète (que pourrait-on d'ailleurs se dire d'autre?). Mais qu'est-ce donc qu'être *démocrate*? Quel contenu spécifique peut-on rattacher à ce mot? N'est-il pas devenu un «signifiant vide» – comme celui de *démocratie* –, c'est-à-dire un mot si vague et si élastique à force de vouloir tout dire qu'il ne désigne plus quoi que ce soit de précis? Comme l'écrit le philosophe français Jean-Luc Nancy dans ce livre, il faut prendre au sérieux et mesurer toute la portée du fait que la démocratie soit devenue, à notre époque, un cas exemplaire d'«insignifiance».

Dans ce petit ouvrage d'une centaine de pages, huit philosophes et intellectuels européens et américains se penchent sur cette perte de sens de la démocratie, s'écartant résolument du discours officiel d'auto-gratification. Si leurs réponses sont diverses et parfois contradictoires, elles conduisent toutes vers un constat paradoxal, celui d'un certain échec de la démocratie auquel se joint la nécessité de réaffirmer et de réactualiser le principe démocratique lui-même.

Il n'est pas inutile de remonter ici aux Grecs qui en inventèrent le concept, comme le font Alain Badiou et Jean-Luc Nancy, pour souligner le caractère problématique de la démocratie dès son origine. Parce qu'elle est la *demokratia*, c'est-à-dire «la puissance, ou le pouvoir, du peuple», donc non pas d'un groupe social en particulier mais bien de «tout le monde», la démocratie est déjà, aux yeux de Platon, le gouvernement de ceux qui ne s'y connaissent pas en politique et qui ne sont intéressés que par leur intérêt personnel, incapables de

penser le bien commun. C'est pourquoi la critique de la démocratie sera d'abord une critique du citoyen démocrate, essentiellement jouisseur, ou pour le dire dans notre langage moderne, du citoyen-consommateur, qui choisit un candidat aux élections comme il choisit une marque de parfum.

Critiquer la démocratie, c'est aussi interroger le long processus qui a mené à la subsumer sous le concept de démocratie néolibérale, et à soumettre celle-ci à la seule loi économique du marché et du capital, faisant de la démocratie la sœur de l'oligarchie. Elle est ainsi devenue une idéologie qui légitime un système où un très petit nombre d'individus gouverne, non pas pour le peuple, mais pour ses propres intérêts économiques.

Faut-il alors jeter pour autant le concept de démocratie aux ordures? Absolument pas. Mais il ne désignera plus ni une forme de gouvernement, ni même un type de constitution ou d'institution. Pour certains des auteurs de ce livre, la démocratie doit demeurer un but, un projet politique. Pour d'autres, elle n'est pas un idéal, mais plutôt la présupposition de toute politique possible, ce qui seul permet de la légitimer. En ce sens, comme le dit Jacques Rancière, elle est une «potentialité», soit la capacité des gens ordinaires de découvrir des modes d'action afin d'agir sur des affaires communes.

**DOMINIQUE BULLIARD**

**ITINÉRAIRE DE SENS**

François Gauthier et  
Jean-Philippe Perreault (dir.)  
**JEUNES ET RELIGION AU QUÉBEC**  
Québec, Presses de l'Université  
Laval, 2008, 174 p.

Cet ouvrage propose un regard pertinent et nuancé sur le fait religieux au sein des sociétés occidentales, particulièrement au Québec. Il s'intéresse aux jeunes même si la majorité des réalités décrites s'appliquent à toutes les



générations. Les auteurs y ayant collaboré rendent compte de la coupure avec la religion «traditionnelle» survenue avec l'avènement de la modernité et lors de la Révolution tranquille.

Cette dernière, comme on le sait, a profondément transformé la manière de comprendre l'intériorité et de vivre le rapport à l'autre. Ainsi, Raymond Lemieux aborde avec justesse les enjeux de la quête de sens pour la jeunesse québécoise. *L'itinéraire* de sens, comme il le nomme, s'inscrit dans une dynamique de parcours dont la finalité est d'atteindre le bien-être.

E.-Martin Meunier alimente pour sa part notre réflexion sur l'influence des *baby-boomers*. Il traite de leur méfiance envers l'institution religieuse, souvent vue comme étant porteuse d'un passé négatif. L'étude de Marie-Paule Martel-Reny donne ensuite la parole à quelques centaines d'adolescents (14-18 ans) vivant dans la région montréalaise. Toutes les données recueillies mériteraient d'être mentionnées, mais retenons particulièrement l'intérêt des jeunes envers toutes les traditions religieuses et, surtout, leur désir de ne pas se voir imposer une seule conception du religieux. La liberté et le libre arbitre semblent moduler leur curiosité. Mircea Vultus et Ève Paquette, dans un article trop bref, mais non moins pertinent, font connaître une autre étude, menée cette fois auprès de vingt jeunes «désengagés» (décrocheurs, jeunes de la rue, chômeurs, etc.).

Dominic LaRoche présente une fascinante analyse d'un type de vision du monde en émergence dans les pays occidentaux qui marie une approche philosophico-religieuse aux arts martiaux chinois, impliquant une discipline de vie particulière et comblant le vide laissé par l'abandon des questions de sens. À sa suite, François Gauthier réfléchit à diverses sous-cultures – métal, gothique, hip-hop et techno – et explore le fait religieux hors des murs et des doctrines des institutions.

Jean-Philippe Perreault parle de la place actuelle de certains jeunes et de



**UN GRAND PERSONNAGE  
JÉSUITE**

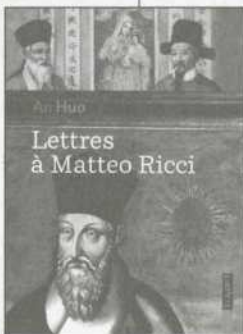
leur dynamisme au sein du catholicisme québécois. L'absence de transmission de la religion catholique par les parents, à partir de la génération des *baby-boomers*, est souvent désignée comme responsable du désintérêt des jeunes envers elle. Il n'en reste pas moins qu'un certain nombre de jeunes croyants vivent leur foi différemment en s'inspirant d'une manière ou d'une autre des premières communautés chrétiennes. Ils apportent une vitalité certaine au catholicisme.

Finalement, Nancy Bouchard met en relief l'importance de l'enseignement du vivre-ensemble à l'intérieur du controversé cours d'éthique et de culture religieuse et Liliane Voyer commente, en épilogue, l'ensemble de l'ouvrage en explicitant le concept de «jeunesse».

Clairement, le titre de ce livre aurait pu être *Jeunes et «religions» au Québec* car le mot religion au pluriel aurait davantage souligné la diversité du concept auquel les auteurs réfèrent ici. Quoi qu'il en soit, il mérite d'être lu, réfléchi et débattu par toutes les personnes préoccupées par la «recomposition» de l'univers religieux au sein de la société québécoise actuelle, néophytes autant qu'initiés.

**NATHALIE CHOLETTE**

An Huo  
**LETTRES À MATTEO RICCI**  
Paris, Bayard, 2010, 183 p.



L'année 2010 marque le 400<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Matteo Ricci, une grande figure de l'Ordre des Jésuites. L'auteur de ces «lettres», une jeune étudiante française, le découvre au hasard d'une recherche en bibliothèque. Fascinée par le personnage, elle voyage sur ses

traces et rédige une correspondance imaginaire qui raconte à Ricci sa propre histoire en y joignant ses commentaires. Le résultat est remarquable, comme le fut la vie de Ricci.

Né en 1552 à Macerata, en Italie, l'aîné d'une famille de quatorze enfants, Matteo Ricci fréquentera le Collège romain fondé par Ignace de Loyola. Au terme de ses études, il se porte volontaire pour la mission de Goa, en Inde, qu'il atteindra après un long séjour au Portugal. Il y sera ordonné prêtre en 1580. Son confrère Ruggieri le réclame pour la nouvelle mission de Chine. Dès son arrivée à Shiu-Hing, il se fait construire une maison chinoise et une chapelle. Son apprentissage du chinois est rapide. Plus tard, il rédigera un dictionnaire et une traduction de Confucius, jetant ainsi les bases de la sinologie. Les

lettrés chinois affluent, fascinés par sa mappemonde. Ils écoutent attentivement ses leçons de géographie et ses discours religieux. Certains s'inquiètent de ce «diable étranger», mais plusieurs deviendront ses amis. Kiou Taisou, fils d'un mandarin, se propose comme disciple et jouera le rôle d'intermédiaire, car le but de Ricci, c'est l'empereur. En 1595, il rédige un traité de l'amitié pour le prince. Le défi: faire passer le message de l'Évangile dans des termes qui ne heurtent pas le confucianisme. Rendre crédibles des notions étrangères à ses interlocuteurs: un Dieu créateur, l'âme immortelle. En échange, il se penche sur leur conception d'un «Maître du ciel» et discute de la question qui les taraude: la nature humaine est-elle bonne ou mauvaise? Ses hôtes ne ménagent pas leurs éloges. Toutefois, ils ne cessent de se demander ce qu'il est venu faire dans leur pays.

En 1599, Ricci s'installe à Nankin, ville très ouverte aux étrangers, dont il fréquente les intellectuels avec plaisir. Deux confrères viennent le rejoindre. Ils composent et jouent ensemble de la musique. Ricci fait des poèmes en chinois et peint des sentences morales sur des éventails qu'il offre à ses hôtes. En 1600, ils sont dix missionnaires, habillés et chaussés à la chinoise. À Rome, ses supérieurs s'inquiètent toutefois du petit nombre de conversions. Ricci leur explique que les Chinois ne sont pas un peuple de barbares et qu'on doit

**Aspects**  
SOCIOLOGIQUES

Aspects Sociologiques a/s  
Département de sociologie  
Université Laval  
Cité Universitaire

Téléphone : (418) 656-2131,  
poste 4898

Fax : (418) 656-7390

<http://www.soc.ulaval.ca/aspect>

**Derniers numéros**

- / Volume 7, No. 1 – Juillet 2000 – Mondialisation & Cyberculture
- / Volume 8, No. 1 & 2 – Printemps 2001 – Dossier spécial : Le ou les suicides
- / Volume 9, No. 1 – Septembre 2002 – Hors thème
- / Volume 10, No. 1 – Février 2003 – Sociologie allemande : entre tradition et modernité
- / Volume 11, No. 1 – Octobre 2004 – Du Canada français au Québec
- / Volume 12, No. 1 – Avril 2005 – Abîmes du politique: des formes de domination au XXI<sup>e</sup> siècle
- / Volume 13, No. 1 – Août 2006 – Retour à la théorie: perspectives et auteurs contemporains
- / Volume 14, No. 1 – Mai 2007 – Ordre et violences
- / Volume 15, No. 1 – Mai 2008 – Identité et territoire: la question autochtone
- / Volume 16, No. 1 – Août 2009 – Éducation en transformation: entre réflexion et adaptation
- / Volume 17, No. 1 – Août 2010 – Société et arts martiaux



**Aspects**  
SOCIÉTIQUES

**Société et arts martiaux**

Sous la direction de  
Olivier Bernard

L'enseignement de «wing chun» au sein d'une  
institution universitaire en France  
Annie Thévoz-Nagy

Les origines du taï chi dans la littérature  
populaire occidentale  
Dominik Ledwoska

Le judo en Bretagne du point de vue de la théorie  
du processus de civilisation  
Patrick Rogier

Les Audois victimes d'immigrations  
Massimo Del

La reconnaissance et l'impact des valeurs  
Gabriel Fauriol

Les arts martiaux dans la région de Québec  
Olivier Bernard

Entretien avec Benoît Gaudin

Entretien avec Jacques Hébert

Entretien avec Liane Gillingham

Unes chinoises  
Expérimentation  
Marianne Labrecque

Volume 17, No. 1 – Août, 2010



d'abord comprendre et respecter leur culture. Leur empereur étant un tyran, il faut éviter les soupçons; le pire serait de regrouper une communauté de chrétiens autour des missionnaires. Il ajoute qu'aucun étranger en Chine n'a gagné la situation qui est la sienne. Néanmoins, il se tourmente: il n'y a que deux cents baptisés. Vénérer les ancêtres est-il compatible avec l'adoration de Dieu? Et vouer un culte à Confucius? Le concubinage empêche-t-il d'être un bon chrétien?

Dix-sept ans après son arrivée, l'empereur lui permet enfin de s'établir dans la capitale, Pékin. Ricci écrit *La vraie notion du Seigneur du Ciel*, puis un traité sur les arts mnémotechniques, une traduction des mathématiques d'Euclide. Il prévoit les éclipses de la lune et du soleil, en concurrence avec les mathématiciens impériaux et tente d'accommoder le calendrier chinois au calendrier grégorien. De 1608 à 1610, il rédige *Histoire de l'expédition chrétienne au royaume de la Chine*. Le 11 mai 1610, il meurt à l'âge de 58 ans. Sur son épitaphe: «À celui qui est venu du grand Occident, avait la réputation d'un homme juste et fit imprimer des livres renommés.»

**NICOLE LAURIN**

### NOS AMIS CHILIENS

José del Pozo  
**LES CHILIENS AU QUÉBEC.  
 IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS,  
 DE 1955 À NOS JOURS.**  
 Montréal, Boréal, 2009, 409 p.

Pour une majorité de Québécois âgés de 50 ans et plus, les Chiliens au Québec sont des exilés politiques, des victimes de ce coup d'État qui mit fin, le 11 septembre 1973, à une expérience de transformation radicale engagée après une victoire acquise par la voie des urnes. Salvador Allende, l'Unité populaire et le Chili ne font qu'un dans l'imaginaire de beaucoup de Québécois. Or, des quelque 11 000 immi-

grants chiliens arrivés au Québec depuis 1973, la plupart ne vinrent pas comme réfugiés. La majorité des vrais réfugiés ne furent pas reconnus comme tels et des milliers d'autres, entrés avec ce statut après 1979, émigrèrent avant tout pour des raisons économiques. Près de 3000 demandeurs d'asile venus vers 1996 furent même déboutés et expulsés.

Personne n'était mieux placé que José del Pozo pour rédiger cet ouvrage. Arrivé du Chili en 1974, il compte à son actif plusieurs travaux sur l'histoire chilienne, les militants de l'Unité populaire et l'évolution du Chili depuis 1973. Étroitement lié à cette expérience d'exil et d'installation, engagé personnellement dans des associations de Chiliens, il reconstitue avec minutie le contexte, tant au Chili qu'au Québec. Sa crédibilité lui a assuré la collaboration d'une centaine de ses compatriotes, choisis pour assurer la représentativité de son échantillon. Cela nous vaut des analyses générales bien construites et documentées, appuyées au besoin de statistiques, et illustrées avec bonheur par l'insertion d'expériences de vie concrètes. Il en résulte un ouvrage à la fois universitaire et vivant, nourri de ces matériaux significatifs que lui ont livrés ses informateurs. Les récits de vie qu'il a recueillis au moyen d'entrevues et de questionnaires sont habilement intégrés dans l'argumentation. Les individus entrent en scène comme au théâtre pour jouer leur rôle dans une pièce axée sur leurs rapports à la communauté chilienne et québécoise.

À une première partie («Quitter le Chili») qui restitue les rythmes et motifs de l'exil depuis 1955 succèdent plusieurs chapitres où l'auteur cerne les contours de ce que «Vivre au Québec» a représenté comme défi individuel et collectif. La cohorte 1973-1978 a longtemps cru à un retour prochain. C'est elle qui s'est le plus investie dans la formation d'associations conçues pour lutter contre la dictature, qui ont décliné avec la fin de celle-ci. Les autres cohortes d'immigrants et les jeunes générations n'ont pas pris le relais.



L'explication se trouve peut-être dans leur intégration civique réussie. Les Chiliens d'ici restent attachés à leur culture, mais ils sont moins

présents comme communauté ethnique. Plusieurs assument de nombreuses identités, dont l'identité latino-américaine, et sont actifs dans la solidarité continentale. L'un des mérites de ce livre est de nous faire découvrir l'apport des artistes chiliens à la culture d'ici, certains demeurant fidèles à leurs origines, d'autres adaptant leur création au contexte québécois.

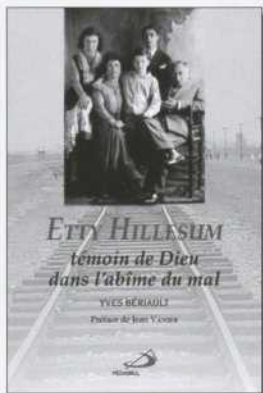
Le gouvernement canadien se méfiait beaucoup des Chiliens qui cherchaient asile ici après le coup d'État. Il voyait en eux des «gauchistes» et d'éventuels alliés des «séparatistes» québécois. La société civile, incitée par des Québécois qui avaient vécu au Chili, dut multiplier les pressions pour que les autorités répondent à une situation dramatique où des vies étaient en jeu. Ces Québécois ont été les figures de proue de la solidarité et ont joué un rôle décisif dans l'accueil collectif. La perception qu'ont les Québécois des Chiliens demeure très favorable. Les difficultés d'insertion expérimentées par certains résultaient davantage d'une mauvaise maîtrise du français que d'une discrimination fondée sur l'origine. Peu de ceux qui avaient vécu les «valises ouvertes» ont choisi et réussi le retour au Chili. S'ils n'avaient peut-être pas trop changé, le Chili lui, si. Certes, le Québec a pu les décevoir. Ils ont dû s'adapter à un rétrécissement de la vie familiale, à une convivialité moins chaleureuse, à une société de consommation plus compétitive alors que leurs revenus sont au-dessous de la moyenne québécoise. Venus d'une société qui demeure polarisée, ils apprécient la tolérance dont fait preuve la société québécoise. Les femmes ont amélioré leur statut, conquérant un espace d'autonomie qu'elles n'avaient pas au Chili.

Voilà un livre à lire pour quiconque s'intéresse au vécu des immigrants.

**CLAUDE MORIN**

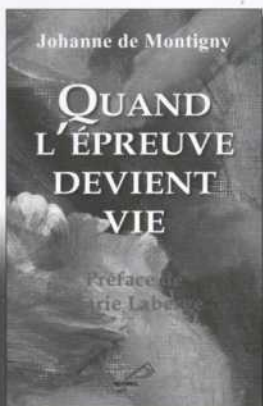
# MÉDIASPAUL

1 éditeur 3 librairies Montréal Québec Sherbrooke



**ETTY HILLESUM**  
*Témoin de Dieu dans l'abîme du mal*  
Yves Bériault • Médiaspaul

Dans l'horreur de la Shoah, Etty Hillesum parvient à percevoir la beauté de la vie, à croire en l'être humain et à trouver Dieu.



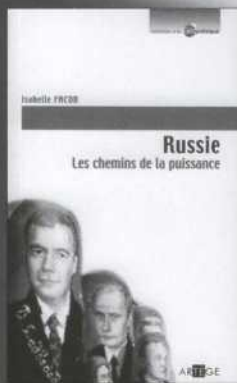
**QUAND L'ÉPREUVE DEVIENT VIE**  
Johanne de Montigny  
Médiaspaul

Cette psychologue renommée répond aux peurs et aux angoisses des malades, des mourants et de leurs proches.



**MATTEO RICCI 1552-1610**  
*Un jésuite à la cour des Ming*  
Michela Fontana • Artège

Esprit scientifique, premier occidental à faire un séjour prolongé en Chine, Ricci est encore aujourd'hui le symbole de la rencontre des cultures.



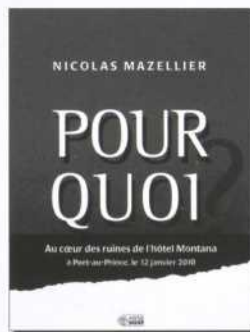
**RUSSIE**  
*Les chemins de la puissance*  
Isabelle Facon • Artège

Une synthèse de la situation économique et politique de la Russie depuis 1991.



**OMBRES ET LUMIÈRES SUR LA FIN DE LA VIE**  
Patrick Vinay • Médiaspaul

Pour comprendre la réalité de la personne en fin de vie et les choix qu'offre la médecine pour l'accompagner.



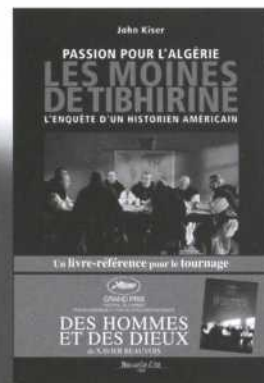
**POURQUOI ?**  
*Au cœur des ruines de l'hôtel Montana à Port-au-Prince le 12 janvier 2010*  
Nicolas Mazellier  
Éditions Anne Sigier

Rescapé des décombres lors du séisme à Port-au-Prince, l'auteur témoigne des angoisses vécues, mais aussi d'une profonde expérience spirituelle.



**LA POLOGNE**  
*Géopolitique du phénix de l'Europe*  
Sophie Cassar • Artège

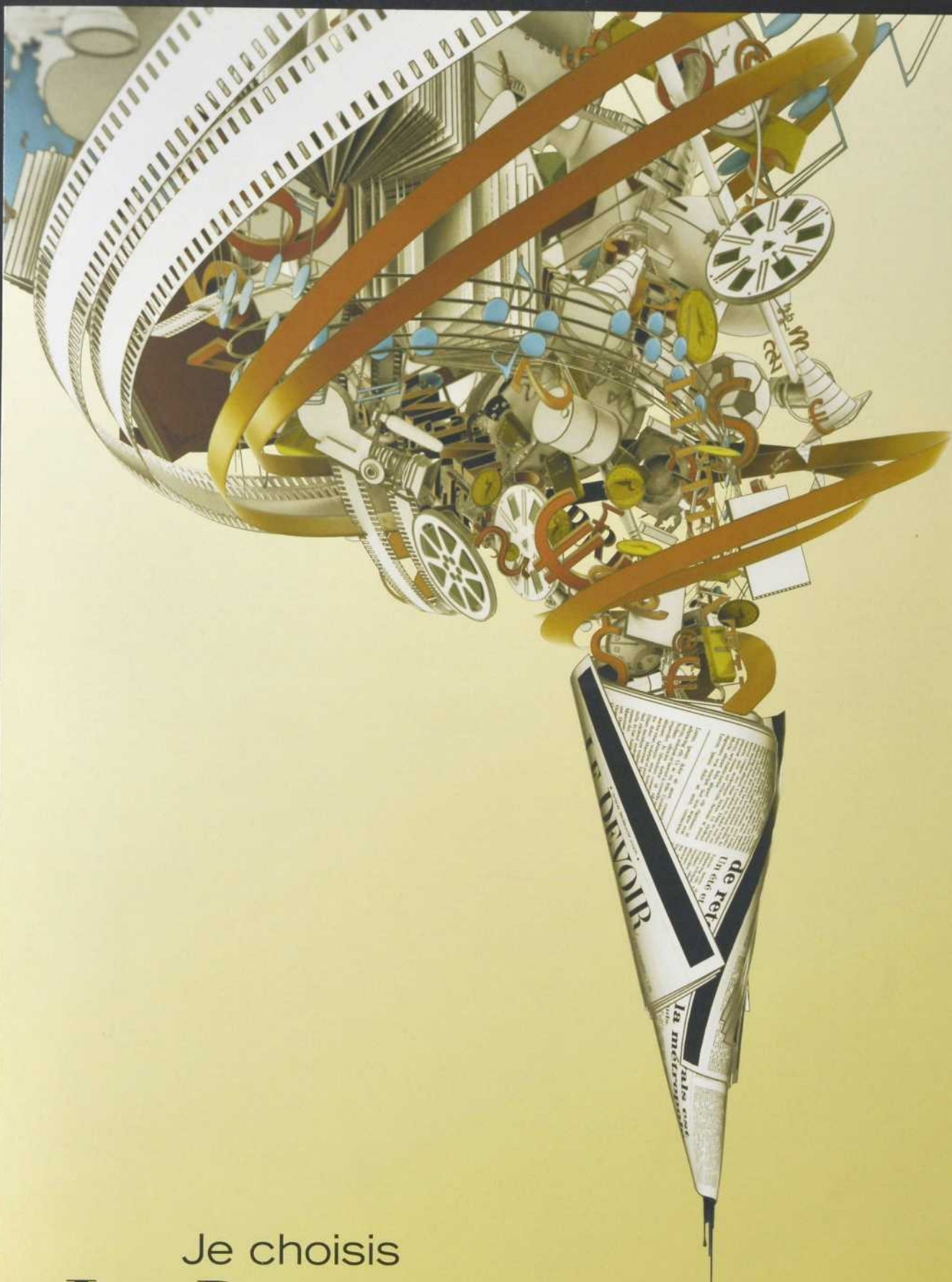
Un portrait de la Pologne actuelle qui cherche à nouer avec ses pays voisins des liens économiques et politiques stratégiques.



**PASSION POUR L'ALGÉRIE : LES MOINES DE TIBHIRINE**  
*L'enquête d'un historien américain*  
John Kiser  
Nouvelle Cité

Le livre qui a inspiré le film « Des hommes et des dieux ». Dans un petit village algérien, sept moines catholiques sont assassinés...

[www.mediaspaul.qc.ca](http://www.mediaspaul.qc.ca)



Je choisis  
**LE DEVOIR**  
Libre de penser

**actualité**